

Capital VOTRE ARGENT

N° 13 MARS - AVRIL -
MAI 2021 6,90€

ASSURER
SA VOITURE
À PETIT PRIX

SOUSCRIRE
UNE BONNE
MUTUELLE SANTÉ

CHOISIR LA
MEILLEURE BANQUE
EN LIGNE

ÉVITER LES FRAIS
SUR LES PRODUITS
D'ÉPARGNE

INVESTIR
EN BOURSE À
MOINDRE COÛT

PROFITER DES
ASSURANCES VIE LES
PLUS RENTABLES

100

PAGES DE BONS PLANS
POUR FAIRE DES
ÉCONOMIES DEPUIS
SON ORDINATEUR

Banque, logement, placements,
défiscalisation, travaux, retraite...

Tout gérer sur Internet

DE PLUS EN PLUS SIMPLE, DE PLUS EN PLUS RENTABLE !



PM PRISMA MEDIA CPPAP

L 14710 - 13 - F: 6,90 € - RD



VOS DROITS CONSOMMATION,
LES NOUVEAUTÉS ET LES
CONSEILS D'UN AVOCAT **P. 90**

BEL: 7,50 € - CH: 11,50 CHF - CAN: 10,99 CAD - D: 8,90 € - LUX: 7,50 € - PORT. CONT.: 8,30 € - DOM: Avion: 9 €; Bateau: 6,90 € - MAY: 8 € - Maroc: 7,60 DH - Tunisie: 10 TND - Zone CFA: 7,500 XAF; Bateau: 5,000 XAF - Zone CFP Bateau: 300 XPF

GRAND ANGLE CARTON
PLEIN POUR LES FABRICANTS
D'EMBALLAGES **P. 94**

L'ASSURANCE VIE AU SERVICE DE MES PROJETS



Jury composé de personnalités reconnues dans le secteur et de journalistes

Le Compte Épargne Libre Avenir Multisupport :

1,70 %
nets en 2020^[1]

sur son fonds en euros
Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs

Une gestion sous mandat résolument orientée ISR^[2]

Profils de gestion	Performances 2020 ^[3]
Mandat PRUDENT	+ 4,42 %
Mandat ÉQUILIBRÉ	+ 7,15 %
Mandat DYNAMIQUE	+ 8,11 %
Mandat OFFENSIF	+ 10,26 %

Une gamme SCPI^[4] rigoureusement sélectionnée

SCPI	Performances 2020 ^[5]
SCPI IMMORENTE	+ 4,42 %
SCPI PF02	+ 4,50 %
SCPI CRISTAL RENTE	+ 4,84 %
SCPI ÉPARGNE PIERRE	+ 5,36 %

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Tout investissement en unités de compte est soumis aux fluctuations des marchés financiers à la hausse comme à la baisse et comporte un risque de perte en capital.

Renseignez-vous sur **mifassur.com** ou au **09 70 15 77 77**

Appel non surtaxé

MIF : LA MUTUELLE D'IVRY (la Fraternelle)

Siège social : 23 rue Yves Touïc - 75481 PARIS CEDEX 10 / Tél. 0 970 15 77 77 / www.mifassur.com

Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité - Identifiée sous le numéro SIREN 310 259 221

Contrôlée par l'ACPR - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09

[1] Nets de frais de gestion et hors prélevements fiscaux et sociaux.

[2] Supporté en unités de compte labellisées ISR (Investissement Socialement Responsable).

[3] Performances au 31/12/2020, nettes de frais de gestion au titre du contrat et de la gestion sous mandat et hors prélevements fiscaux et sociaux, calculées sur la base d'un versement net de 1 000 € investi sur le profil au 1^{er} janvier de l'année concernée. Elles tiennent également compte des arbitrages effectués par l'assureur, en exécution du mandat choisi, et de l'attribution au 31 décembre de l'année de la participation aux bénéfices annuelle sur le fonds en euros.

[4] Unités de compte représentatives de parts de SCPI (Sociétés Civiles de Placements Immobiliers). Uniquement accessibles avec un contrat en gestion libre.

[5] Crédit photo : Shooting Garnier Studio / Document publicitaire sans valeur contractuelle



RÉDACTION

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Tél. : 01 73 05 45 45. Fax: 01 47 92 67 35.
Pour joindre vos correspondants, composez le 01 73 05
puis les quatre chiffres entre parenthèses après chaque
nom. E-mail: composez la première lettre du prénom,
puis le nom suivi de @prismamedia.com.

RÉDACTEUR EN CHEF

François Genthal (4861)

RESPONSABLE ÉDITORIAL

Fabien Bordu

CHEF DE STUDIO

Patrick Bordet (4874)

PHOTO

Nathalie François (chef de rubrique, 5706)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Fabien Morançais (chef de service, 4867), Ingrid Marinot (SR, 4826), Véronique Favel (SR, 4820), Sarah Zegel (4805), Hélène Frédéric et Michel Wechsler (révision)

SECRÉTARIAT

Brigitte Boston (4801)

FABRICATION

Jean-Bernard Domini (4950), Eric Zuddas (4951)

PUBLICITÉ

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Tél. : 01 73 05 45 45.

Directeur exécutif Prisma Media Solutions: Philipp Schmidt (5188). Directrice exécutive adjointe: Virginie Lubot (6448). Directeur délégué PMS Premium: Thierry Dauré (6449). Grandes Solutions Director: Camille Habra (6433). Luxe et Automobile Brand Solutions Director: Dominique Bellanger (6452). Account Director: Nicolas Serot Almères (6457). Senior Account Managers: Laetitia Chiarì (6406), Charles Rateau (4531). Trading Managers: Gwénaëlle Le Creff (4890), Virginie Viot (4528). Planning Managers: Sophie Chapuis (6474), Christelle Roblette (6402). Assistante commerciale: Catherine Pintus (6461). Directrice déléguée Creative Room: Viviane Roubert (5110). Directeur délégué Insight Room: Charles Jouvin (5328).

MARKETING ET DIFFUSION

Directrice des études éditoriales: Isabelle Demaillly (5338). Directrice marketing client: Laurence Grolée (6025). Directrice de la fabrication et de la vente au numéro: Sylvaine Cortada (5465). Directeur des ventes: Bruno Recurt (5676). Directeur de la publication: Rolf Heinz

DIRECTRICE EXÉCUTIVE PÔLE PREMIUM

Gwendoline Michaelis

Directrice marketing et business development:

Dorothée Fluckiger (6876)

Chef de groupe: Hélène Coin (5767)

Chef de marque: Juliette Heuzébroek (4965)

Impression: Mohn Media Mohndruck GmbH, Carl Bertelsmann Str. 161 M, 33311 Gütersloh - Allemagne.
© Prisma Média 2021. Dépôt légal: mars 2018.

Date de création: mars 2018.

Commission paritaire: 0523 K 93683, ISSN: en cours
PROVENANCE DU PAPIER: Allemagne
TAUX DE FIBRES RECYCLÉES: 52%
EUTROPHISATION: P_{ox} 0,003 Kg/To de papier

ABONNEMENTS

Capital-Service Abonnements et anciens numéros,
62066 Arras Cedex 9.

0 808 809 063

Service gratuit
+ prix appel

Site: Capmag.club.



Notre publication adhère à l'ARPP et s'engage à suivre ses recommandations en faveur d'une publication loyale et respectueuse du public.



PM PRISMA MEDIA

13, rue Henri-Barbusse,
92624 Gennevilliers Cedex.

Tél. : 01 73 05 45 45.

Site Internet:

www.prismamedia.com

Société en nom collectif au capital de 49 999 999,99 €. Capital social: 49 999 999,99 €. Gérant: G+J Media Communication GmbH. Ses deux principaux associés sont Media Communication SAS et G+J Communication GmbH. La rédaction n'est pas responsable de la pertinence ou de l'exactitude des informations qui lui sont adressées pour appréciation. La reproduction, même partielle, de tout matériel publié dans le magazine est interdite.



PEFC/04-31-1033

Grâce à Internet, gagnez du temps et de l'argent !

ul n'aime changer ses habitudes, surtout lorsqu'elles sont ancrées depuis des décennies. Exemple type: quand, au printemps 2016, les deux millions de contribuables les plus aisés ont dû déclarer leurs revenus annuels en ligne et non plus par voie postale, la plupart y ont vu une contrainte, voire une atteinte à leurs libertés individuelles! Depuis, non seulement la déclaration fiscale est entrée dans les mœurs, mais Internet s'est insinué dans tous les domaines de la vie courante, un processus auquel la crise sanitaire, en limitant au strict minimum les contacts physiques, a donné un grand coup d'accélérateur. Souscrire une assurance auto, habitation ou santé, piloter son compte en banque, ouvrir un livret, un PEA, un PEL ou une assurance vie, investir dans une SCPI ou un fonds défiscalisé, liquider sa retraite, renouveler son passeport, déclarer son employé à domicile, presque tout est désormais réalisable depuis son ordinateur, sa tablette ou, de plus en plus, son smartphone. On peut même, grâce à l'émergence de start-up 100% numériques, conclure une transaction immobilière entièrement à distance, de la visite du bien à la signature de l'acte notarié. Tout cela permet à chacun de gagner un temps précieux, mais pas seulement: ce numéro spécial, en vous livrant les adresses Internet où se nichent les contrats d'assurance les moins chers et les produits financiers les plus rémunérateurs, vous fera également gagner beaucoup d'argent.



Fabien Bordu,
responsable éditorial

SOMMAIRE



PAGE 6 **ASSURANCES**

PAGE 8 **Voiture** Souscrire son contrat et gérer ses sinistres en ligne est devenu la norme

PAGE 11 **Habitation** Des tarifs allégés de 5%, voire davantage, en passant par Internet

PAGE 14 **Santé** Choisir sa mutuelle depuis son ordinateur, c'est tout simple et économique

PAGE 16 **Scolarité** Il existe des alternatives aux contrats des syndicats de parents d'élèves

PAGE 17 **Animaux** Des contrats santé pour tous les budgets et sans aucune paparasserie

PAGE 18 **Voyage** Moins de 3% du prix du séjour en signant le contrat sur le site de l'assureur

PAGE 20 **BANQUES**

PAGE 22 **Banques généralistes** Les services de base sont tous en voie de digitalisation

PAGE 26 **Néobanques** Des comptes courants pilotables exclusivement sur smartphone

PAGE 28 **Gestionnaires de patrimoine** Ils opèrent désormais en ligne, affichent des tarifs attractifs et sont ouverts à tous

PAGE 30 **SERVICES ADMINISTRATIFS**

PAGE 32 **Impôts** Tout changement de situation peut être géré par Internet et en temps réel

PAGE 33 **Employés à domicile** Les services en ligne de l'Urssaf simplifient les démarches

PAGE 34 **Papiers et amendes** Les formulaires dématérialisés font gagner un temps fou

PAGE 36 **ÉPARGNE**

PAGE 38 **Produits de base** Faciles à souscrire en ligne, mais pas toujours intéressants

PAGE 40 **Assurance vie** Les banques classiques ne font pas le poids face aux offres Internet

PAGE 43 **SCPI classiques** Des offres de qualité sur les nouvelles plateformes spécialisées

PAGE 46 **SPÉCULATION**

PAGE 48 **Actions** Les tarifs pratiqués par les spécialistes du courtage sont imbattables

PAGE 49 **Fonds** L'offre des banques classiques est rarement brillante, ou trop chargée en frais

PAGE 50 **Trading** De longs mois d'entraînement sont requis pour espérer gagner de l'argent

PAGE 52 **DÉFISCALISATION**

PAGE 54 **Entrer au capital d'une PME** Un jeu d'enfant grâce aux sites de mise en relation

PAGE 55 **FCPI et FIP** Des fonds de PME réservés aux contribuables ayant le goût du risque

PAGE 56 **Sofica** Un rendement modeste, sauf en cas de gros succès des films coproduits

PAGE 57 **SCPI fiscales** Pour alléger ses impôts de manière simple et en lissant les risques

PAGE 58 **PEA et assurance vie** Indispensables pour éviter l'imposition des gains boursiers

PAGE 60 **IMMOBILIER**

PAGE 62 **Achat** Même la signature de l'acte notarié peut s'effectuer de manière électronique

PAGE 64 **Gestion** Les agences numériques se multiplient et écrasent les prix des services

PAGE 65 **Travaux** Les sites d'entraide entre particuliers facilitent grandement la tâche

PAGE 66 **Vente** Des tarifs deux à trois fois moins élevés chez les nouveaux acteurs Internet

PAGE 68 **PRÉVOYANCE**

PAGE 70 **Accidents du quotidien** En cas de séquelles invalidantes, tous les frais médicaux seront indemnisés par l'assureur

PAGE 74 **Garantie décès** Pour mettre sa famille à l'abri du besoin en cas de disparition

PAGE 76 **Contrats obsèques**

Les formules proposées ne sont pas toujours très claires

PAGE 80 **RETRAITE**

PAGE 82 **Compte retraite** Un outil en ligne pour tout connaître sur ses conditions de départ

PAGE 85 **Plan d'épargne retraite**

Aucuns frais d'entrée à payer sur les produits commercialisés par les courtiers Internet

PAGE 86 **Assurance vie**

multisupport Souvent plus souple et plus avantageuse qu'un plan d'épargne retraite

PAGE 89 **LES ACTUS**

PAGE 90 **Vos droits** Ce qui change pour la consommation

PAGE 92 **Vie au bureau** Peut-on s'autoriser à mentir (un peu) à son chef? Faut-il forcer la main de ses collaborateurs pour les congés?

PAGE 94 **Grand angle** Carton plein pour les fabricants d'emballages

PAGE 98 **Capital.fr** Des services en ligne pour gérer votre argent

Profitez des services immobiliers sur **Capital.fr**: petites annonces, comparateur de crédits, devis travaux, assurances loyers impayés...



Pour vous l'assurance vie vraiment simple

C'est important de vous rendre la vie plus simple.

Avec le contrat d'assurance vie Darjeeling, vous pouvez souscrire tout simplement de chez vous, 100 % en ligne. Votre espace client vous permet ensuite, tout aussi facilement et de manière autonome, de réaliser vos versements, arbitrages et retraits partiels directement en ligne.

Pour vous, nous en ferons toujours un peu plus pour vous permettre d'épargner mieux.

LassuranceViePourVous

Darjeeling est un contrat individuel d'Assurance Vie de type multisupport, libellé en Unités de Compte et euros dont l'assureur est SwissLife Assurance et Patrimoine. Le document d'informations clés du contrat Darjeeling contient les informations essentielles de ce contrat. Vous pouvez obtenir ce document en vous rendant sur Placement-direct.fr/ Darjeeling. Placement-direct.fr est le nom commercial de SAS Placement Direct, société de courtage en assurances dont le siège social est situé 105 rue Jules Guesde - 92300 LEVALLOIS-PERRET, au capital de 250 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n°422 833 434 et inscrite sur le Registre des Intermédiaires en Assurances (ORIAS) en tant que courtier sous le n°07 004 910 www.orias.fr. Credit photo: Shutterstock - 03/2021 >< FSTL

Document à caractère publicitaire.

**PLACEMENT
DIRECT•FR**

PARLONS BIEN, ÉPARGNONS MIEUX.

ASSURANCES

PAGES 8 À 19

Obtenir un devis d'assurance depuis son ordinateur ? C'est possible, en quelques minutes, depuis le début des années 2010. Mais les compagnies ont dû s'adapter aux mœurs des consommateurs français, de plus en plus nombreux à utiliser Internet au quotidien. Depuis deux ou trois ans, elles sont ainsi passées à la vitesse supérieure : souscription, déclaration des sinistres, suivi de la procédure d'indemnisation, résiliation... Tout ou presque peut désormais s'effectuer en ligne. C'est vrai pour les assurances auto-moto et habitation, dont la souscription est obligatoire et qui représentent un gigantesque marché, mais aussi pour les contrats couvrant les dommages aux personnes (santé, scolarité, voyage...). Avec un avantage de taille par rapport aux agences : les tarifs y sont de 5 à 10% moins élevés.

100%

DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES,
Y COMPRIS LES PLUS
CLASSIQUES, AUTORISENT
LA DÉCLARATION D'UN
SINISTRE AUTO EN LIGNE

10%

D'ÉCONOMIE PEUT
ÊTRE ATTEINTE POUR
LA SOUSCRIPTION D'UNE
COMPLÉMENTAIRE SANTÉ
RÉALISÉE PAR INTERNET
PLUTÔT QU'EN AGENCE

15€

TARIF AFFICHÉ PAR UNE
COMPAGNIE 100% DIGITALE
POUR UNE ASSURANCE
VOYAGE COUVRANT UN
SÉJOUR DE CINQ JOURS
DANS UN PAYS EUROPÉEN

PHOTO : © MONKEY BUSINESS - STOCKADORE.COM





VOITURE Souscrire son contrat et gérer ses sinistres en ligne est devenu la norme

Utiliser Internet pour assurer sa voiture ? C'est aujourd'hui possible chez la plupart des compagnies, y compris les plus classiques (Allianz, Aviva, Maif...). Toutes ou presque permettent aussi de gérer en ligne ses sinistres (vol, accident...), de la déclaration au suivi du dossier, chose inimaginable il y a deux ou trois ans. En cas d'accrochage, il y a même moyen d'accélérer la procédure d'indemnisation en envoyant les photos du véhicule par mail ou en remplissant un constat numérique («e-constat») depuis son smartphone. Sans parler de la facilité, via l'appli de l'assureur, de géolocaliser le réparateur agréé le plus proche. Certes, tout n'est pas faisable sur le Web : changer de formule, ajouter un conducteur ou résilier son contrat exige encore un rendez-vous (sauf chez les start-up 100% digitales, donc sans agence, comme Leocare, Lovys ou Wilov). Mais les avancées sont déjà appréciables. Restera à choisir le contrat qui vous convient, tant au niveau des risques couverts que de la cotisation. Avec un gros avantage : les offres en ligne sont, en moyenne, 5 à 10% moins chères que celles des agences. Attention toutefois à ne pas vous focaliser sur le tarif. Les contrats auto sont truffés de clauses et d'exclusions de garanties difficiles à décrypter. Pour vous faciliter la tâche, voici les principaux critères de choix qu'il faut connaître avant de

souscrire, plus une sélection de contrats Internet de qualité, élaborée pour trois clients types (lire le tableau de la page 10).

FORMULES GARE À L'ASSURANCE AU TIERS : ELLE EST BON MARCHÉ MAIS PROPOSE DES GARANTIES AU RABAIS

Comme en agence, trois formules vous sont proposées sur Internet. La première, la moins chère, est l'assurance dite «au tiers». En cas d'accident responsable, elle ne couvre que les dommages causés à autrui et à l'autre véhicule (à l'exclusion de ses propres préjudices). Deuxième formule, l'assurance au tiers «élargie» à certains autres risques, tels que le vol ou l'incendie. Troisième formule : l'assurance tous risques. Le top ! Vous serez remboursé pour tout dommage subi par votre véhicule, que vous soyiez responsable ou non, et qu'un tiers soit impliqué ou pas.

FRANCHISE ELLE SERA SOUVENT PLUS ÉLEVÉE SI VOUS OPTEZ POUR UNE COMPAGNIE AUX TARIFS ULTRADOUX

Viser le contrat le moins cher n'est pas toujours un bon calcul, surtout si vous êtes du genre à enchaîner les accrochages ou si votre voiture fait partie des modèles les plus volés (Renault Clio, BMW X6, Smart Fortwo...). En effet, le montant de la franchise, à savoir la somme restant à votre charge, est souvent très élevé chez les assureurs à bas coût. Elle excède

parfois 500 euros : vous devrez alors faire une croix sur l'indemnisation des petits dommages (phare cassé, aile froissée...).

VOL-INCENDIE LES OBJETS QUE VOUS LAISSEZ DANS LE VÉHICULE SONT RAREMENT COUVERTS PAR LE CONTRAT

En cas de vol, l'indemnisation versée correspond à la valeur vénale de la voiture : elle dépend donc de son âge et de son kilométrage. C'est souvent la cote Argus qui sert de référence, sachant que le versement des fonds n'est pas immédiat : il faut attendre une trentaine de jours. En cas d'incendie ? L'assureur ne vous indemnise que si la cause est accidentelle (court-circuit) ou d'origine malveillante (vandalisme), ce qui exclut les dommages dus à une négligence de votre part (mauvais entretien, cigarette mal éteinte...). Notez que les objets laissés dans la voiture sont rarement couverts.

ASSISTANCE ELLE PEUT VOUS TIRER D'AFFAIRE SI VOUS VOUS RETROUVEZ EN DIFFICULTÉ ET LOIN DE CHEZ VOUS

Souscrire la garantie assistance peut s'avérer utile. Pour quelques dizaines d'euros par an, elle couvre trois risques. En cas de panne ou de collision, elle permet la prise en charge des frais de remorquage et peut proposer un véhicule de remplacement. Si l'assuré est blessé, elle couvre les frais médicaux, chirurgicaux ↗

PHOTO : © FARKNOT ARCHITECT - STOCKADOBECOM

ASSURLAND.COM : LE LEADER DES COMPARATEURS À VOTRE SERVICE

Avec plus de 4 millions de visiteurs par mois et 80 compagnies mises en compétition sur l'ensemble du secteur de l'assurance (auto, habitation, santé, crédit immobilier, décès, prévoyance, scolarité, animaux, voyage...),

Les offres d'assurances de 80 compagnies sont répertoriées sur le site Assurland.com.

Assurland.com est le leader des comparateurs d'assurances sur Internet. Créé en 2000, le site offre un service gratuit, qui permet non seulement de recevoir des devis en ligne, mais aussi de souscrire directement, depuis son ordinateur ou sa tablette, un contrat auprès de la compagnie choisie. C'est avec son aide que nous avons réalisé les tableaux figurant dans ce hors-série, et qui

vous dévoilent les meilleures offres du marché. A signaler : pour aider les internautes à se faire une opinion sur les compagnies répertoriées et les contrats proposés, Assurland.com met à leur disposition le réseau social Opinion-assurances.fr, qui permet aux assurés de partager librement leurs expériences (tarifs, qualité de services...). Plus de 100 000 avis y ont été déposés en 2020.



Épargne Retraite 2 Plus*

L'assurance vie
qui accompagne
l'évolution
de votre épargne

1,85%
en 2020

Net de frais de gestion annuels de 0,36% et brut de prélèvements sociaux et fiscaux attribué sur le **support en euros** du contrat Epargne Retraite 2 Plus pour l'année 2020, sous réserve de la présence d'un capital constitué sur ledit support au 31/12/2020.

Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs.



D'années en années, soutenez la vitalité de votre épargne grâce à une sélection reconnue de plus de 50 supports en unités de compte⁽²⁾ - notamment ISR (Investissement Socialement Responsable) et immobilier – et la garantie d'un fonds en euros, régulièrement récompensé par la presse patrimoniale et financière.

(2) L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuations à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas.



Parlons-en ensemble au 01 43 44 62 78 (prix d'un appel local).
ou sur asac-fapes.fr

ASAC | **FAPES**

*Épargne Retraite 2 Plus est un contrat d'assurance-vie de groupe exprimé en euros et/ou en unités de compte, souscrit par l'ASAC, association loi 1901 et garanti par Allianz Vie, entreprise régie par le Code des assurances - SA au capital de 643 054 425 euros - 340 234 962 RCS Nanterre. Siège social : 1 cours Michelet - CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex.

 Contrat également accessible aux adhérents de l'association TEGO, association régie par la Loi 1901, SIRET 850 564 402 00012 - siège social : 153, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

ASAC-FAPES est une marque de Fapes Diffusion, 31 rue des Colonnes du Trône - 75012 Paris — Enregistrée auprès de l'ORIAS n° 07 000 759 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurance (catégorie B au titre de l'article L520-1 II du Code des assurances), de courtier en opérations de banque et services de paiement et de mandataire non exclusif en opérations de banque et services de paiement. Réalisation : Agence SMALL PLANET. COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE

➊ et d'ambulance. Enfin, en cas de décès, elle s'occupe du rapatriement du corps. A retenir : les pannes d'essence, les crevaisons et la perte des clés sont généralement exclues de la garantie assistance.

GARANTIE DU CONDUCTEUR **IMPÉRATIVE AFIN D'ÊTRE COUVERT À 100% EN CAS DE BLESSURES GRAVES**

S'assurer contre les dégâts matériels de son véhicule, c'est bien, mais il faut également penser aux éventuels dommages

corporels subis par le conducteur. Or, s'il n'a pas pris de dispositions particulières, le responsable d'un accident ne pourra compter que sur les prestations de la Sécurité sociale (et de sa mutuelle santé s'il en a une) pour prendre en charge ses dépenses de soins. Cela ne suffira pas si les blessures exigent une longue hospitalisation. Voilà pourquoi la «garantie individuelle conducteur», souvent en option, mais d'un coût modique (entre 50 et 80 euros par an) est indispensable :

elle vous assimile à une victime. En cas de gros pépin, l'assureur paiera le complément Sécu pour vos frais médicaux et vous indemnisera de votre perte de revenus pour les jours d'arrêt de travail. Attention toutefois aux plafonds d'indemnisation : ils varient de 100 000 euros à plus de 1 million d'euros selon les compagnies. Au-dessous de 200 000 euros, il est sage de payer une surcotisation ou de changer d'assureur. Dans ce genre d'accident, la facture grimpe très vite. •

LES OFFRES INTERNET POUR 3 CLIENTS TYPES VOULANT S'ASSURER AU TIERS OU EN TOUS RISQUES

ASSUREUR	COTISATION ANNUELLE	PLAFOND DE REMBOURSEMENT ⁽¹⁾		GARANTIE DU CONDUCTEUR	CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT			
		DOMMAGES CORPORELS	DOMMAGES MATERIELS					
Etudiante, 24 ans, Peugeot 207, 7 000 kilomètres par an, Reims ⁽²⁾								
FORMULE AU TIERS ⁽³⁾								
Axa.fr	302 euros	Illimité	100 millions d'euros	250 000 euros	Souscription définitive par téléphone. En cas de panne, 5 trajets en taxi offerts par an pour les moins de 30 ans.			
Matmut.fr	411 euros	Illimité	100 millions d'euros	1 million d'euros	Excellent garantie du conducteur. Nécessite l'adhésion à l'association mutualiste de l'assureur (12 euros par an).			
FORMULE TOUS RISQUES								
MMA.fr	492 euros	Illimité	100 millions d'euros	400 000 euros	Assistance du véhicule assurée 24 heures/24 et 7 jours/7, notamment pour vous aider à rédiger votre constat.			
Direct-assurance.fr	566 euros	Illimité	100 millions d'euros	400 000 euros	Franchise bris de glace : 25% (290 euros au maximum). Pas de franchise appliquée en cas de réparation.			
Salariée, 30 ans, Renault Clio, 10 000 kilomètres par an, Toulouse ⁽⁴⁾								
FORMULE AU TIERS ⁽³⁾								
Direct-assurance.fr	259 euros	Illimité	100 millions d'euros	400 000 euros	Tout peut s'effectuer en ligne : souscription du contrat, constats, suivi des sinistres, changement de voiture...			
Maif.fr	268 euros	Illimité	100 millions d'euros	En option ⁽⁵⁾	Garantie assistance dépannage incluse et de qualité. Mais la garantie du conducteur est à souscrire en plus.			
FORMULE TOUS RISQUES								
Aviva.fr	421 euros	Illimité	100 millions d'euros	400 000 euros	Aucune franchise n'est appliquée en cas de bris de glace (pare-brise, vitres latérales, lunette arrière...).			
Allianz.fr	502 euros	Illimité	100 millions d'euros	500 000 euros	Franchise de 49 euros en cas de glace brisée à remplacer (15 euros s'il s'agit d'une simple réparation).			
Cadre, 40 ans, Audi A3, 20 000 kilomètres par an, Lyon ⁽⁶⁾								
FORMULE AU TIERS ⁽³⁾								
Maif.fr	303 euros	Illimité	100 millions d'euros	En option ⁽⁵⁾	Prix doux, mais sans garantie du conducteur. Garantie bris de glace en option (avec 50 euros de franchise).			
Macif.fr	389 euros	Illimité	100 millions d'euros	En option ⁽⁷⁾	Un réseau de plus de 5 000 réparateurs automobiles agréés. Garantie assistance «constat amiable» incluse.			
FORMULE TOUS RISQUES								
Direct-assurance.fr	512 euros	Illimité	100 millions d'euros	400 000 euros	Niveau d'indemnisation en cas de vol ou d'incendie : valeur d'achat pour les véhicules de moins de 6 mois.			
Allianz.fr	695 euros	Illimité	100 millions d'euros	500 000 euros	Devis, souscription et gestion des sinistres en ligne. Assistance dépannage sans limite en cas d'accident.			

⁽¹⁾ Indemnisation maximale versée en cas d'accident, pour les dommages corporels causés à autrui et aux passagers de son véhicule, ainsi que pour les dommages matériels causés à un ou à plusieurs autres véhicules. ⁽²⁾ Célibataire, 5 ans de permis, conduite accompagnée, véhicule d'occasion, usage privé, Peugeot 207, 1.4 VTi 95 série 64, 6 CV, essence, locataire, parking collectif fermé, bonus de 24%. ⁽³⁾ Bris de glace en option, hors vol et incendie. ⁽⁴⁾ Célibataire, 30 ans, 10 ans de permis, conduite accompagnée, véhicule d'occasion, usage privé Renault Clio IV, 1.2 16V 75 Life, 4 CV, essence, locataire, Toulouse, jardin clos privé, bonus de 43%. ⁽⁵⁾ 180 000 euros en cas de décès, et 61 000 euros en cas d'invalidité. ⁽⁶⁾ Marié, 20 ans de permis, véhicule neuf, usage privé et trajet travail, Audi A3, 30 TDI 116 Business line, 6 CV, diesel, berline 4 portes, propriétaire, garage fermé individuel, bonus de 50%. ⁽⁷⁾ A hauteur de 59 875 euros.

HABITATION Des tarifs allégés de 5%, voire davantage, en passant par Internet

Comme en assurance auto, il y a désormais de nombreux avantages à passer par Internet pour souscrire son contrat multi-risque habitation. D'abord au niveau du porte-monnaie : la gestion des dosiers d'inscription étant largement simplifiée pour la compagnie, les tarifs proposés s'en trouvent allégés, d'environ 5% par rapport à une souscription classique en agence (banque ou cabinet d'assurances). En comparant les contrats – par exemple via le site Assurland.com, notre partenaire sur ce numéro spécial –, vous pourrez encore réduire sensiblement la note et dénicher des offres de qualité à prix cassés. Quel que soit l'assureur, obtenir un devis en ligne ne prend que quelques minutes. Il suffit d'indiquer sur

le formulaire dédié le type de bien (appartement ou maison, résidence principale ou secondaire), son adresse, sa superficie, l'existence ou non d'un garage et la valeur estimée du mobilier pour recevoir une proposition. Autre atout de l'assurance habitation en ligne : vous disposez d'un espace Internet sécurisé, accessible 24 heures sur 24, qui vous permet d'obtenir sans délai une copie numérique de votre attestation d'assurance (à fournir chaque année au propriétaire si on est locataire, ou à la nouvelle compagnie si on décide de résilier son contrat), mais aussi et surtout de déclarer très facilement vos sinistres (vol, vandalisme, incendie, dégâts des eaux...) puis de suivre au jour le jour le déroulement de la procédure d'indemnisation. Gare néanmoins à ne

pas signer à la légère ! Les gros pépins, ça n'arrive pas qu'aux autres (600 000 cambriolages ont été recensés en 2019). Or indemnisation des pertes ne signifie pas remboursement intégral. Toutes sortes de conditions et de dispositions (abattement pour cause de vétusté, consignes de sécurité draconiennes, limitation de certains risques...) finissent par peser lourd dans le montant du dédommagement. Les précisions qui suivent vous permettront d'analyser à tête reposée la qualité des garanties liées au contrat visé.

NIVEAU DE REMBOURSEMENT PRENEZ L'OPTION «VALEUR À NEUF» DU CONTRAT POUR ÊTRE MIEUX INDEMNISÉ

Les assureurs appliquent souvent un taux de vétusté aux biens sinistrés (on ↗

LES TARIFS ANNUELS ET LES GARANTIES DE HUIT BONS CONTRATS HABITATION ACCESSIBLES EN LIGNE

ASSUREUR (ADRESSE INTERNET)	APPARTEMENT À PARIS ⁽¹⁾	MAISON À POITIERS ⁽²⁾	APPARTEMENT À BORDEAUX ⁽³⁾	PLAFOND DE REMBOURSEMENT		FRANCHISE PAR SINISTRE ⁽⁴⁾	RESPONSABILITÉ CIVILE DOMMAGES CORPORELS (DOMMAGES MATERIELS)
				LOGEMENT (MOBILIER)	OBJETS DE VALEUR (APPAREILS ÉLECTRIQUES)		
CONTRATS CLASSIQUES							
Lovys (Lovys.fr)	226 euros	306 euros	160 euros	Valeur d'expert (valeur d'usage)	En option (0 euro)	150 euros	9 millions d'euros (2,982 millions d'euros)
Maif (Maif.fr)	395 euros	356 euros	238 euros	Valeur d'expert (valeur d'usage) ⁽⁵⁾	4 000 euros (en option)	125 euros	100 millions d'euros (100 millions d'euros)
Matmut (Matmut.fr)	279 euros ⁽⁶⁾	269 euros ⁽⁶⁾	192 euros ⁽⁶⁾	Valeur d'expert (valeur d'usage)	1 500 euros (valeur d'usage) ⁽⁷⁾	150 euros	100 millions d'euros (100 millions d'euros)
MMA (MMA.fr)	375 euros	197 euros	222 euros	Valeur d'expert (valeur d'usage)	En option (valeur d'usage) ⁽⁸⁾	274 euros	20 millions d'euros (4,6 millions d'euros)
CONTRATS HAUT DE GAMME							
GMF (Gmf.fr)	502 euros	313 euros	274 euros	Valeur à neuf ⁽⁹⁾ (valeur à neuf)	3 304 euros (valeur à neuf)	267 euros	20 millions d'euros (6,1 millions d'euros)
Maaf (Maaf.fr)	491 euros	315 euros	233 euros	Valeur à neuf (valeur à neuf)	En option (valeur d'usage) ⁽¹⁰⁾	120 euros	20 millions d'euros (10 millions d'euros)
Macif (Macif.fr)	452 euros	383 euros	209 euros	Valeur à neuf ⁽¹¹⁾ (valeur à neuf)	En option (valeur d'usage) ⁽¹²⁾	123 euros	20 millions d'euros (100 millions d'euros)
MAE (MAE.fr)	455 euros	333 euros	247 euros	Valeur à neuf ⁽¹³⁾ (valeur à neuf)	8 000 euros (valeur d'usage) ⁽¹⁴⁾	140 euros	20 millions d'euros (900 000 euros)

Valeur d'expert : estimation donnée par un expert mandaté par l'assureur, basée sur des critères tels que l'état du bien, ses caractéristiques, son ancienneté et sa valeur marchande.

Valeur d'usage : valeur de remplacement du bien mobilier, auquel on applique un taux de vétusté pour tenir compte de son âge. **(1)** Couple marié (1 enfant de 15 ans), 50 ans, cadre, propriétaire d'un appartement parisien (X^e arrondissement) de 90 m² (étage intermédiaire, 4 pièces, jardin, pas de dépendance). Valeur du mobilier : 40 000 euros. **(2)** Couple marié (1 enfant de 10 ans), 45 ans, salarié, propriétaire d'une maison de 130 m² à Poitiers (5 pièces, dépendance de 20 m²). Valeur du mobilier : 40 000 euros. **(3)** Couple de concubins (sans enfant), 35 ans, salarié, locataire d'un appartement à Bordeaux (2^e arrondissement) de 70 m² (étage intermédiaire, 3 pièces). Valeur du mobilier : 20 000 euros. **(4)** Taux de vétusté maximal à neuf si le taux de vétusté est inférieur à 33%. **(5)** Plus l'adhésion au contrat mutualiste (12 euros par an). **(7)** Rééquipement à neuf pour le matériel de moins de 1 an. **(8)** Avec un taux de vétusté maximal de 75%. **(9)** Valeur pratiquée en salle de vente pour les objets d'art et les biens d'époque. **(10)** Rééquipement à neuf pour les biens électriques de moins de 7 ans, à 50% de la valeur à neuf pour les appareils entre 7 et 10 ans d'âge, et à 30% à partir de 10 ans d'âge. **(11)** Valeur de remplacement à neuf pour les logements de moins de 7 ans (de moins de 3 ans pour le matériel informatique). **(12)** Rééquipement à neuf pour les biens électriques de moins de 7 ans (de moins de 3 ans pour le matériel informatique). **(13)** Valeur de remplacement à neuf pour les logements de moins de 4 ans. **(14)** Rééquipement à neuf pour les biens électriques de moins de 3 ans (de moins de 1 an pour le matériel informatique).

➤ parle de «valeur d'usage»), qui varie en fonction de la nature et de l'âge des biens. Comptez au moins 10% par an pour du mobilier courant (canapé...). Pour un bien à durée de vie courte (ordinateur...), la décote peut atteindre 25% l'an. De quoi doucher tout espoir de récupérer quoi que ce soit au bout de quatre ans. D'où l'intérêt d'opter pour une clause «valeur à neuf» qui, moyennant quelques dizaines d'euros de plus par an, supprime l'effet vétusté. Le cas des biens immobiliers est plus complexe, car ils ne perdent pas forcément de valeur avec les années. Mais un taux de vétusté peut être prévu par l'assureur. Si vous le pouvez, optez là aussi pour la clause «valeur à neuf», prévoyant un complément d'indemnités qui limitera la décote.

VOL ET VANDALISME L'ASSURANCE NE JOUE QUE SI L'ACCÈS AU LOGEMENT A ÉTÉ PARFAITEMENT SÉCURISÉ

Meubles, ordinateurs, téléviseurs, bijoux... Tout ce qui est dans votre habitation peut être assuré contre le vol et le vandalisme. Encore faut-il qu'elle soit bien sécurisée : serrure à trois points, corrières antipinces et barre de seuil sur la porte d'entrée, renforcement des autres portes d'accès par des verrous supplémentaires ou des barres de renfort et pose de volets sur les fenêtres situées à moins de trois mètres du sol. Les compagnies peuvent aussi exiger l'installation de barreaux, de vitres antieffraction ou de système d'alarme, surtout s'il s'agit d'une résidence secondaire (laquelle doit souvent être occupée au moins 75 jours par an). A signaler : en cas de vol, vous devrez prouver la réalité de l'effraction (bris de porte ou de fenêtre, serrure abîmée...).

INCENDIE LES BÂTIMENTS ANNEXES NE SONT PAS ASSURÉS, À MOINS DE SOUSCRIRE UNE GARANTIE SPÉCIFIQUE

Que vous soyiez ou non responsable du sinistre, tous les biens immobiliers (toiture, murs, sols...) ou mobiliers (meubles, vêtements, matériel électrique...) endommagés par un incendie sont, en principe, couverts par votre assureur. En revanche, faute de clause particulière, les bâtiments annexes (atelier, abri de jardin) ne sont pas concernés. Notez que, en attendant le remboursement (le délai officiel de



Vous avez entre deux et cinq jours, pas plus, pour faire votre déclaration via le site de l'assureur.

LA PROCÉDURE DÉCLARATIVE À SUIVRE EN CAS DE SINISTRE

Si les démarches pour déclarer un sinistre à l'assureur sont facilitées sur Internet, elles obéissent aux règles habituelles : le délai maximal pour agir est de cinq jours ouvrés (deux jours seulement pour un cambriolage), à

partir de la constatation des dégâts. Important : pour être indemnisé des objets volés ou détruits, il faudra transmettre à l'assureur des factures d'achat ou des certificats d'expertise. Vous ne les avez plus ? Des photos peuvent suffire, à condi-

tion qu'elles soient prises chez vous, et que figurent au verso des détails attestant de la valeur de l'objet (sa provenance, son poids et sa taille s'il s'agit d'un bijou). Pour un tableau ou un tapis, le bon de dépôt remis par le spécialiste de l'entretien fera l'affaire.

trente jours est souvent dépassé), l'assureur est généralement tenu de vous proposer un hébergement. A vérifier.

DÉGÂTS DES EAUX VOUS N'AUREZ RIEN À ATTENDRE SI LES CONSIGNES DE SÉCURITÉ N'ONT PAS ÉTÉ RESPECTÉES

Une machine à laver qui déborde, une fuite de robinet qui cède : ce type d'incidents est monnaie courante et provoque souvent des dégradations considérables dans un logement. Après application d'une franchise (fixée le plus fréquemment entre 150 et 300 euros), ces dégâts sont couverts sans problème, y compris s'ils proviennent d'un voisin. Avant de payer, les assureurs vérifient toutefois que certaines consignes de sécurité ont bien été respectées. Pas question de rembourser les dommages subis si, par exemple, la chaudière de la maison est mal entretenue... Si le sinistre est causé par le voisin, vous devez prendre soin de rédiger ensemble un constat amiable, comme pour un accident de voiture. Attention : sont seulement pris en charge les dégâts venant de chez vous ou du voisin. Sont

donc exclus de la garantie les engorgements d'égouts ou les ruissements d'eau de pluie.

RESPONSABILITÉ CIVILE ELLE NE COUVRE PAS LES BLESSURES CAUSÉES ENTRE LES MEMBRES DE LA FAMILLE

Les dommages causés à autrui doivent être réparés, dit la loi, qu'il s'agisse de la chute d'un pot de fleurs sur un passant ou de la morsure d'un chien. D'où l'existence obligatoire d'une garantie «responsabilité civile» dans tous les contrats. Elle engage l'assureur à indemniser les préjudices causés involontairement par un membre de la famille à des personnes ou à leurs biens. On dénombre néanmoins trois cas où la garantie ne joue pas : l'ami qui vient vous aider à bricoler (s'il se blesse, la facture d'indemnisation sera pour vous), les artisans engagés pour effectuer des travaux (leurs préjudices corporels sont pris en charge par leur assurance professionnelle), et les dommages que peuvent se causer entre eux les membres de la famille, qui ne donnent jamais droit à indemnisation. •



**ACTION
CONTRE
LA FAIM**

**LEGS
ASSURANCES-VIE
DONATIONS**



© Jean Amadou pour Action Contre la Faim.

LÉGUER: SOURCE D'ESPOIR, SOURCE DE VIE.

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE ET CONFIDENTIELLE

OUI, je souhaite recevoir, en toute confidentialité et sans engagement,
mon livret sur les legs, les assurances-vie et les donations.

Mme M.

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Tél.: E-Mail: @.....

Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à Action contre la Faim à l'attention de Gwendoline Gurnot
14/16 Boulevard de Douaumont - CS 80060 - 75854 Paris CEDEX 17

**Pour un échange personnalisé, n'hésitez pas à nous contacter:
01 70 84 71 49 (Ligne directe) - servicelegs@actioncontrelafaim.org**



SANTÉ Choisir sa mutuelle depuis son ordinateur, c'est tout simple et économique

La révolution Internet a également touché le secteur des complémentaires santé : depuis trois ou quatre ans, il est possible de souscrire un contrat – ou d'en changer – entièrement en ligne. A la clé : une tarification avantageuse, comme d'habitude lorsqu'on se passe d'intermédiaire (les économies peuvent atteindre près de 10% par rapport à un contrat signé en agence), ainsi que la possibilité de définir avec précision et en quelques clics de souris les niveaux de garantie désirés, à la fois pour l'optique, le dentaire et l'hospitalisation. Les premiers visés par cette bonne nouvelle sont les étudiants, les travailleurs indépendants (commerçants, professions libérales...) et les retraités, qui ne disposent pas d'une couverture d'entreprise. Mais les salariés, pas toujours bien remboursés de leurs frais par le contrat de leur em-

ployeur, peuvent également y trouver intérêt. Se frotter concrètement à l'univers des complémentaires santé n'est cependant pas une mince affaire. Il faut pour cela dénicher une compagnie (appelée «mutuelle» dans le langage courant) en qui vous aurez confiance, définir dans le détail vos besoins (voire ceux de votre famille), comparer les contrats, jongler avec les termes techniques, repérer les clauses ambiguës... Les informations qui suivent sont précisément là pour vous éclairer. Et si vous détenez déjà une complémentaire, sachez que la loi vient de faciliter les démarches de résiliation si vous en trouvez une plus performante. En effet, depuis le 1^{er} décembre 2020, il est possible de changer de contrat à tout moment et sans pénalités, après un an de souscription, sans avoir besoin d'attendre l'échéance annuelle, comme c'était le cas jusqu'ici.

L'assureur dispose ensuite d'un mois pour clôturer le contrat et vous rembourser des cotisations versées en trop.

TARIFICATION **ELLE EST TOUJOURS ORIENTÉE À LA HAUSSE, MAIS JAMAIS À TITRE INDIVIDUEL, C'EST INTERDIT**

Les assureurs fixent librement leurs tarifs. Le souscripteur détermine son niveau de garantie et paie la cotisation correspondante. Les tarifs vont ensuite évoluer au fil des ans – souvent à la hausse – en fonction du vieillissement des assurés et des contraintes de la compagnie, par exemple une forte augmentation des indemnisations à verser. Mais pas question qu'un assuré soit pénalisé du fait de sa surconsommation de soins. Les hausses de tarif ne peuvent être que générales, jamais individuelles.

TAUX DE REMBOURSEMENT **IL EST INDEXÉ SUR LE NIVEAU DE PRISE EN CHARGE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Le plafond de remboursement de l'assureur est exprimé soit en euros, ce qui est simple à comprendre, soit en pourcentage de la base de remboursement de la Sécu, ce qui l'est moins. Prenons un exemple : pour une couronne en céramique à 750 euros, la Sécu va vous rembourser 70% du tarif de base (fixé à 120 euros), soit 84 euros. Si votre mutuelle vous prend en charge à 200%, vous allez récupérer après déduction du versement de la Sécu, 156 euros (120 x 200% - 84). Soit un remboursement total de 32% de la facture initiale. A savoir : avec la réforme du «100% santé», entrée pleinement en vigueur début 2021, vous pouvez choisir d'être intégralement remboursé de vos frais, à condition de vous contenter d'équipements de gamme moyenne (500 euros, au maximum, pour la pose d'une couronne en céramique).

DÉLAI DE CARENCE **SA DURÉE VARIE DE TROIS MOIS POUR LES SOINS DE BASE À UN AN POUR LA MATERNITÉ**

La plupart des compagnies exigent que vous ayez cotisé pendant plusieurs mois



GROUPE D'ASSURANCES MUTUALISTE OU COMPAGNIE PRIVÉE?

Deux types d'opérateurs cohabitent dans le secteur des complémentaires santé : les compagnies d'assurances privées (SwissLife, Allianz, Axa...) et les compagnies mutualistes (Macif, MMA, GMF...). Les premières

sont des sociétés commerciales soumises à des impératifs de rentabilité, les secondes des organismes à but non lucratif, censés privilégier les considérations sociales, par exemple en rejetant toute forme de sélection des clients en fonction de

leur âge ou de leur état de santé. Mais ça, c'est la théorie. En pratique, assureurs et mutualistes exercent exactement le même métier et se concurrencent également sur le même marché. Il n'y a donc aucune différence pour le souscripteur.

NOTRE SÉLECTION D'OFFRES DE COMPLÉMENTAIRES INTERNET BON MARCHÉ POUR CINQ PROFILS DE CLIENTS

avant d'effectuer le premier remboursement. Il s'agit d'un délai de carence, destiné à dissuader les nouveaux assurés d'attendre le jour de leur adhésion pour se faire soigner aux frais de la compagnie. La durée du délai est variable : trois mois pour les soins courants, de trois à six mois pour l'hospitalisation, l'optique et le dentaire, de neuf à douze mois pour la maternité... Lors d'un changement de contrat, vous pourrez tenter de demander la suppression de ce délai. Mais vous n'obtiendrez satisfaction que si vous souscrivez un contrat offrant des garanties équivalentes ou supérieures au précédent.

PARCOURS DE SOINS À SUIVRE SCRUPULEUSEMENT AFIN D'ÉVITER DES PÉNALITÉS DE LA PART DE LA SÉCU

Rappel important : tout assuré social doit choisir un médecin traitant, point de départ d'un parcours de soins ayant pour objectif de vous faire bénéficier d'un suivi personnalisé (le médecin doit gérer votre dossier médical). L'autre but de ce parcours est d'éviter les gaspillages. Plus question de multiplier les consultations de spécialistes (sauf urgence). C'est le médecin traitant qui va décider de vous orienter vers un rhumatologue ou un dermatologue. Rien ne vous empêche de zapper cette étape, mais vos frais ne seront remboursés par la Sécurité sociale qu'à 30% au lieu de 70%.

MUTUELLE D'ENTREPRISE LES GARANTIES OFFERTES PAR LE CONTRAT NE SONT PAS TOUJOURS À LA HAUTEUR

Depuis le 1^{er} janvier 2016, tous les salariés du secteur privé ont droit à une couverture santé payée à au moins 50% par leur employeur. Mais les garanties offertes ne sont pas toujours satisfaisantes. Si c'est votre cas et que vous êtes exigeant, vous avez peut-être intérêt à souscrire un second contrat. Il sera office de «surcomplémentaire», autrement dit, il complétera les remboursements de soins déjà perçus, et pourra également prendre en charge les dépenses non couvertes par l'assureur de l'entreprise : chambre individuelle à l'hôpital, implants dentaires... Attention, la Sécurité sociale ne pouvant communiquer qu'avec une seule compagnie, ce sera à vous de transmettre (par mail) à la surcomplémentaire le détail des frais de santé qui n'auront pas été remboursés. •

ASSUREUR INTERNET (CONTRAT)	TARIF MENSUEL	PLAFOND DE REMBOURSEMENTS (1) DE LA COMPLÉMENTAIRE POUR...			
		LES SOINS COURANTS (2)	LES SOINS D'OPTIQUE (3)	LES SOINS DENTAIRES (4)	LES FRAIS D'HOSPITALISATION (5)
ÉTUDIANT, 24 ANS, NANTES					
AG2R La Mondiale (formule Indice 30)	16 euros	100%	100%	100%	100%
Macif (formule Economique)	18 euros	100%	100%	100%	100%
MMA (Vitale 2)	20 euros	100%	100%	100%	100 à 125%
MÈRE AU FOYER, 33 ANS, 2 ENFANTS (2 ET 7 ANS), COMPIÈGNE					
MMA (Vitale 2)	74 euros	125%	300 euros (6)	100 à 150%	125 à 150%
Malakoff Humanis (Tonique 1 Moderato)	101 euros	100%	310 euros (7)	100%	170%
GMF (Niveau 2)	117 euros	130%	350 euros (8)	125 à 250%	130%
SALARIÉ, 35 ANS, CÉLIBATAIRE, LYON					
MMA (Vitale 3)	35 euros	125%	200 euros	100 à 150%	125 à 150%
Macif (formule Equilibré)	37 euros	100%	200 euros	100%	100%
La Mutuelle générale (Itinéo Dynamisme)	48 euros	100%	155 euros	100%	100%
INDÉPENDANT, 45 ANS, MARIÉ, PARIS (PAS D'ENFANT)					
SwissLife (formule H4D405M4P2)	60 euros	150%	385 euros	150%	150%
AG2R La Mondiale (formule Indice 60)	65 euros	150%	280 euros	100%	150%
La Mutuelle générale (formule Ajustée)	79 euros	220%	440 euros	100%	250%
COUPLE RETRAITÉ, 65 ANS, NICE (PAS D'ENFANT À CHARGE)					
MMA (formule Sérenté)	164 euros	150%	300 euros	100 à 200%	175 à 200%
Malakoff Humanis (Tonique 2)	213 euros	200%	240 euros	100% (9)	300%
SwissLife (formule H5D505M5P2)	241 euros	175%	385 euros	175%	175%

(1) Plafond par acte, exprimé en euros ou en pourcentage de la base de remboursement de la Sécurité sociale. (2) Médecins généralistes et spécialistes, pharmacie, auxiliaires médicaux (infirmière, kiné...), radiologie, prothèses. (3) Monture, verres, lentilles, chirurgie de l'œil. (4) Soins de base, prothèses, orthodontie, implants dentaires. (5) Frais de séjour (du secteur conventionné), tous actes et soins dispensés dans l'établissement hospitalier, chambre individuelle, forfait journalier, transport en ambulance, lit d'accompagnement pour les visites au patient. (6) 200 euros pour les enfants. (7) 230 euros pour les enfants. (8) 250 euros pour les enfants. (9) Plus 200 euros pour une prothèse.

SCOLARITÉ Il existe des alternatives aux contrats des syndicats de parents d'élèves

A chaque rentrée des classes, vous êtes approché par les syndicats de parents d'élèves (FCPE ou Peep) pour souscrire une assurance scolaire. Sachez que leur offre n'est ni meilleure ni moins chère que celles des assureurs classiques. Nous vous présentons ici six contrats de qualité, accessibles en ligne à 100% et dotés de garanties plus ou moins étendues selon vos besoins. Cette assurance n'est pas obligatoire, les risques couverts étant déjà pris en charge par la multirisque habitation. Mais celle-ci comporte parfois des limitations dans le cadre de sorties organisées par l'école. Vu le coût modique de l'assurance scolaire, vous en passer est donc rarement un bon calcul. Explications.

COUVERTURE DE BASE DE LA VITRE CASSÉE AUX VÊTEMENTS DÉCHIRÉS, SANS OUBLIER LES PETITS BOBOS...

L'assurance scolaire a pour objet la couverture financière des dommages matériels et corporels causés ou subis par votre enfant dans le cadre de sa vie à l'école (y

compris durant le trajet domicile-école). Il s'agit souvent d'incidents anodins : lunettes brisées, vitre cassée, vêtements déchirés, écorchures... Le montant moyen des remboursements est de 80 euros, d'où la faiblesse des cotisations : de 10 à 30 euros par an. Sont garantis les dommages se produisant au sein de l'établissement mais aussi, pour les meilleurs contrats, en dehors (séjours linguistiques, compétitions sportives, sorties culturelles...).

GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES UTILES EN CAS D'AGGRESSION, DE VOL OU DE VOYAGE ORGANISÉ PAR L'ÉCOLE

En plus des garanties de base, certains assureurs indemnisent le vol d'objets de valeur (instrument de musique, blouson de cuir, téléphone...). Ils peuvent aussi couvrir le racket et l'agression, proposant parfois de rembourser les frais de soutien psychologique. D'autres assureurs offrent également des services d'assistance suite à un accident lors d'un voyage organisé par l'école, en prenant en charge les frais médicaux à l'étranger ou en pro-

posant un billet de train ou d'avion aller-retour pour un proche. On voit même des contrats (souvent les plus coûteux) couvrant des gardes à domicile, la conduite à l'école ou l'aide au travail scolaire.

EXCLUSIONS LES SPORTS À RISQUE ET LES DOMMAGES INTENTIONNELS NE SONT PAS GARANTIS PAR L'ASSUREUR

Catch, vol à voile, karaté, spéléo, plongée... Ces sports considérés comme dangereux ne sont évidemment pas couverts. Sont également exclus les dommages intentionnels et ceux résultant de la participation à une rixe ou consécutifs à l'usage de drogues. De toute façon, peu de contrats prévoient une prise en charge à 100% des dommages subis. Chaque assureur a ses propres plafonds. Pour les frais médicaux, ils varient entre 1 000 et 30 000 euros. En cas d'invalidité aussi, les plafonds peuvent être très différents, s'échelonnant entre 50 000 et 200 000 euros, sous réserve, généralement, que le taux d'invalidité soit supérieur à 10% (cécité d'un œil, perte d'un pouce...).•

LES OFFRES EN LIGNE DES PRINCIPALES COMPAGNIES ET LES NIVEAUX DE COUVERTURE PROPOSÉS

ASSUREUR (CONTRAT)	SITE INTERNET	COTISATION ANNUELLE	PLAFOND DE REMBOURSEMENT DES FRAIS MÉDICAUX	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ⁽¹⁾	GARANTIE EXTRA-SCOLAIRE ⁽²⁾	ASSURANCE VOL, AGGRESSION, RACKET	ASSURANCE CYBER-HARCÉLEMENT
Assurkids (Formule Sécurité)	Assurmix.fr	10 euros	Aucun	Oui	Non	Oui ⁽³⁾	Non
MAE (Scolaire simple)	MAE.fr	11,90 euros	20 000 euros	Oui	Non	Non	5 consultations chez un psychologue ⁽⁴⁾
MMA (Couverture n° 1)	MMA.fr	13 euros	3500 euros	Oui	Non	Non	4 consultations chez un psychologue ⁽⁵⁾
Carrefour Assurance (Formule 1)	Assurance.carrefour.fr	15 euros	1000 euros	Oui	Oui	Non	Ecoute téléphonique gratuite ⁽⁶⁾
Maaf (Tempo enfants maternelle)	Maaf.fr	21 euros	15 250 euros	Non	Oui	Oui ⁽⁷⁾	3 consultations chez un psychologue ⁽⁵⁾
MAE (Extrascolaire simple)	MAE.fr	29 euros	30 000 euros	Oui	Oui	Oui ⁽⁸⁾	5 consultations chez un psychologue ⁽⁴⁾
MMA (Couverture n° 3)	MMA.fr	29 euros	15 000 euros	Oui	Oui	Oui ⁽⁹⁾	4 consultations chez un psychologue ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Garantie qui couvre les dommages corporels et matériels que l'enfant peut causer à une autre personne pendant les heures de classe. ⁽²⁾ Extension de garantie qui couvre l'enfant pour les dommages causés ou subis en dehors de l'établissement scolaire (sport, vacances, voyages à l'étranger...). ⁽³⁾ Indemnité limitée à 80 euros (papiers ou clés). ⁽⁴⁾ Remboursées dans la limite de 40 euros par consultation. ⁽⁵⁾ Remboursées dans la limite de 52 euros par consultation. ⁽⁶⁾ En partenariat avec e-Enfance, association de protection de l'enfance sur Internet. ⁽⁷⁾ Indemnité limitée à 200 euros (vêtements, lunettes ou lentilles). ⁽⁸⁾ Indemnité limitée à 125 euros (cartable, fournitures et matériel scolaire). ⁽⁹⁾ Indemnité limitée à 1000 euros (vélo, instrument de musique, vêtements, cartable et sac de sport ainsi que leur contenu).

COÛT MENSUEL ET LIMITES DE GARANTIE DES MUTUELLES INTERNET POUR LES CHIENS ET LES CHATS

ASSUREUR	SITE INTERNET	TARIF MENSUEL	PLAFOND DE REMBOURSEMENT ANNUEL ⁽¹⁾	FRANCHISE ⁽²⁾	DÉLAI DE CARENCE ⁽³⁾ EN CAS DE...		GARANTIES SUPPLEMENTAIRES (COMPRIS DANS LE TARIF)
					MALADIE	ACCIDENT	
CHIEN DE 6 ANS (MÂLE TATOUÉ)							
Assur O'Poil	Assuropoil.fr	16 euros	1300 euros ⁽⁴⁾	20% ⁽⁵⁾	45 jours	0 jour	Détartrage (en cas de nécessité médicale).
Selfassurance	Selfassurance.fr	46 euros	2000 euros	15% ⁽⁶⁾	45 jours	30 jours	Stérilisation ⁽⁷⁾ , vaccination ou détartrage ⁽⁸⁾ , euthanasie.
CHIEN DE 3 MOIS (FEMELLE, PUCÉE)							
Lovys	Lovys.fr	13 euros	1000 euros	40%	45 jours ⁽⁹⁾	2 jours	Aucune
Animaux Santé	Animaux-santé.com	27 euros	1500 euros	25%	45 jours ⁽¹⁰⁾	2 jours	Euthanasie (en cas d'accident), vaccination ⁽¹¹⁾ .
CHAT DE 7 ANS (FEMELLE, TATOUÉE)							
Animaux Santé	Animaux-santé.com	18 euros	1500 euros	30%	45 jours ⁽¹⁰⁾	2 jours	Euthanasie (en cas d'accident), vaccination ⁽¹¹⁾ .
Kozoo	Kozoo.eu	39 euros	1800 euros	25%	45 jours ⁽¹²⁾	2 jours	Stérilisation ⁽¹³⁾ , vaccination ou détartrage ⁽¹⁴⁾ , euthanasie.
CHAT DE 3 MOIS (MÂLE, PUCÉ)							
Assur Véto	Assurmix.fr	14 euros	1000 euros	50%	30 jours ⁽¹⁵⁾	2 jours	Stérilisation, vaccination ou détartrage ⁽¹⁶⁾ , euthanasie ⁽¹⁷⁾ .
Otherwise	Otherwise.fr	23 euros	2000 euros	20% ⁽¹⁸⁾	45 jours ⁽¹²⁾	15 jours	Stérilisation, vaccination ou détartrage ⁽¹⁹⁾ , euthanasie.

(1) Frais pris en charge en cas d'accident ou de maladie: consultation et soins, analyses et examens, médicaments prescrits. Interventions chirurgicales prises en charge: opérations, hospitalisations, transport en ambulance animalière. (2) Fraction de la facture du vétérinaire restant à votre charge. (3) Période qui court à partir de la souscription du contrat et durant laquelle l'assuré n'est pas indemnisé. (4) Les soins courants (donc hors chirurgie) et le transport en ambulance ne sont pris en charge qu'en cas d'accident (pas de maladie). (5) Avec un minimum de 15 euros. (6) Avec un minimum de 20 euros et un maximum de 76 euros. (7) Plafond de 100 euros. (8) Plafond global de 50 euros. (9) 4 mois pour la chirurgie consécutive à une maladie. (10) 120 jours en cas de chirurgie orthopédique. (11) Plafond de 30 euros. (12) 180 jours pour la chirurgie liée à une maladie, les ruptures de ligaments croisés, les problèmes des glandes lacrymales et des paupières. (13) Plafond de 50 euros. (14) Plafond global de 25 euros. (15) 30 jours aussi en cas de chirurgie consécutive à une maladie. (16) Plafond global de 20 euros. (17) En cas d'accident uniquement. (18) Plus 30 euros par consultation vétérinaire. (19) Plafond global de 50 euros.

ANIMAUX Des contrats santé pour tous les budgets et sans aucune paperasserie

Près de 60 euros pour une consultation, 100 euros pour une stérilisation, 800 euros pour la pose d'une broche sur une patte cassée... Malgré le coût élevé des soins vétérinaires, moins de 5% des animaux de compagnie sont assurés. Les propriétaires qui sont tentés trouveront ici une sélection de contrats santé bon marché et faciles à souscrire (tout se fait par Internet), ainsi que les explications utiles pour se repérer dans le maquis des niveaux de garantie, franchises et autres clauses d'exclusion.

CONDITIONS UNE SURPRISE SERA APPLIQUÉE DÈS QUE VOTRE ANIMAL AURA PASSÉ LE CAP DES 12 ANS D'ÂGE

Impossible d'assurer votre chien ou votre chat si l'il n'est pas à jour de ses vaccins, tatoué ou pucé, et en bonne santé (certificat médical à l'appui). Des limites d'âge sont

souvent exigées: pas moins de 3 mois ni plus de 9 ans pour un chien (jusqu'à 10 ou 11 ans pour un chat, censé vivre plus longtemps). Attention, même si la cotisation de départ n'est pas beaucoup plus élevée pour un animal âgé, elle va souvent subir une hausse annuelle, sans parler de la surprise de 10 à 15% qui lui sera appliquée à partir de 12 ans.

FORMULES POUR UN CONTRAT HAUT DE GAMME, IL FAUT COMPTER JUSQU'à 50 EUROS DE COTISATION MENSUELLE

Dans la formule de base, proposée autour de 15 euros par mois, sont couverts les soins courants (consultation, médicaments, analyses biologiques...), mais pas toujours la chirurgie, ou alors après application de lourdes franchises et avec de faibles plafonds de remboursement et de longs délais de carence. La formule haut

de gamme, beaucoup moins restrictive, offre en plus un large éventail de garanties annexes (vaccination, stérilisation, euthanasie, soins dentaires, toilettage, jardinage...). Evidemment, tout cela se paie: jusqu'à 50 euros de cotisation par mois.

EXCLUSIONS LES ACCIDENTS DE CHASSE ET LES MALADIES CHRONIQUES SONT RAREMENT PRIS EN CHARGE

Bon nombre de soins sont exclus par les assureurs. Sont ainsi rarement couvertes par un contrat: les maladies héréditaires, chroniques ou congénitales dont on peut penser qu'elles sont antérieures à la souscription, la chirurgie esthétique, l'ablation des griffes, la coupe de la queue, les blessures causées par un chien réputé agressif (pitbull, dogue argentin...). Sauf exception, la rage et les accidents de chasse ne sont pas assurés non plus. •

VOYAGE Moins de 3% du prix du séjour en signant le contrat sur le site de l'assureur

Bages volés, retour en urgence, accident de la route... Tout peut arriver en voyage. Et en cas de blessures à l'étranger, le prix à payer est parfois exorbitant : 3 500 euros par jour pour une hospitalisation aux Etats-Unis ! Sauf à être déjà couvert (carte bancaire, mutuelle...), mieux vaut donc souscrire un contrat spécifique qui vous apportera assistance (soutien sur place) et assurance (indemnisation au retour). Son coût ? Entre 3 et 4% du prix du voyage, voire moins si vous passez par le site de votre assureur ou optez pour une compagnie 100% digitale, comme Gouverne-me. Sélection de bons plans et récapitulatif de ce qu'il faut savoir avant de signer l'offre.

DOUBLONS ÉPLUCHEZ TOUS VOS CONTRATS D'ASSURANCE, ILS PEUVENT DÉJÀ PRÉVOIR CERTAINES GARANTIES

Avant de prendre une assurance voyage, vérifiez si vous n'êtes pas couvert par ailleurs. Mutuelle santé, carte bancaire,

multirisque habitation, garantie accidents de la vie, assurance scolaire... Les possibilités sont légion. Mais contrôlez aussi les exclusions (les proches qui vous accompagnent sont-ils aussi assurés ?) et les plafonds d'indemnisation (500 euros de remboursement pour des bagages volés, ça peut être limite) afin d'éviter toute mauvaise surprise en cas de gros pépin.

ASSURANCE DU VOYAGISTE **ELLE PEUT ÊTRE ATTRACTIVE, MAIS VOUS N'ETES PAS OBLIGÉ DE LA SOUSCRIRE**

Tout voyagiste doit obligatoirement informer ses clients de l'existence de garanties spécifiques liées à leur voyage (annulation, rapatriement...), mais il n'a pas le droit d'inclure d'autorité leurs coûts dans le prix du séjour, une pratique interdite par le Code de la consommation. Méfiez-vous donc de telles propositions (surtout si elles émanent de voyagistes non agréés par l'OrIAS, l'organisme qui fait la loi chez les intermédiaires d'assurance). Rien ne

vous empêche toutefois d'accepter l'assurance du voyagiste s'il agit en toute transparence et que son offre est compétitive.

PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT, N'ENGAGEZ AUCUNE DÉMARCHE AVANT D'OBTENIR L'ACCORD DE L'ASSUREUR

Dès que survient un incident, prévenez votre assureur afin qu'il lance la procédure d'assistance (rapatriement, hospitalisation...) ou d'indemnisation. En cas de blessures, n'engagez aucune démarche coûteuse sans son feu vert (sauf urgence absolue). Cela pourrait avoir des conséquences fâcheuses : non-remboursement ou application de franchises élevées. Et n'oubliez pas que l'assureur exigera à votre retour la justification de vos dépenses (factures, ordonnances, photos...) liées à aux dommages que vous ou votre famille avez subis. A noter : sans attendre votre retour, vous pourrez envoyer ces pièces par mail afin d'être plus vite indemnisé. •

TARIFS ET NIVEAUX DE COUVERTURE OFFERTS SUR INTERNET POUR TROIS PROFILS DE VOYAGEUR

ASSUREUR (CONTRAT)	SITE INTERNET	CÉLIBATAIRE, 5 JOURS, CROATIE ⁽¹⁾	COUPLE, SÉJOUR 8 JOURS ⁽²⁾	FAMILLE, 12 JOURS, ANTILLES ⁽³⁾	PLAFOND DE REMBOURSEMENT POUR LES GARANTIES...			
					ANNULATION DE VOYAGE ⁽⁴⁾	DÉTÉRIORATION OU VOL DE BAGAGES ⁽⁵⁾	SOINS ET HOSPITALISATION	INTERRUPTION DE SÉJOUR ⁽⁶⁾
Gouverne-me	Travel-gouverne.com	15 euros	40 euros	132 euros	En option ⁽⁷⁾	En option ⁽⁸⁾	1 million d'euros ⁽⁹⁾	1250 euros
Avi	Avi-international.com	19 euros	52 euros	144 euros	Aucun remboursement	2 000 euros	300 000 euros ⁽¹⁰⁾	Aucun remboursement
Chapka Assurances	Chapkadirect.fr	22 euros	44 euros	187 euros	En option ⁽¹¹⁾	3 000 euros	500 000 euros ⁽¹²⁾	7 500 euros
Assur Travel	Assur-travel.fr	22 euros	44 euros	164 euros	Aucun remboursement	Aucun remboursement	500 000 euros ⁽¹³⁾	En option ⁽¹⁴⁾
Allianz Travel	Allianz-voyage.fr	26 euros	61 euros	227 euros	En option ⁽¹⁵⁾	3 000 euros	300 000 euros ⁽¹⁶⁾	8 000 euros
Europ Assistance	Europ-assistance.fr	28 euros	76 euros	368 euros	En option ⁽¹⁷⁾	En option ⁽¹⁸⁾	300 000 euros ⁽¹⁹⁾	8 000 euros
Axa Assistance	Axa.fr	24 euros	124 euros	234 euros	Aucun remboursement	En option ⁽²⁰⁾	160 000 euros ⁽²¹⁾	8 000 euros

(1) 30 ans. Prix du séjour : 600 euros. (2) Couple, 28 ans. Prix du séjour : 1500 euros. (3) Couple, 40 ans et 2 enfants. Prix du séjour en République dominicaine : 600 euros.

(4) Pour cause de maladie, d'accident ou de décès d'un proche (famille ou ami) ou d'une personne devant faire partie du voyage. (5) Par assuré. (6) Remboursement des jours non utilisés en cas de retour anticipé (pour cause de décès ou de maladie grave d'un membre de la famille, de licenciement, de dommages ou de cambriolage à domicile, d'assassinat à comparâtre).

(7) Plafond de 5000 euros. (8) Plafond de 500 euros (250 euros pour les objets précieux). (9) Franchise de 50 euros. Covid non inclus. (10) 100 000 euros pour l'Europe. Franchise de 30 euros. Covid inclus. (11) Plafond de 8 000 euros. Franchise de 20%. (12) 75 000 euros pour l'Europe. Covid inclus. (13) 300 000 euros pour l'Europe. Franchise de 30 euros. Covid non inclus. (14) Plafond de 2 500 euros par personne. Franchise de 30 euros. (15) Plafond de 8 000 euros. Franchise de 30 euros. (16) Prise en charge du retour anticipé en cas de Covid. (17) Plafond de 8 000 euros. (18) Plafond de 1 500 ou 3 000 euros. (19) 150 000 euros pour l'Europe. Franchise de 30 euros. Covid inclus. (20) Plafond de 2 000 euros. Franchise de 30 euros.

(21) 80 000 euros pour l'Europe. Franchise de 30 euros. Covid non inclus.

Lexique

Base de remboursement

Part des dépenses de santé prise en charge par la Sécurité sociale (hors plan 100% santé). Exemples : 25 euros pour une consultation de médecin généraliste conventionné, 39 euros pour une consultation de neurologue non conventionné, 300 euros pour une prothèse auditive, 28,92 euros pour un détartrage... A noter que l'assuré ne se voit rembourser qu'un pourcentage de ce tarif, selon un taux défini précisément lui aussi (lire plus loin).

Déclaration de sinistre

Afin d'être indemnisé, le souscripteur d'un contrat multirisque habitation doit déclarer à son assureur le sinistre qu'il a subi dans des délais qui varient en fonction de sa nature. Ce délai, qui court dès la constatation des dommages, est généralement de cinq jours ouvrés (deux pour un cambriolage). En cas de non-respect du délai, la compagnie d'assurances a le droit de refuser la prise en charge du sinistre.

Orias L'Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance (Orias) a pour mission de recenser tous les acteurs du secteur de l'assurance (y compris les agences de voyages) et de contrôler leurs compétences : détention d'une responsabilité civile professionnelle, casier judiciaire, études, expérience... Un voyagiste agréé par l'Orias (voir la liste sur le site Orias.fr) est donc un gage de sérieux.

Plan 100% santé Entrée définitivement en application en 2021, cette réforme donne accès à des paniers de soins de base (pour le dentaire, l'optique et l'auditif) intégralement pris en charge par l'assurance-maladie et la

mutuelle de l'assuré. Pour cela, des prix limites de vente d'équipements (lunettes, prothèses...) ont été fixés, que les professionnels de santé doivent respecter.

Responsabilité civile

C'est la seule garantie obligatoire dans un contrat d'assurance automobile. En cas d'accident, elle indemnise les dommages matériels et corporels infligés à autrui, y compris aux passagers de son propre véhicule. Quand une personne ne souscrit que cette garantie, on dit qu'elle est assurée «au tiers». Cela signifie que les préjudices physiques ou les dommages causés à sa voiture ne sont pas couverts, sauf en cas d'accident de la route n'engageant pas sa responsabilité.

Taux de remboursement

Appliqués sur la base de remboursement de la Sécurité sociale, ce taux détermine le montant exact reversé à l'assuré. Le taux de remboursement varie selon le

produit acheté ou la prestation servie. Par exemple, il s'échelonne entre 15 et 100% pour les médicaments, s'établit à 60% pour les appareillages médicaux, à 70% pour les consultations et les actes médicaux, de 80 à 100% pour les hospitalisations.

Valeur à neuf Garantie d'une assurance habitation qui permet d'être indemnisé de la vétusté (dépréciation due à l'âge) du bien sinistré afin d'obtenir un remboursement égal à la valeur à neuf du bien au jour du sinistre. En pratique, l'assureur vous rembourse d'abord de la valeur du bien, vétusté déduite, puis, une fois remplacé, vous reverse l'indemnité correspondant à la vétusté. Exemple pour un canapé acheté 1200 euros il y a deux ans mais valant aujourd'hui 1000 euros : si l'assureur a défini un taux de vétusté de 10%, vous percevez d'abord 900 euros, puis le solde de 100 euros après avoir acheté un nouveau canapé.



Toutes les formules d'assurance auto peuvent être souscrites en utilisant le canal Internet, de la plus simple (garantie «responsabilité civile») à la plus complète («tous risques»).

BANQUES

PAGES 22 À 29

Les établissements traditionnels ont longtemps tout misé sur l'accueil en agence pour séduire les clients. Cette époque est révolue : ils ont développé ces trois dernières années des services Internet de qualité (ouverture de compte, virements instantanés, souscription de produits d'épargne ou de crédits à la consommation...). Certes, les banques 100% en ligne, de type Boursorama, Fortuneo ou BforBank, conservent une longueur d'avance, et leurs tarifs sont nettement plus doux. Mais elles doivent aujourd'hui faire face à de nouveaux venus, les «néobanques», accessibles exclusivement sur smartphone, qui sont encore meilleur marché. Et pour les placements ? N'hésitez pas à vous orienter vers les gestionnaires de patrimoine opérant sur Internet, comme Linxea ou Altaprofits : vous y trouverez des produits performants, très diversifiés et à frais allégés.

25%

DES OUVERTURES
DE COMPTE BANCAIRE
SONT AUJOURD'HUI
EFFECTUÉES DANS UN
ÉTABLISSEMENT SANS
AGENCE PHYSIQUE

3

MILLIONS DE PERSONNES
ONT OUVERT UN
COMPTE DANS L'UNE DES
NOUVELLES NÉOBANQUES,
TELLES QUE N26, REVOLUT
OU ORANGE BANK

0€

LES GESTIONNAIRES DE
PATRIMOINE EN LIGNE
NE FONT PAS PAYER LE
CONSEIL : ILS PRÉLÈVENT
DES FRAIS (MODIQUES) SUR
LES PRODUITS SOUSCRITS

PHOTO : © SUMIREB - STOCKADDOBE.COM



4080

0000

BANQUES GÉNÉRALISTES

Les services de base sont tous en voie de digitalisation

Ouvrir un compte, consulter son solde, virer de l'argent, changer de carte bancaire, modifier ses plafonds de paiement, faire opposition, prendre rendez-vous avec son conseiller ou discuter en direct avec lui... Toutes ces opérations courantes peuvent désormais s'effectuer en ligne. Pas simplement depuis son ordinateur ou sa tablette, mais aussi depuis son smartphone! Autrement dit, il est aujourd'hui possible de gérer son argent à n'importe quel moment de la journée (ou de la nuit), quel que soit l'endroit où l'on se trouve. Les clients se sont jetés sans retenue sur ces nouvelles possibilités: 85% d'entre eux passent par Internet pour gérer leur compte au quotidien. Une sacrée révolution, quand on sait qu'il y a encore quelques années la simple mise en place d'un prélèvement permanent exigeait de se tourner vers un conseiller, donc de se soumettre aux horaires d'ouverture de son agence bancaire... Certes, cette transformation numérique a été accélérée par la crise sanitaire du début

2020 et ses longues semaines de confinement, qui ont réduit au strict minimum les contacts physiques entre les clients et leurs attachés de compte. Mais, en réalité, la mutation a débuté trois ou quatre ans auparavant: poussés par la concurrence de plus en plus âpre des banques en ligne, Boursorama, Fortuneo, ING, BforBank et autres, ajoutée à l'arrivée surprise des néobanques 100% digitales (lire notre analyse page 26), les établissements traditionnels ont dû développer eux aussi leur offre de services dématérialisés. Il était temps: 25% des nouvelles ouvertures de comptes sont désormais réalisées dans une banque sans agence! Mais le bouleversement technologique auquel on assiste n'affecte pas que les services: les crédits immobiliers et à la consommation, ainsi que les produits d'épargne, comme l'assurance vie (placement fétiche des Français), peuvent aussi être souscrits en ligne, sans même, le plus souvent, un coup de téléphone à passer. Reste à savoir, dans ces conditions, s'il vaut mieux rester par exemple

à la Société générale, à BNP Paribas ou à LCL, ou s'il est préférable de basculer vers une banque Internet. Puisque le niveau des services offerts tend partout à se rapprocher, c'est peut-être du côté des tarifs que se fera la différence. Ce dossier, dans lequel nous comparons à la fois les prestations accessibles à distance dans dix établissements (cinq banques classiques et cinq banques en ligne) et le prix à payer pour le fonctionnement d'un compte courant, devrait éclairer votre choix.

OUVERTURE DE COMPTE SEUL LE CRÉDIT AGRICOLE EXIGE ENCORE QUE LE CLIENT SE DÉPLACE EN AGENCE

Si toutes les banques en ligne permettent depuis fort longtemps d'ouvrir un compte courant à distance, c'est désormais aussi le cas pour la plupart des établissements traditionnels à guichets. Le tout avec un parcours d'inscription simple et fluide ne prenant que quelques dizaines de minutes: il suffit de remplir en ligne le formulaire dédié, de scanner puis de transmettre les documents obligatoires sur le plan légal, c'est-à-dire une pièce d'identité (parfois deux) et un justificatif de

COMPARATIF DES NOUVEAUX SERVICES DISPONIBLES EN LIGNE DANS LES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

ÉTABLISSEMENT	OUVERTURE DE COMPTE COURANT	GESTION DE LA CARTE BANCAIRE ⁽¹⁾	VIEMENTS INSTANTANÉS		SOUSCRIPTION D'UN CRÉDIT		SOUSCRIPTION D'UNE ASSURANCE VIE
			PLAFOND	COÛT	CONSO	IMMO	
BANQUES TRADITIONNELLES							
BNP Paribas	Oui	Oui	15 000 euros	1 euro	Oui	Non	Oui
Crédit agricole IDF	Non	Oui	15 000 euros	1 euro ⁽²⁾	Oui	Non	Oui
La Banque postale	Non	Oui	15 000 euros	0,70 euro ⁽³⁾	Oui	Non	Non
LCL	Oui	Oui	Sans objet ⁽⁴⁾	Sans objet ⁽⁴⁾	Non ⁽⁵⁾	Non	Oui
Société générale	Oui	Oui	15 000 euros	0,80 euro	Oui	Non	Non
BANQUES 100% INTERNET							
BforBank	Oui	Oui	Sans objet ⁽⁴⁾	Sans objet ⁽⁴⁾	Oui	Oui ⁽⁶⁾	Non ⁽⁷⁾
Boursorama Banque	Oui	Oui	2 000 euros	Gratuit	Oui	Oui	Oui
Fortuneo	Oui	Oui	6 000 euros ⁽⁸⁾	Gratuit	Oui	Oui	Oui
ING	Oui	Oui	Sans objet ⁽⁴⁾	Sans objet ⁽⁴⁾	Oui	Oui	Oui
Monabanq	Oui	Oui	1 000 euros ⁽⁹⁾	1 euro	Oui	Oui ⁽⁶⁾	Oui

(1) Demande ou changement de carte, modification des plafonds, blocage temporaire des opérations (en cas de suspicion de fraude). (2) Gratuit vers un compte du Crédit agricole ou de LCL. (3) Gratuit vers un compte de La Banque postale. (4) Service non proposé actuellement. (5) Mise en place du service prévu courant 2021. (6) Souscription finalisée par téléphone. (7) Formulaire en ligne à imprimer puis à envoyer à la banque par courrier. (8) Dans la limite de 10 000 euros par semaine. (9) Dans la limite de 5 000 euros par jour.

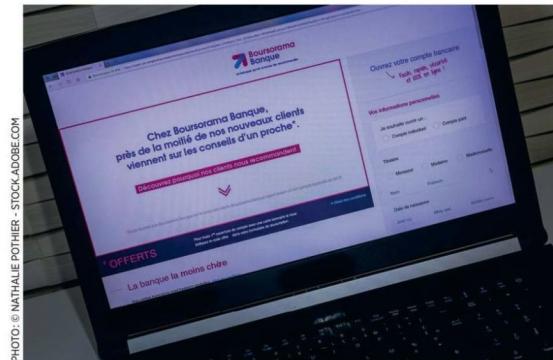
domicile (facture d'électricité, de gaz, de téléphone mobile...), et le tour est joué. Après avoir effectué un premier virement - de 100 euros minimum en général -, le compte est opérationnel, sauf, évidemment, la carte bancaire associée, qui ne sera reçue que dix à quinze jours plus tard. Certaines banques, comme la Société générale, exigent une double authentification du client, par l'envoi d'une courte vidéo de son visage, à effectuer avec son smartphone. Le Crédit agricole, lui, fait carrément de la résistance: il demande aux futurs clients de passer en agence. Quant à La Banque postale, elle n'a pas encore achevé son processus digital: il faut imprimer le formulaire Internet, le signer puis l'adresser par courrier à l'agence pour validation.

ACCÈS INTERNET IL EST DÉSORMAIS GRATUIT PARTOUT, SAUF DANS UNE POIGNÉE DE BANQUES À GUICHETS

Banque de Savoie, Crédit agricole Centre Loire, Crédit mutuel Antilles Guyane et Crédit mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie: ce sont les seules banques à guichets à faire encore payer l'accès à leur site Internet (avec des tarifs qui varient entre 1 et 4 euros par mois). Chez toutes les autres, c'est gratuit, sans parler des banques en ligne, qui ne prélevent heureusement pas un centime pour ce service incontournable. Cela ne signifie pas que la gestion de son compte ne coûte rien au client. Les établissements se rattrapent généralement ailleurs, notamment avec les frais de tenue de compte: 24 euros par an à la Société générale, 30 euros chez BNP Paribas et 36 euros chez Monabanq (unique banque en ligne à facturer ce service). Sans compter les coûts de la carte, de l'assurance moyen de paiement ou des retraits aux distributeurs à l'étranger, souvent prohibitifs chez les banques traditionnelles (lire page 24).

CARTE BANCAIRE LA MODIFICATION DES PLAFONDS DE PAIEMENT ET DE RETRAIT PEUT S'EFFECTUER EN LIGNE

Toutes les banques, sans exception, permettent aujourd'hui de configurer en ligne (sur le site ou l'application mobile) sa carte de paiement. Il est ainsi possible d'en changer afin, par exemple, de monter en gamme, de modifier les plafonds de paiement et de retrait, de bloquer



LE PETIT PLUS DES BANQUES EN LIGNE: LA PRIME DE BIENVENUE

Deux à trois fois par an, les banques 100% Internet font bénéficier leurs nouveaux clients d'offres de bienvenue, sous la forme d'une prime de 80 à 120 euros (parfois plus, comme récemment chez ING, qui

offrait 160 euros). Et il y a souvent moyen de doubler la mise en parraînant l'ouverture de compte d'un ou de plusieurs proches (100 euros de prime par parraînage chez BforBank, 110 euros chez Fortuneo...). S'ajoutent

à cela le remboursement des frais de transfert de comptes-titres, souvent à hauteur de 2 000 euros, plus la gratuité des 50 à 100 premiers ordres de Bourse passés au cours du trimestre qui suit l'ouverture du compte.

temporairement toute opération ou uniquement les achats effectués en ligne (pratique si l'on a égaré sa carte ou que l'on pense avoir été piraté), d'activer ou de désactiver la fonction de paiement «sans contact». Boursorama propose même l'affichage sur son smartphone - de manière éphémère, par sécurité - du code secret oublié (pour 1 euro de frais), tandis que le Crédit agricole Ile-de-France et ING autorisent la modification de ce code (moyennant 9 euros au Crédit agricole).

VIREMENTS JUSQU'À 1 EURO DE FRAIS POUR LE TOUT NOUVEAU SERVICE DE TRANSFERT D'ARGENT «INSTANTANÉ»

Transférer de l'argent de son compte vers un autre (sur un de vos produits d'épargne ou le compte d'un tiers) ne coûte plus rien sur Internet, que l'on passe par le site ou l'appli mobile de sa banque. Autant en profiter car, en agence, c'est toujours le coup de massue: 1,20 euro en moyenne pour un virement permanent et 4% pour un virement ponctuel, avec des pointes à 5 euros chez BNP Paribas et à la Société générale, et à 8 euros au Crédit du Nord. Le virement instantané, nouveau service qui permet de transférer de l'argent en ligne en dix secondes (contre

vingt-quatre heures minimum habituellement), est en revanche souvent facturé, du moins dans les banques à guichets. Les tarifs démarrent à 0,70 euro (La Banque postale) et atteignent 1 euro dans la plupart des autres établissements, comme au Crédit agricole Ile-de-France et chez BNP paribas. C'est aussi le prix à payer chez Monabanq, tandis que Boursorama et Fortuneo proposent gratuitement ce service (ING et BforBank ne le proposent pas encore à leurs clients).

CRÉDITS LES BANQUES CLASSIQUES REFUSENT ENCORE DE FINANCER UN PROJET IMMOBILIER À DISTANCE

Souscrire un prêt à la consommation (auto, travaux...) depuis son domicile est aujourd'hui une simple formalité chez les banques en ligne. Sous réserve d'avoir un compte courant dans l'établissement considéré et des revenus stables, la réponse est quasi immédiate. Fortuneo limite néanmoins le montant prêté à 50 000 euros et Boursorama refuse les demandes inférieures à 5 000 euros. Les grandes banques traditionnelles n'ont pas à rougir de ce côté-là: hormis LCL, dont l'offre est en train d'être peau-finée, toutes autorisent la souscription à ➔

Chez Fortuneo, Boursorama ou ING, les nouveaux clients empochent de 80 à 120 euros de prime, voire davantage!

Plus besoin de remplir un formulaire papier pour souscrire une assurance vie

Distance d'un prêt conso. C'est l'inverse pour le crédit immobilier, puisqu'aucun de ces établissements n'accepte encore d'en délivrer en ligne. Que ce soit chez BNP Paribas, à la Société générale ou à La Banque postale, le rendez-vous en agence reste pour cela un passage obligé. Les banques Internet ? Elles jouent le jeu une fois de plus, même si BforBank et Monabanq ne valident définitivement l'opération qu'à la suite d'un appel téléphonique. Les autres ont mis en place des processus de souscription 100% digitaux, avec validation de l'offre de prêt par signature électronique. A condition tout de même de présenter un dossier

de financement simple, sans prêt à taux zéro associé, et lié exclusivement à l'achat d'un bien d'habitation (pas de terrain ni de parts de société civile immobilière).

ÉPARGNE L'ENSEMBLE DES PRODUITS DE BASE PEUVENT ÊTRE SOUSCRITS VIA LE SITE WEB DE VOTRE BANQUE

Livret A, livret de développement durable et solidaire, compte sur livret, compte à terme, compte et plan d'épargne logement... Toute la panoplie de produits d'épargne sans risque est accessible sur les sites de la plupart des établissements bancaires, y compris ceux à guichets. Du côté des SCPI, BNP Paribas est l'unique banque de la place à proposer un parcours d'investissement totalement dématérialisé, mais pour l'instant réduit à un seul des produits de sa gamme (Accimmo Pierre, une des plus grosses sociétés civile de placement immobilier du marché). L'assurance vie ? Sa souscription sur Internet devient partout la règle, même s'il existe encore quelques réfractaires,

comme La Banque postale, la Société générale ou BforBank. Et même si les options de gestion sont le plus souvent limitées : impossible d'effectuer des retraits d'argent en ligne au Crédit agricole et à LCL, ou de modifier sa clause bénéficiaire chez BNP Paribas ou Fortuneo...

BOURSE LES TARIFS DE COURTAGE DES ÉTABLISSEMENTS EN LIGNE SONT DEUX À TROIS FOIS MOINS ÉLEVÉS

Toutes les banques permettant d'investir en actions via leur site Web, les amateurs de sensations fortes ont l'embarras du choix. Mais passer par une banque en ligne est plus avantageux : pour un ordre de 5000 euros, il en coûte 10 euros de frais chez BforBank ou Fortuneo, un peu plus de 15 euros chez Boursorama, contre 20 à 25 euros dans un établissement classique. Sans compter les droits de garde, c'est-à-dire les frais de conservation des actions acquises. Plus aucune banque en ligne ne facture ce service, tandis que les autres continuent de prélever entre 0,2 et 0,4% de la valeur du compte-titres par an (soit autour de 60 euros pour un portefeuille de 20 000 euros). C'est toutefois en vous orientant vers un courtier Internet spécialisé, tel que Degiro ou Saxo Banque, que vous décrocherez les meilleurs tarifs (lire notre tableau page 48).

COÛT DE FONCTIONNEMENT AVANTAGE AUX BANQUES INTERNET, BIEN MOINS GOURMANDES EN FRAIS

Le choix d'une banque ne se résume pas à l'éventail des services dématérialisés proposés. Il faut mettre en parallèle le coût de la gestion quotidienne du compte courant. De ce point de vue, il n'y a pas photo : avantage aux banques Internet, tant au niveau des frais de tenue de compte et du prix de la carte (0 euro la plupart du temps pour une Visa Premier ou une Gold Mastercard) que des frais à payer hors zone euro lors des achats et des retraits d'argent. Même l'assurance perte ou vol des moyens de paiement est meilleur marché (sauf chez BforBank et ING). C'est simple : le coût moyen annuel d'un compte dans une banque en ligne tourne autour de 30 euros, contre 200 euros pour une banque traditionnelle (lire le tableau ci-contre pour connaître le détail des tarifs des principales prestations dans dix grands établissements). •

TARIFICATION DES SERVICES : LE MATCH ENTRE LES BANQUES TRADITIONNELLES ET LES BANQUES EN LIGNE

ÉTABLISSEMENT	FRAIS ANNUELS DE TENUE DE COMPTE	PRIX ANNUEL DE LA CARTE BANCAIRE ⁽¹⁾	ASSURANCE MOYENS DE PAIEMENT ⁽²⁾	RETRAITS D'ESPÈCES HORS ZONE EURO	PAIEMENT PAR CARTE HORS ZONE EURO
BANQUES TRADITIONNELLES					
BNP Paribas	30 euros	134 euros	26,50 euros	3 euros +2,90%	0,90 euro +2,90%
Crédit agricole IDF	0 euro	130 euros	24 euros	3 euros	2,50%
La Banque postale	14,40 euros	127 euros	24 euros	3,30 euros +2,30%	2,30% ⁽³⁾
LCL	0 euro ⁽⁴⁾	142,80 euros	35,40 euros	3 euros +2,85% ⁽⁵⁾	1,20 euro +2,85% ⁽⁵⁾
Société générale	24 euros	135 euros	24 euros	3 euros +2,70%	1 euro +2,70%
BANQUES 100% INTERNET					
BforBank	0 euro	0 euro ⁽⁶⁾	24 euros	1,95%	1,95%
Boursorama Banque	0 euro	0 euro ⁽⁷⁾	11,88 euros	1,69%	Gratuit
Fortuneo	0 euro	0 euro ⁽⁷⁾	18 euros	Gratuits	Gratuit
ING	0 euro ⁽⁸⁾	0 euro ⁽⁸⁾	30 euros	Gratuits	Gratuit
Monabanq	36 euros	36 euros	Gratuite	2% ⁽⁹⁾	2%

⁽¹⁾ Visa Premier ou Gold Mastercard. ⁽²⁾ Vol ou perte de carte bancaire ou de chèquier. Tarif annuel. ⁽³⁾ 1 euro minimum.

⁽⁴⁾ 24 euros si le client ne domicilie pas ses revenus dans la banque. ⁽⁵⁾ 0,80 euro minimum. ⁽⁶⁾ 9 euros de frais par trimestre au-dessous de 3 paiements par carte par trimestre. ⁽⁷⁾ 9 euros de frais par mois si aucun paiement par carte n'est effectué dans le mois. ⁽⁸⁾ A condition de verser au moins 1200 euros par mois sur le compte courant, sinon 10 euros de frais par mois. ⁽⁹⁾ 1 euro de frais minimum. 3 retraits gratuits par an.



Vous avez le sens de l'étiquette.

Chaussures
Ville
Cuir patiné

149€

Prix Unique

99€ la 2^{ème} paire
au choix

Bien sûr, vous avez bon goût. Le bon goût de ne jamais faire de faute de goût quelle que soit l'occasion. Et pour ne jamais commettre d'impair vous choisissez Bexley et ses modèles assurément dans les bons codes de l'élegance, de ce qui fait l'étiquette dans toutes sociétés. Mais là où vous excellez en matière de bon goût, c'est que vous avez l'intelligence de ne pas y laisser votre chemise, de mettre le bon prix, le prix de l'exigence, de l'excellence des matières, des savoir-faire français et c'est aussi ça, avoir le sens de l'étiquette.

Nos boutiques

Bexley.fr

AIX-EN-PROVENCE | ANNECY | BORDEAUX | PARLY 2 - LE CHESNAY | LILLE | LYON 1^{ER} | LYON 2^{ÈME} | LYON 6^{ÈME} | MARSEILLE | NANTES | NICE | PARIS 4^{ÈME} - HENRI IV | PARIS 6^{ÈME} - SAINT GERMAIN | PARIS 7^{ÈME} - RASPAIL | PARIS 8^{ÈME} - CHAUVEAU LAGRARD | PARIS 8^{ÈME} - CHAMPS ÉLYSÉES | PARIS 8^{ÈME} - LA BOËTIE | PARIS 15^{ÈME} - VAUGIRARD | PARIS 17^{ÈME} - PALAIS DES CONGRÈS | PARIS - LA DEFENSE | TOULOUSE | STRASBOURG | BRUXELLES

NÉOBANQUES Des comptes courants pilotables exclusivement sur smartphone

Eko, Hello One, Ma French Bank, N26, Orange Bank, Revolut... Derrière ces drôles de noms se cachent les néobanques, la toute dernière génération d'établissements bancaires. Caractéristiques : pas d'agence ni de conseiller, nul site Internet sophistiqué, mais une application à la fois complète, pratique et ludique, qui permet à l'utilisateur de gérer son compte de manière autonome via son smartphone. Une trentaine de néobanques ont vu le jour ces cinq dernières années en Europe (dont sept en 2020), totalisant déjà 3 millions de clients en France. Présentation des forces et des faiblesses de ces nouveaux venus.

SERVICES OFFERTS UN COMPTE ET UNE CARTE BANCAIRE ASSOCIÉS À UNE APPLICATION MOBILE, RIEN DE PLUS

L'offre des néobanques est réduite au strict nécessaire : un compte bancaire, une carte de paiement et une application mobile, cette dernière étant l'unique interface de gestion du compte. Toutes les

opérations (virements, prélèvements...) doivent donc être faites avec son smartphone. Les fonctionnalités de l'appli sont toutefois étoffées : visualisation des dépenses en temps réel, analyse budgétaire, modification des plafonds de paiement et de retrait, changement de code secret, blocage de la carte en cas de suspicion de vol, paiement par mobile... Quant à l'ouverture du compte (qui n'exige aucune condition minimale de revenus), elle prend tout au plus dix minutes, selon un processus 100% dématérialisé.

TARIFS LA COTISATION MENSUELLE DE LA CARTE DE PAIEMENT FOURNIE VARIE ENTRE 0 ET 2 EUROS

Gros avantage des néobanques : les tarifs sont hyperattractifs. La carte est soit gratuite (N26, Orange Bank...), soit délivrée à prix d'amis (2 euros par mois chez Eko et Ma French Bank), les seuls éventuels frais à payer étant ceux liés aux opérations de paiement et de retrait d'argent, et avec là encore des tarifs allégés, notamment hors

zone euro. A signaler : pour 8 à 16 euros de frais par mois, les clients exigeants peuvent accéder à des formules plus complètes (assurance voyage, retraits gratuits illimités, plafonds de carte plus élevés, conseillers joignables 7 jours sur 7...).

LIMITATIONS PAS DE DÉCOUVERT AUTORISÉ, PAS DE CHÉQUIER, PAS DE CRÉDITS, PAS DE PLACEMENTS...

Malgré des atouts évidents, et sauf à être étudiant, il est difficile d'établir son compte principal dans une néobanque. Les failles sont trop nombreuses : pas de découvert autorisé ni de chéquier (sauf chez Orange Bank), pas de possibilité de déposer des espèces ou des chèques, pas de prêt immobilier, pas de placements ni de crédit conso... En attendant que certains de ces défauts de jeunesse soient corrigés (sans doute d'ici un ou deux ans), les néobanques doivent être prises pour ce qu'elles sont : une formidable opportunité d'avoir un compte secondaire très économique (la carte peut remplacer celle de sa banque habituelle), idéal pour ceux qui voyagent souvent à l'étranger. •

BANC D'ESSAI DES PRINCIPALES NÉOBANQUES ACCESSIBLES SANS AUCUNE CONDITION DE REVENUS

ÉTABLISSEMENT (MAISON MÈRE)	COÛT DU COMPTE PAR MOIS	CARTE BANCAIRE	CHÉQUIER	DÉCOUVERT AUTORISÉ	APPLI DE PAIEMENT PAR SMARTPHONE	PAIEMENTS PAR CARTE OU SMARTPHONE	RETRAITS D'ESPÈCES
Eko (Crédit agricole)	2 €	Mastercard (1)	Oui (2)	Non	Samsung Pay, Paylib, Apple Pay	Gratuits en zone euro (2,50% de frais ailleurs) (3)	Gratuits dans les distributeurs du Crédit agricole (4)
Hello One (BNP Paribas)	Gratuit	Visa (1)	Non	Non	Paylib, Apple Pay	Gratuits dans tous les pays (5)	Gratuits dans les distributeurs de BNP Paribas (6)
Ma French Bank (La Banque postale)	2 €	Visa (1)	Non	Non	Samsung Pay, Apple Pay	Gratuits dans tous les pays	Gratuits dans tous les pays
N26 (groupe allemand)	Gratuit	Mastercard (1)	Non	Non	Apple Pay, Google Pay	Gratuits dans tous les pays	3 retraits gratuits par mois en zone euro (7) (1,7% de frais ailleurs)
Orange Bank (Orange)	Gratuit (8)	Mastercard	Oui (2)	Oui (9)	Apple Pay, Google Pay	Gratuits en zone euro (2% de frais ailleurs)	Gratuits en zone euro (2% de frais ailleurs)
Revolut (groupe anglais)	Gratuit	Mastercard (1)	Non	Non	Apple Pay, Google Pay	Gratuits dans tous les pays	Gratuits jusqu'à 200 € retirés par mois (2% de frais au-delà)

(1) Carte à autorisation systématique (pas de découvert autorisé). (2) Attribué gratuitement sur demande et après accord de la banque. (3) Dans la limite de 1200 euros par mois. (4) Hors distributeurs du Crédit agricole : 25 retraits gratuits par an en zone euro, 10 retraits gratuits par an hors zone euro. Au-delà : 3 euros par retrait. Plafond des retraits : 300 euros par période de 7 jours. (5) Plafond de paiement de 1000 euros par période de 30 jours. (6) Hors distributeurs de BNP Paribas : 1 euro de frais par retrait en zone euro et 1,5% hors zone euro. Plafond de retrait : 400 euros par période de 7 jours. (7) 5 retraits gratuits par mois en cas de domiciliation bancaire. Au-delà : 2 euros par retrait. (8) A condition d'effectuer au moins 1 paiement ou 1 retrait d'espèces par mois. Sinon, le compte est facturé 2 euros par mois. (9) Taux du découvert autorisé : 8% l'an. Taux en cas de dépassement du découvert : 16% l'an.



"FAISONS
LA GUERRE
AU CANCER"

Margo

Chaque année 500 enfants meurent du cancer en France

Aidez la recherche contre
le cancer des enfants !

www.imagineformargo.org



IMAGINE
FOR
Margo
Children without CANCER

GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE

Ils opèrent désormais en ligne, affichent des tarifs attractifs et sont ouverts à tous

Comme près de 75% des épargnants, peut-être n'avez-vous qu'une confiance limitée dans les conseils de votre banquier et les placements qu'il vous propose... Pourquoi alors ne pas faire appel à un CGP, un conseiller en gestion de patrimoine ? Il vous aidera à identifier vos besoins et s'emploiera à constituer le patrimoine financier et immobilier convenant à votre profil. Le tout pour un coût plus modique qu'on ne le croit, surtout si vous optez pour un organisme en ligne (lire notre sélection ci-dessous). Mais vérifiez qu'il offre les garanties professionnelles requises, et veillez à ce qu'il défende vos intérêts en toute indépendance vis-à-vis des assureurs et des gérants de fonds.

ACCÉSIBILITÉ PAS DE MINIMUM À INVESTIR POUR DEVENIR CLIENT D'UN GESTIONNAIRE D'ÉPARGNE EN LIGNE

Un CGP disposant d'une agence physique ouvrira rarement sa porte à moins de 500 ou de 1 000 euros d'épargne mensuelle, en particulier s'il fait partie d'un important réseau, tel que Primonial, Cyrus Conseil ou Thesaurus. Rien à voir avec la nouvelle génération de gestionnaires d'épargne, Altaprofits, Bienprévoir.fr, Linxea ou Mes-placements.fr, qui se sont installés

sur Internet afin de rendre la profession accessible au plus grand nombre : chez eux, aucune mise minimale n'est requise, et les produits peuvent être souscrits en direct sur leur site. S'agissant du conseil, tout se fait évidemment en ligne, les experts de ces sociétés étant joignables par mail, téléphone ou vidéo.

SÉCURITÉ LE STATUT DE CONSEILLER EN INVESTISSEMENT FINANCIER EST UN GAGE DE SÉRIEUX ET DE COMPÉTENCES

Toutes les sociétés Internet sérieuses ont adopté le statut de conseiller en investissement financier (CIF) : il les habilité, après vérification de leurs compétences, à distribuer des placements à risque et les place sous le contrôle de l'Autorité des marchés financiers, laquelle ne plaît pas avec les plans d'épargne mal ficelés. Autre garantie pouvant vous rassurer sur l'étendue des services rendus : être enregistré à l'Orias, afin de détenir la qualité de courtier en assurances.

GAMME DE PRODUITS BOURSE, ASSURANCE VIE, IMMOBILIER, FONDS DÉFISCALEZÉS, L'ÉVENTAIL EST LARGE

Parmi les produits d'épargne les plus distribués par ces gestionnaires en ligne, figurent l'assurance vie multisupport et le

plan d'épargne retraite (PER). Il est vrai que les compagnies leur concoctent des contrats spécifiques, offrant un large choix de supports, avec, en prime, l'assistance de juristes pour rédiger la clause bénéficiaire. Mais ils proposent aussi, selon le profil du client, des plans d'épargne en actions (PEA), des fonds pour réduire ses impôts (FCPI, groupement foncier...) ou pour obtenir un complément de revenus, notamment à travers des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI).

RÉMUNÉRATION ELLE PROVIENT DES COMMISSIONS REVERSÉES PAR LES GÉRANTS DES PRODUITS SOUSCRITS

Un conseiller patrimonial peut facturer des honoraires au titre des recommandations faites ou de l'étude fiscale réalisée. Mais les sociétés Internet font rarement payer le conseil, préférant se rémunérer avec les frais prélevés sur les placements souscrits. Cette rémunération prend la forme de rétrocommissions que leur versent les gérants de fonds d'investissement, de contrats d'assurance vie, de PER ou de SCPI. Soit, selon les cas, entre 0,5 et 3% sur les versements, et entre 0,10 et 0,40% sur les encours annuels. Une formule à la fois simple et économique pour le client. •

CARACTÉRISTIQUES ET OFFRES DE PRODUITS DES GESTIONNAIRES D'ÉPARGNE SUR INTERNET

NOM DE LA SOCIÉTÉ (ANNEE DE CRÉATION)	NOMBRE DE CLIENTS	ENCOURS GÉRÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION	NOMBRE DE CONTRATS D'ASSURANCE VIE	NOMBRE DE PLANS D'ÉPARGNE RETRAITE	NOMBRE DE PEA ⁽¹⁾ SOUS GESTION	NOMBRE DE FONDS POUR DÉFISCALEZÉS ⁽²⁾	NOMBRE DE SUPPORTS IMMOBILIERS ⁽³⁾
Altaprofits (2000)	51 000	3 milliards d'euros	4	1	1	5	11
Bienprévoir.fr (2008)	2 500	200 millions d'euros	6	2	0	2	43
Linxea (2001)	40 000	1,7 milliard d'euros	4	3	2	3	40
MeilleurPlacement.com (2007)	17 000	950 millions d'euros	4	1	3	0	16
Mes-placements.fr (2000)	30 000	1,4 milliard d'euros	3	3	3	9	29
Netinvestissement (2011)	2 200	200 millions d'euros	18	2	1	3	41

(1) Plan d'épargne en actions. (2) FCPI, FIP, Sofica, parts de groupement foncier. (3) SCPI, SCI ou OPCI.

Lexique

A **MF** Autorité des marchés financiers. Organisme indépendant qui a pour mission de veiller à la protection de l'épargne investie en produits financiers, à la qualité des informations données par les sociétés de gestion aux investisseurs, et au bon fonctionnement des marchés boursiers de la place de Paris. C'est aussi l'AMF qui donne son agrément aux conseillers en gestion de patrimoine puis assure le contrôle de leurs activités, à travers une association professionnelle agréée à laquelle ils sont tous tenus d'adhérer.

C **GP** Conseiller en gestion de patrimoine. C'est un professionnel spécialisé dans l'optimisation financière. Son rôle est d'aider à la réalisation d'un projet et de faire fructifier l'épargne de ses clients. Disposant généralement du statut de conseil en investissement financier (CIF), il peut exercer son activité en étant salarié d'un réseau bancaire ou d'assurances, ou de manière autonome, notamment en passant par Internet, à l'image de Linxea ou d'Altaprofits. A noter : depuis avril 2018, les conseillers en gestion de patrimoine qui veulent prétendre au label «indépendant» (d'où la dénomination de «CGPI») ne peuvent plus toucher de rétro-commissions de la part des fournisseurs de produits (compagnies d'assurances, gérants de fonds...). Leur rémunération doit exclusivement provenir des honoraires facturés à leurs clients au titre des missions accomplies.

C **lause bénéficiaire** Disposition prise par le souscripteur d'un contrat d'assurance vie ou d'un plan d'épargne retraite pour choisir les personnes (conjoint, enfants, amis...) qui, à son décès,



Linxea, Altaprofits, Mes-placements.fr, Bienprévoir.fr... Les conseillers en gestion de patrimoine de nouvelle génération opèrent tous sur Internet.

seront habilitées à recueillir les capitaux qui y ont été investis. Une clause bénéficiaire standard est proposée dans tous les contrats pour désigner, dans l'ordre, le conjoint, à défaut les enfants, puis les autres héritiers légaux. Le souscripteur peut toutefois rédiger comme il l'entend le libellé de la clause, et se faire aider pour cela par sa compagnie d'assurances ou par son conseiller en gestion de patrimoine.

G **groupement foncier** Société réunissant un certain nombre de personnes physiques ou morales (sociétés), qui permet de décharger l'exploitant d'une parcelle de terre du poids des investissements à faire. Il existe des groupements fonciers forestiers (GFF), des groupements fonciers viticoles (GFV) et des groupements fonciers agricoles (GFA). Point commun : les particuliers qui achètent des parts du groupement bénéficient de gros avantages fiscaux, tant au niveau

de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) que des droits et taxes que les héritiers auront à payer à l'ouverture de la succession.

M **multisupport** Type de contrat d'assurance vie comportant différents supports financiers (fonds d'actions, SCI, SCPI...), appelés également «unités de compte». Ces supports sont naturellement plus risqués que le fonds en euros du contrat, qui est investi en emprunts des Etats fiables de la zone euro, comme la France ou l'Allemagne.

R **éstrocommissions** Il s'agit des commissions payées par les clients aux gérants de placements financiers, d'abord au titre de la vente (frais de souscription) puis, chaque année, au titre du pilotage du produit (frais de gestion), et qui sont rétrocédées aux gestionnaires de patrimoine partenaires, en contrepartie de leur rôle d'intermédiaire.

SERVICES ADMINISTRATIFS

PAGES 32 À 35

Nous sommes sans doute loin d'en avoir fini avec les files d'attente à la Sécu ou en préfecture, mais les services publics se mettent peu à peu au goût du jour, c'est-à-dire à la transmission des informations par Internet. Pour les impôts, c'est fait depuis 2019 et la mise en œuvre du prélèvement à la source. Mariage, divorce, baisse de revenus : autant de changements de situation pouvant être signalés au fisc via le site Impots.gouv.fr, afin que le montant à ponctionner soit ajusté. Depuis 2020, les employeurs à domicile ont, eux, la possibilité de déléguer le paiement des salaires aux services en ligne de l'Urssaf. Il y a du mieux aussi du côté des papiers d'identité : grâce au nouveau site d'enregistrement des pré-demandes, les documents à faire renouveler (passeport ou carte) vous seront délivrés avec deux ou trois semaines d'avance.

2 mois

C'EST LE DÉLAI QUE
PRENDront LES SERVICES
FISCAUX POUR MODIFIER
LE TAUX DE PRÉLÈVEMENT
APRÈS VOTRE DEMANDE
D'AJUSTEMENT

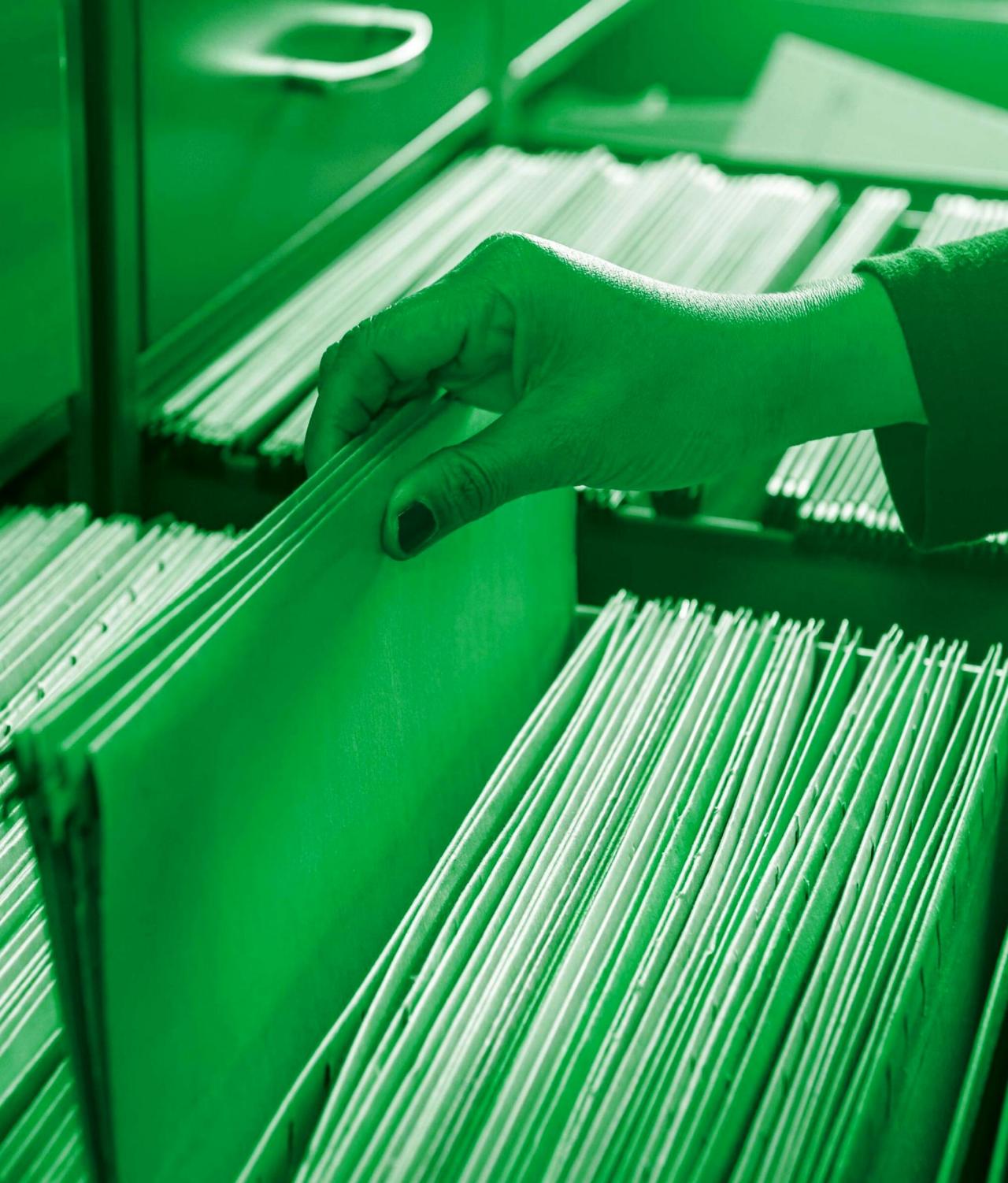
3,4

MILLIONS D'EMPLOYEURS
À DOMICILE PEUVENT
DÉSORMAIS UTILISER
LE SITE DE L'URSSAF POUR
SIMPLIFIER LE PAIEMENT
DES SALAIRES À VERSER

15 min

SUFFISENT POUR FAIRE
UNE PRÉDEMANDE
DE RENOUVELLEMENT
DE PAPIERS D'IDENTITÉ,
UN SERVICE ACCESSIBLE
SUR LE SITE ANTS.GOUV.FR

PHOTO : © MINIRAT - STOCK.ADOBE.COM



IMPÔTS Tout changement de situation peut être géré par Internet et en temps réel

Depuis 2019, hormis les gains des produits d'épargne, tous les revenus imposables sont soumis au prélèvement à la source. Ils sont donc taxés en temps réel, le taux étant calculé par le fisc d'après les informations figurant sur votre dernière déclaration de revenus. Et en cas de baisse ou de hausse de revenus ? Il y a moyen de moduler votre taux de prélèvement, afin d'éviter de trop payer d'impôts en cours d'année ou de subir plus tard un gros rat-trapage. Idem en cas de mariage, de naissance ou de divorce, autant de situations susceptibles de modifier l'assiette de taxation. La procédure est entièrement réalisable en ligne, via la rubrique «Gérer mon prélèvement à la source» du site Impots.gouv.fr (le résultat sera pris en compte sous deux mois maximum). A noter : le mode de paiement des impôts locaux est aussi entièrement paramétrable en ligne.

ÉVOLUTION DES REVENUS VOTRE TAUX D'IMPOSITION PEUT ÊTRE REVU À LA BAISSE COMME À LA HAUSSE

Réduire votre taux de prélèvement pour cause de revenus en baisse n'est pas compliqué : il suffit d'indiquer au fisc, dans l'espace prévu sur son site, le montant estimé des rentrées d'argent pour 2021. Le nouveau taux calculé ne sera toutefois appliqué que si l'impôt qui en découle est inférieur d'au moins 10% au prélèvement initial. Sinon, la requête sera rejetée. Vous pouvez aussi demander une hausse du taux si vos revenus augmentent. Aucune condition n'est requise cette fois : si, au vu de votre estimation de revenus, le calcul montre que le nouveau taux est supérieur au précédent, on vous l'appliquera.

REVENUS NON SALARIÉS VOUS POUVEZ DEMANDER À ÊTRE PRÉLEVÉ SUR VOTRE COMPTE PAR ANTICIPATION

Peut-être faites-vous partie des personnes qui, pour la première fois en 2021, touchent des revenus qui ne sont pas imposables en temps réel, car ne provenant pas d'un emploi salarié (bénéfices de travailleur indépendant, loyers...). Sachez

que vous avez la possibilité, au lieu d'attendre de payer vos impôts en septembre 2022 (suite à votre déclaration de revenus du printemps précédent), de demander un prélèvement anticipé – opéré directement par le fisc sur votre compte bancaire – dont vous fixerez librement le montant. A l'inverse, si en 2021 vous cessez de percevoir ce type de revenus, vous pouvez faire suspendre les ponctions.

MARIAGE, DIVORCE, DÉCÈS...

LE FISC PROCÉDERA RAPIDEMENT À LA RÉGULARISATION DE VOTRE TAUX

Si vous vous êtes marié ou pacsé, si vous avez divorcé, eu un enfant ou encore si votre conjoint (ou partenaire de Pacs) est décédé récemment, votre taux de prélèvement ne correspond plus à votre situation actuelle : il peut être supérieur ou inférieur à ce qu'il devrait être. Là encore, vous pouvez signaler ce changement en ligne afin que le fisc procède rapidement à la régularisation. En cas de mariage ou de Pacs, le gain sera appréciable si l'un des deux gagne au moins 30% de plus que l'autre (le couple descend alors d'une tranche d'imposition). Idem pour une

naissance, puisque le fisc recalcule le taux en ajoutant, selon le cas, une demi-part ou une part entière de quotient familial.

IMPÔTS LOCAUX TOUT PEUT ÊTRE MODIFIÉ EN LIGNE, Y COMPRIS LE MONTANT DU PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Le site des impôts ne sert pas qu'à modular son taux de prélèvement. Il permet aussi de remplir sa déclaration de revenus, de consulter l'état des paiements effectués ou à venir, ou de régler ses impôts locaux. S'agissant de ces derniers, il y a moyen d'adhérer en ligne – ou de ne plus adhérer – au prélèvement mensuel (pour l'année en cours ou la suivante), voire de modifier le montant à ponctionner. Les 20% de contribuables les plus aisés, encore soumis à la taxe d'habitation jusqu'en 2022, ont intérêt à y penser s'ils sont mensualisés : bénéficiant d'une première baisse de 30% en 2021, ils peuvent réduire d'autant le montant du prélèvement (via la rubrique «Gérer mes contrats de prélèvement»). Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de surestimation de la baisse de mensualité. Le complément sera simplement à payer en fin d'année. •

MODULATION DU TAUX D'IMPOSITION À LA BAISSE : ATTENTION AUX PÉNALITÉS EN CAS DE MAUVAIS CALCUL !

ERREUR CONSTATÉE ⁽¹⁾	MAJORIZATION D'IMPÔTS ⁽²⁾
De 10 à 30%	10%
30%	15%
40%	20%
50%	25%
60%	30%
70%	35%
80%	40%
90%	45%
100%	50%

(1) Par rapport au montant de l'impôt réellement dû.

(2) Pénalité appliquée sur la différence entre l'impôt réellement dû et l'impôt payé suite à la baisse de taux.

Les demandes de baisse de taux sont sous étroite surveillance : lors de votre déclaration de revenus de l'année suivante, le fisc comparera le montant de l'impôt réellement dû avec celui résultant de la baisse du taux. S'il observe une différence en sa défaveur allant de 10 à 30%, le contribuable subira une majoration de 10% de l'impôt restant dû (à régler en totalité en septembre). Si cet écart excède 90%, la pénalité grimpera à 50%. La seule manière d'éviter la punition sera de prouver que l'erreur d'estimation de ses revenus provient de circonstances imprévisibles, comme un soudain supplément de rémunération. Encore que le fisc restera souverain pour apprécier la pertinence des justificatifs fournis.



Employer un salarié à domicile ouvre droit à un crédit d'impôts égal à 50% des dépenses.

AVANTAGE FISCAL: VOUS POUVEZ L'OPTIMISER EN LIGNE

Les dépenses engagées pour employer un salarié à domicile ouvrent droit à un crédit d'impôts égal à 50% de leur montant, limité dans le cas général à 12 000 euros par an (lire le lexique page 35 pour connaître les plafonds particuliers, par exemple pour le jardinage). En attendant d'être mensualisé, c'est-à-dire octroyé en temps réel, lors du

versement de chaque salaire (la mesure, encore au stade expérimental, devrait être généralisée d'ici 2023 ou 2024), ce crédit d'impôts est attribué sous forme d'acomptes: vous recevez le 15 janvier de chaque année une avance égale à 60% de l'avantage fiscal, le solde de 40% étant versé au cours de l'été suivant. Problème: si, pour une raison ou pour une autre, les dé-

penses baissent, vous touchez un acompte qu'il faut rembourser en partie huit mois plus tard... Pour éviter cet inconvénient, sachez qu'il est désormais possible de diminuer ou de refuser l'avance accordée en janvier, à condition de le faire savoir aux impôts avant la deuxième semaine du mois de décembre précédent, via le site habituel de l'administration fiscale: Impots.gouv.fr.

EMPLOYÉS À DOMICILE

Les services en ligne de l'Urssaf simplifient les démarches

Pour accompagner la procédure de prélèvement à la source des impôts des salariés à domicile (nounous, jardiniers, aides ménagères...), mise en place début 2020, les formalités de paiement des 3,4 millions d'employeurs ont été largement simplifiées. C'est l'Urssaf qui, désormais, gère l'ensemble du processus de rémunération de l'employé (salaire, impôts et charges sociales), via les services Pajemploi+ pour la garde d'enfants et Cesu+ pour les autres emplois, tous deux entièrement accessibles sur le Web. La tâche de l'employeur se résume ainsi à déclarer en ligne les heures de travail effectuées dans le mois. Explications du mécanisme.

ADHÉSION AU SERVICE L'EMPLOYÉ ET L'EMPLOYEUR DOIVENT REMPLIR ENSEMBLE LE FORMULAIRE EN LIGNE

L'activation du service ne prend que quelques minutes, en se connectant au site Cesu.urssaf.fr ou Pajemploi.urssaf.fr. L'employeur et son salarié doivent remplir conjointement un formulaire d'adhésion, chargé au premier de donner l'autorisation à l'Urssaf de prélever les salaires sur son compte, et au second d'enregistrer ses coordonnées bancaires. C'est tout. Seule obligation de l'employeur pour que

le service soit opérationnel: déclarer le travail effectué avant le 5 du mois suivant, afin que l'Urssaf puisse calculer le montant de l'impôt à prélever à la source et verser le salaire de l'employé à temps.

FONCTIONNEMENT LE SALAIRE À VERSER EST DÉCLARÉ EN LIGNE PUIS PRÉLEVÉ DIRECTEMENT PAR L'URSSAF

Une fois les heures travaillées et le tarif horaire du salarié déclarés, l'Urssaf prend la main: deux jours après, elle préleve sur le compte de l'employeur le salaire indiqué, puis, dans un délai de 24 à 48 heures, reverse à l'employé son salaire, diminué du montant de l'impôt dû (calculé à partir du taux de taxation envoyé par l'administration), montant qu'elle transmet instantanément au fisc. Les charges sociales, elles, sont prélevées le mois suivant. Du début à la fin, le site de l'Urssaf est ainsi le seul interlocuteur de l'employeur, qui débourse exactement la même somme qu'auparavant pour son aide à domicile.

INCONVÉNIENTS LE SERVICE ÉTANT FACULTATIF, AUCUNE PARTIE NE PEUT IMPOSER À L'AUTRE SON UTILISATION

Faciles à mettre en place, pratiques pour l'employeur (il ne s'occupe pas de l'impôt dû par son employé et n'a plus à lui

faire un chèque ou un virement pour le payer), rassurants pour le salarié (ses droits sociaux - chômage, retraite, maladie et accidents du travail - sont garantis), les services Pajemploi+ et Cesu+ ne sont toutefois pas obligatoires: pour y avoir accès, les deux parties doivent être d'accord. Aucune ne peut imposer à l'autre leur utilisation. Et puis, rappelons que l'Urssaf ne fait pas tout. Ainsi, elle ne contrôle pas les niveaux de salaire, ne gère ni les absences de l'employé (maladie, congés...), ni l'éventuelle procédure de licenciement.

REFUS D'ADHÉRER L'EMPLOYEUR PAIE LUI-MÊME LE SALARIÉ, MAIS PEUT TOUJOURS LE DÉCLARER PAR INTERNET

Et si l'employé n'est pas disposé à passer par l'Urssaf (le versement de son salaire peut être retardé de quelques jours) ou si l'employeur préfère le payer lui-même? La procédure de déclaration du salarié est évidemment réalisable par voie postale. Elle peut aussi s'effectuer en ligne, via les sites habituels du Cesu ou de Pajemploi. Dans tous les cas, avant de lui verser son salaire, l'employeur devra attendre que l'Urssaf lui communique le montant net à régler, déduction faite de l'impôt sur le revenu dû (lequel sera prélevé dans la foulée sur son compte bancaire). •

PAPIERS ET AMENDES

Les formulaires dématérialisés font gagner un temps fou !

Entre quatre et six semaines : c'est le délai d'attente moyen pour obtenir un papier officiel d'identité (passeport ou carte). La faute à l'engorgement des mairies, peu nombreuses à pouvoir délivrer ces pièces (à peine 5% d'entre elles sont équipées du dispositif de recueil d'empreintes digitales). Heureusement, la procédure peut être accélérée en faisant une pré-demande en ligne, via l'application mobile ou le site de l'Agence nationale des titres sécurisés (Ants.gouv.fr). Pour un permis ou une carte grise, c'est plus rapide : inutile de se rendre en préfecture, les services sont dématérialisés depuis 2017. Encore faut-il se repérer dans le dédale des procédures mises en place. Marche à suivre.

CARTE D'IDENTITÉ RIEN À PAYER, SAUF POUR UN RENOUVELLEMENT SUITE À UN VOL OU À UNE PERTE

Pour gagner du temps si vous voulez faire établir une carte d'identité ou la renouveler si elle a été perdue ou arrive à expiration (elle est valable quinze ans), une seule adresse Internet : Ants.gouv.fr. La pré-demande sera enregistrée en quinze

COMMENT PAYER SES AMENDES ET SES CONTRAVENCTIONS EN LIGNE

Un excès de vitesse ou un feu rouge grillé ? S'il est toujours possible de régler ses amendes par chèque bancaire libellé à l'ordre du Trésor public, passer par Internet est bien plus simple et plus rapide. Rendez-vous pour cela sur le site Amendes.gouv.fr (ou sur l'application pour smartphone Amendes.gouv), renseignez le numéro de télépaiement et la clé qui figurent sur l'avis de contravention, payez par carte bancaire, et c'est fini ! De la même manière, les contraventions de stationnement peuvent être réglées instantanément sur le site Stationnement.gouv.fr. Et si vous voulez contester la réalité de l'infraction, sachez que la procédure peut aussi être entièrement effectuée en ligne. Adresse du site : Antai.gouv.fr.

minutes, le temps de créer un compte et de remplir le formulaire relatif à votre état civil. Vous êtes ensuite dirigé vers une liste de mairies agréées proches de chez vous, afin de prendre rendez-vous, étape obligatoire afin de finaliser l'opération (prise d'empreintes) et lancer la fabrication de la carte. Pour la photo à apporter, qui doit être normalisée, le plus simple est de se reporter aux photographes homologués qui vous sont proposés. Notez que la carte d'identité est gratuite, sauf en cas de vol ou de perte. Il faudra alors fournir un timbre fiscal à 25 euros, achetable sous forme électronique (un code à communiquer à la mairie), dans un bureau de tabac ou sur le site Timbres.impots.gouv.fr

PASSEPORT SELON L'ÂGE DE LA PERSONNE, LE PRIX DU TIMBRE FISCAL NUMÉRIQUE VARIE DE 17 À 86 EUROS

Pour un passeport à faire ou à renouveler (sa durée de validité est de dix ans), la procédure est similaire en tous points à

celle décrite pour la carte d'identité. Elle se déroule sur le même site Internet, à la même rubrique (ou en pianotant directement l'adresse Passeport.ants.gouv.fr). Là aussi, le document sera ensuite à retirer en mairie (un SMS est envoyé dès qu'il est disponible). Seule différence notable : un passeport est toujours payant, le coût du timbre fiscal numérique à acheter s'élève à 86 euros (42 euros seulement pour un mineur de 15 ans et plus et 17 euros pour un mineur de moins de 15 ans).

PERMIS DE CONDUIRE IL EST ENVOYÉ PAR LA POSTE EN MOYENNE TROIS SEMAINES APRÈS LA DEMANDE

Pas de pré-demande pour le permis : tout se fait en une fois, via la page dédiée du site de l'Agence nationale des titres sécurisés : Permisdeconduire.ants.gouv.fr. Le document, désormais plastifié (format carte bancaire), est ensuite envoyé par La Poste, sous trois semaines. Son obtention n'exige aucun examen médical, comme pour la carte d'identité, et est gratuite, sauf en cas de vol ou de perte (il en coûte alors 25 euros de timbre fiscal). A noter : la photo peut être transmise en ligne (sous forme numérique) ou par courrier (sous forme classique).

CARTE GRISE IL FAUT COMPTER AUTOUR DE 40 EUROS PAR CHEVAL FISCAL ET PAYER PAR CARTE BANCAIRE

Comme le permis, la demande de carte grise peut être réalisée à 100% en ligne (à l'onglet «véhicule» du site de l'Ants ou, plus directement, en tapant Immatriculation.ants.gouv.fr). Sa délivrance n'est pas gratuite : il faut compter autour de 40 euros par cheval fiscal, et payer par carte bancaire une fois le dossier rempli. Le nouveau certificat est ensuite envoyé sous pli au domicile du conducteur, dans un délai de dix à vingt jours. Précision utile : le site permet aussi de déclarer la vente d'un véhicule, d'obtenir un certificat de non-gage (obligatoire pour immatriculer un véhicule d'occasion) ou encore de modifier l'adresse figurant sur sa carte grise. •



PHOTO : © GUTENSKY / STOCK.ADOBE.COM

Lexique

ANTS Placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, l'Agence nationale des titres sécurisés est une plateforme Internet qui permet, sans avoir besoin de se déplacer en mairie ou en préfecture, d'obtenir la plupart des papiers officiels (qu'il s'agisse d'une première demande ou d'un renouvellement) requis dans la vie de tous les jours : carte d'identité, permis de conduire (véhicules terrestres ou bateaux de plaisance), passeport, certificat d'immatriculation (encore appelé couramment «carte grise»), acte de naissance... Fabriqués par l'Imprimerie nationale, ces titres sont ensuite envoyés sous pli, soit au domicile du demandeur, soit en mairie, comme pour la carte d'identité et le passeport.

Cesu et Pajemploi Réservé aux particuliers employeurs, le Cesu (Chèque emploi service universel) est un dispositif de déclaration simplifiée et accessible sur Internet permettant de déclarer le personnel employé à domicile (rémunérations, heures de travail). Il est aussi possible de déléguer le paiement du salaire en adhérant au service Cesu+. Pour les gardes d'enfants à domicile (nounous, assistantes maternelles), les déclarations doivent être effectuées auprès de Pajemploi et non auprès du Cesu. Le service en ligne Pajemploi+ permet également de déléguer intégralement le paiement des salaires déclarés.

Credit d'impôts Les salaires versés à un employé à domicile ouvrent droit à un avantage fiscal (sous forme de crédit d'impôts) égal à 50% des dépenses engagées dans l'année, dans la limite de 12 000 euros. Elles sont majorées de 1500 euros par personne



Sur le site Impots.gouv.fr, il est possible d'actualiser son taux de prélèvement à la source en cas de changement de situation familiale (mariage, naissance, divorce...) ou de situation financière.

à charge, sans pouvoir excéder 15 000 euros (20 000 euros si vous êtes invalide ou avez à charge une personne invalide). Si vous employez un salarié pour la première fois en 2021, les plafonds sont portés à 15 000 et 18 000 euros. Des sous-plafonds existent pour les travaux de jardinage (5 000 euros par an), les dépannages informatiques (3 000 euros) et le bricolage (500 euros). Les frais de garde hors domicile des enfants âgés de moins de 6 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition donnent droit à un crédit d'impôts égal à 50% de leur montant, dans la limite de 2 300 euros par enfant à charge, soit 1150 euros par enfant au maximum (la moitié en cas de résidence partagée).

Modulation de taux Possibilité offerte au contribuable de modifier son taux d'imposition à la source en cours d'année, soit en raison d'un changement de situation familiale (mariage,

naissance, divorce ou décès), soit du fait d'une variation de son revenu. Une actualisation du taux de prélèvement à la hausse peut être réalisée sans aucune contrainte, tandis qu'une modulation à la baisse n'est permise qu'à condition d'aboutir à un impôt inférieur d'au moins 10% à celui dû initialement.

S service «Gérer mon prélèvement à la source» Lancé par l'administration fiscale au printemps 2018, ce service en ligne, auquel le contribuable peut accéder via le site des impôts (Impots.gouv.fr), permet de changer de type de taux de prélèvement, soit en déclitant de ne pas le transmettre à l'employeur, ce qui revient à se faire appliquer un taux «neutre», soit en «l'individualisant» pour chacun des membres d'un couple marié ou pacsé. Depuis 2019, ce service permet également de moduler le taux de prélèvement en cas de changement de situation financière ou familiale.

ÉPARGNE

PAGES 38 À 45

Les agences bancaires étant de plus en plus désertées (et pas seulement à cause de la crise sanitaire), les établissements à guichets ont vite pris la mesure du problème: pour vendre des produits d'épargne, il fallait les proposer sur leur site. Dont acte: des livrets aux PEL, tous les placements de base sont aujourd'hui accessibles en ligne. Pour l'assurance vie, c'est plus compliqué: l'ouverture à distance d'un contrat est parfois possible, mais pour avoir des fonctionnalités avancées (rachats, arbitrages, modification de la clause bénéficiaire...), mieux vaut passer par une banque 100% Internet, dont les contrats sont, en outre, plus rentables. Et les SCPI, le placement en vogue depuis cinq ans ? Là, il n'y a pas à hésiter: les plateformes spécialisées permettent l'achat des meilleurs produits, de manière totalement dématérialisée, sans aucun frais supplémentaires.

2,5%

TAUX DE RÉMUNÉRATION
ACTUEL DU LIVRET JEUNE,
RÉSERVÉ AUX 12-25 ANS,
CHEZ MILLEIS BANQUE
(NOUVEAU NOM DE
LA BANQUE BARCLAYS)

410

FONDS D'INVESTISSEMENT
SONT MIS À DISPOSITION
DES CLIENTS AU SEIN
DU CONTRAT
D'ASSURANCE VIE DE
BOURSORAMA BANQUE

6%

DE RENDEMENT A ÉTÉ SERVI
AUX SOUSCRIPTEURS EN
2020 PAR LA SCPI CORUM
ORIGIN, ACCESSIBLE
SUR LES PLATEFORMES
INTERNET SPÉCIALISÉES

PHOTO: © NANA STUDIO - STOCKADOBECOM



PRODUITS DE BASE

Faciles à souscrire en ligne, mais pas toujours intéressants

Livret A, plan et compte épargne logement, compte à terme, fonds monétaire... Presque tous les produits d'épargne de précaution (où l'on place son argent au chaud pour quelques mois, voire quelques années) peuvent aujourd'hui être souscrits auprès de sa banque avec son ordinateur ou sa tablette. Ils sont dénués de risque, mais, avec des taux d'intérêt qui gravitent autour de 0%, les rémunérations servies ne sont pas mirobolantes. A l'image du Livret A, dont le taux de 0,50% permettra tout juste, avec un peu de chance, de se protéger de l'inflation en 2021. Parce que l'argent placé sur ces produits est récupérable en deux ou trois jours, les épargnants sont encore nombreux à y souscrire (25 milliards d'euros ont été déposés sur le Livret A en 2020). D'autres choix sont pourtant possibles, comme celui du Livret jeune (réservé

aux 12-25 ans) ou des comptes sur livret, dont les taux, dopés par de fréquentes opérations promotionnelles, dépassent parfois 1,30% l'an.

LIVRET A DISPONIBLE PARTOUT EN LIGNE, MAIS SON TAUX D'INTÉRÊT EST TOMBÉ À UN NIVEAU PEU ATTRACTIF

Distribué dans toutes les banques (y compris celles qui opèrent à 100% sur Internet), le plus célèbre des livrets défiscalisés – il n'est soumis à aucun impôt ni prélèvement social – peut être souscrit en cinq minutes via le site de son établissement. Depuis le 1^{er} février 2020, il permet de placer jusqu'à 22 950 euros au taux de 0,50% (0,75% auparavant). Compte tenu de sa formule de calcul, basée sur les taux courts et l'inflation constatée – le tout avec un niveau plancher fixé à 0,50% –, le taux du Livret A ne devrait pas bouger lors de sa prochaine révision, en août

prochain. Les 55 millions de Français détenteurs du produit n'ont donc rien de bon à en attendre en 2021. Il leur fera même perdre de l'argent si l'inflation excède 0,50% en fin d'année (contre 0,20% pour 2020), ce qui n'est pas à exclure.

LDDS INUTILE D'Y SOUSCRIRE, LE TAUX DE CE LIVRET «DURABLE ET SOLIDAIRE» EST CALQUÉ SUR CELUI DU LIVRET A

Petit frère du Livret A, le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) rapporte aussi peu que lui : 0,50% net par an. Y souscrire actuellement n'a donc qu'un intérêt limité. Son plafond de dépôt est fixé par la loi à 12 000 euros, et il est réservé aux contribuables (les enfants à charge n'y ont pas droit). Autre particularité : il permet, depuis le 1^{er} octobre 2020, d'offrir tout ou partie des intérêts perçus (voire du capital en compte) à l'une des dix associations œuvrant dans l'économie solidaire qui ont été répertoriées par votre banque. Ce don ouvre droit à une réduction d'impôts de 66 ou 75%, selon le type d'activité exercée par l'association.

LES MEILLEURS LIVRETS EN LIGNE POUR 10 000 EUROS À PLACER

NOM DU LIVRET (ADRESSE INTERNET)	TAUX BRUT DE BASE	PLAFOND DES DÉPÔTS	PROMOTION EN COURS ⁽¹⁾	TAUX BRUT ANNUALISÉ ⁽²⁾
Livret Distingo (PSA Banque.fr)	0,60%	75 000 euros	3% durant 2 mois et 40 euros offerts	1,39%
Livret Paris Partage (Creditmunicipal.fr)	1%	50 000 euros	Aucune ⁽³⁾	0,92%
Livret+ (Fortuneo.fr)	0,10%	10 millions d'euros	80 euros offerts ⁽⁴⁾	0,90%
Livret Zesto RCI (Livretzesto.fr)	0,80%	10 millions d'euros	Aucune	0,80%
Compte sur livret (Societegenerale.fr)	0,15%	Aucun	2% durant 6 mois jusqu'à 5 000 euros ⁽⁵⁾	0,61%
Livret Matmut (Matmut.fr)	0,05%	Aucun	1% jusqu'à 5 000 euros	0,53%

⁽¹⁾ Au 15 février 2021. ⁽²⁾ Avant impôts, pour 10 000 euros placés durant un an, promotion incluse. ⁽³⁾ Contre 25% des intérêts donnés à une association, vous obtenez 66% de réduction d'impôts. ⁽⁴⁾ Contre l'ouverture d'un compte courant. ⁽⁵⁾ Offre réservée aux 18-29 ans, contre l'ouverture d'un compte courant.

Même si les livrets des banques traditionnelles sont accessibles en ligne, ils rapportent rarement plus de 0,10%. Les établissements spécialisés, comme

RCI Bank (la banque de Renault) ou PSA Banque (celle de Peugeot), affichent des offres Internet bien plus alléchantes. Les taux de base ne sont pas toujours élevés, mais ils

sont boostés par des promotions régulières, à quoi s'ajoute parfois une prime d'accueil. A préférer au Livret A ou s'en servir une fois son plafond de dépôt de 22 950 euros atteint.

COMPTES SUR LIVRET UN DES MEILLEURS PLANS SUR INTERNET, À CONDITION DE SAISIR LES PROMOTIONS

Les comptes sur livret des banques (appelés aussi Livrets B) ont beau être très faciles à souscrire sur Internet, ils affichent une rémunération dérisoire, variant entre 0,05 et 0,15%. Un rendement qui, en outre, est soumis à 30% de taxe (comportant 17,2% de prélèvements sociaux et 12,8% d'impôt). Certains établissements spécialisés, tels que RCI Bank ou PSA Banque, et parfois des banques en ligne comme Fortuneo ou des compagnies d'assurances, comme la Matmut, sortent du lot. Leurs offres promotionnelles, moins attractives qu'en 2019 ou 2020, grimpent toutefois jusqu'à 1,5 à 2% durant les deux mois suivant l'ouverture du compte, et des primes de bienvenue de 40 à 80 euros peuvent être octroyées, ce qui permet aux meilleurs d'approcher le cap des 1% de rendement annuel, voire de le dépasser (lire le tableau ci-contre).

LIVRET JEUNE DESTINÉ AUX 12-25 ANS, IL AFFICHE UN TAUX DE RÉMUNÉRATION IMBATTABLE

Petit coup de pouce donné aux 12-25 ans, le Livret jeune, proposé en ligne presque partout, leur permet de placer jusqu'à 1 600 euros - hors impôt - à un taux d'intérêt au moins égal à celui du Livret A. En pratique, il est souvent supérieur : la rémunération moyenne tourne aujourd'hui autour de 1,25% l'an, soit 0,75 point de plus que le Livret A, et certains établissements sont beaucoup plus généreux (lire le tableau ci-contre). A noter : le Livret jeune accepte les retraits par carte aux distributeurs de la banque émettrice, sans frais, dans la limite fixée par les parents lorsque le titulaire est mineur.

COMPTES À TERME PAS PLUS DE 0,65% SUR SIX MOIS, SANS COMPTER LES IMPÔTS ET LES TAXES À PAYER...

Pas de mauvaise surprise à craindre avec un compte à terme, puisque son rendement est garanti à la souscription. Il varie avec la durée du placement (entre un mois et cinq ans) et le montant investi. Plus celui-ci est élevé, plus on vous cajole. Hélas, la rémunération servie, liée aux taux monétaires, est très basse : pas plus de 0,65% sur six mois ou de 1% sur trois ans (chez le spécialiste en ligne PSA Banque), le tout avant impôts. Et gare aux pénalités (au moins 0,5 point de rendement) si on reprend ses billes avant le terme prévu !

PLAN D'ÉPARGNE LOGEMENT LES PEL QUI ONT ÉTÉ OUVERTS AVANT 2015 MERITENT ENCORE D'ÊTRE ALIMENTÉS

Fixée depuis le mois d'août 2016 à 1% brut (soit aujourd'hui 0,70% après impôts et prélèvements sociaux), la rémunération du plan d'épargne logement (PEL) ne fait plus rêver personne. D'autant qu'en cas de retrait d'argent avant deux ans, elle est ramenée d'office à 0,175% net, autrement dit au taux du compte épargne logement (CEL)... En revanche, continuer à virer de l'argent via Internet sur son vieux PEL (de moins de dix ans d'âge, les versements étant interdits au-delà) peut s'avérer très productif. Surtout si le plan a été ouvert avant février 2015, auquel cas il rapporte encore 2,50% l'an (2,07% après taxation).

NOTRE SÉLECTION DE LIVRETS JEUNE ACCESSIBLES À DISTANCE

ÉTABLISSEMENT (ADRESSE INTERNET)	TAUX D'INTÉRÊT SERVI	GAIN POUR 1600 EUROS PLACÉS SUR UN AN
Milleis Banque (Milleis.fr)	2,50%	40 euros
Axa Banque (Axa.fr)	2%	32 euros
HSBC (Hsbc.fr)	2%	32 euros
Banque populaire ⁽¹⁾ (Banquepopulaire.fr)	1,75%	28 euros
Crédit maritime (Creditmaritime.fr)	1,75%	28 euros
Caisse d'épargne ⁽²⁾ (Caisse-epargne.fr)	1,35%	22 euros
CIC (Cic.fr)	1,35%	22 euros
Crédit mutuel (Creditmutuel.fr)	1,35%	22 euros

PHOTO : © BOGGY - STOCKADOBECOM

(1) Taux valable pour la caisse Méditerranée. (2) Taux valable pour la caisse Rhône-Alpes.



Conçu pour favoriser l'épargne des 12-25 ans, le Livret jeune, totalement exonéré (pas d'impôts ni de prélèvements sociaux), doit actuellement être rémunéré au minimum à 0,50% l'an (taux du Livret A). Mais la plupart des établissements proposent le double ou le triple, et parfois plus. Nous vous présentons ici les offres des huit banques les plus généreuses de ce début d'année. Notez que, pour ouvrir un Livret jeune en ligne, il suffit d'y virer 15 euros, ensuite les versements sont libres, dans la limite légale de 1600 euros.

Attention : tout retrait d'argent entraînera la clôture immédiate de votre vieux PEL, donc la fin d'un super produit pour faire fructifier sans risque vos liquidités.

COMPTÉ ÉPARGNE LOGEMENT L'UN DES PIRES PRODUITS D'ÉPARGNE SÉCURISÉS À SOUSCRIRE AUJOURD'HUI

Si la majorité des banques autorisent la souscription en ligne du Compte épargne logement, mieux vaut toutefois ne pas profiter de cette possibilité : son taux d'intérêt est tombé de 0,50 à 0,25% en février 2020, de quoi, après impôts et prélèvements sociaux, obtenir une rémuné-

ration nette de 0,175%. Le CEL est ainsi devenu début 2020 l'un des pires produits d'épargne sans risque du marché : il est trois fois moins rentable que le Livret A !

FONDS MONÉTAIRES À FUIR, LEURS PERFORMANCES N'ONT AUCUNE CHANCE D'ÊTRE POSITIVES EN 2021

Conçotés par l'Etat (bons du Trésor), les banques (certificats de dépôt) ou les entreprises (billetts de trésorerie), ces produits de trésorerie grand public sont indexés sur les taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE), lesquels sont aujourd'hui presque tous négatifs (-0,5% en moyenne). Compte tenu des frais de gestion annuels prélevés par les gérants de ces fonds, qui varient entre 0,1 et 0,2% l'an, les souscripteurs perdront systématiquement de l'argent en 2021. A éviter soigneusement, donc, tout comme les fonds obligataires proposés à l'achat sur les sites Internet de la plupart des établissements bancaires. Les taux de rendement affichés par ces produits réputés sécurisés (ils consistent à acquérir de la dette d'un pays ou d'une entreprise en échange de l'encaissement d'un intérêt trimestriel fixé à l'avance) évoluent aujourd'hui à des niveaux ridiculement faibles : 0,3% dans le meilleur des cas. •

ASSURANCE VIE

Les banques classiques ne font pas le poids face aux offres Internet

Est-il encore nécessaire de présenter l'assurance vie ? Ce placement financier, distribué dans tous les établissements bancaires et souscrit par plus de 45% des ménages français, cumule les atouts : sécurité de l'épargne investie, retrait d'argent possible à tout moment, fiscalité dorée au bout de huit ans, minoration ou exonération totale des droits de succession sur le capital transmis à ses héritiers... Quant à pouvoir piloter son contrat à distance, autrement dit de son fauteuil, c'est hélas une autre affaire. Les services Internet des assurances vie commercialisées par les banquiers traditionnels en sont encore, sauf exception, à leurs balbutiements. C'est ainsi qu'au Crédit mutuel ou à la Société générale, les souscriptions d'un contrat depuis le site de l'établissement ne sont toujours pas autorisées, même si vous êtes déjà détenteur d'un compte courant et d'autres produits d'épargne... A La Banque postale, le dossier d'adhésion peut être reçu par mail, mais il faut le remplir à la main et le renvoyer ensuite par courrier. Modifier en ligne le nom des bénéficiaires désignés en cas de décès ? Formellement interdit au LCL, au Crédit agricole ou chez BNP Paribas. Et si cette

Ouvrir un contrat en ligne au Crédit mutuel ou à la Société générale est impossible

dernière s'est enfin décidée à mettre en ligne une calculette permettant, en cas de sortie d'argent, d'optimiser l'abattement fiscal sur les gains, rien de tel n'est prévu à ce jour chez ses concurrents. Pire, le simple fait de vouloir récupérer une partie de son épargne est encore impossible sur les sites du Crédit agricole, du LCL, du Crédit mutuel ou de La Banque postale. Pour avoir accès à des fonctionnalités Internet avancées et gérer son contrat en toute autonomie, qu'il s'agisse des versements, des retraits ou des arbitrages entre fonds, mieux vaut opter pour un courtier (lire le tableau page 86) ou une banque 100% Internet, comme Boursorama, Fortuneo ou ING. Cela tombe bien, ces établissements spécialisés sont aussi ceux qui affichent les frais les plus doux,

les supports d'investissement (Bourse, immobilier...) les plus diversifiés, le tout avec des rendements nettement plus élevés la plupart du temps. Revue de détail.

RENDEMENT LES CONTRATS VENDUS PAR LES BANQUES TRADITIONNELLES SONT EN QUEUE DE CLASSEMENT

En retard sur la digitalisation de leurs services, les banques à guichets, qui gèrent près de la moitié des encours d'assurance

vie, ne brillent pas non plus sur le plan des performances : sauf exception, le rendement 2020 de leur fonds en euros s'affiche entre 0,65 et 0,85%. Des taux inférieurs d'au moins 30 à 40% à ceux servis par les associations d'épargnants et les mutuelles (MIF, Asac-Fapés, Carac, Gaipare, La France mutualiste...), qui occupent les premières places des palmarès depuis des années, et sont aussi moins bons que ceux des banques opérant exclusivement sur Internet, comme le montre le tableau ci-dessous. Attention : non seulement les fonds en euros rapportent de moins en moins (le rendement moyen devrait tomber sous la barre des 1% en 2021), mais de plus en plus d'établissements en restreignent l'accès, exigeant qu'à chaque versement un minimum d'épargne (de 25 à 50% de la mise) soit placée sur des fonds plus risqués. Raisons pour lesquelles la qualité du fonds en euros ne doit plus être l'unique critère de choix d'un contrat.

SUPPORTS DES CENTAINES DE FONDS PROPOSÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS OPÉRANT UNIQUEMENT SUR INTERNET

Les unités de compte – autrement dit les fonds actions et immobiliers – sont indispensables pour ratisser plus large qu'un fonds en euros (surtout investi en obligations d'Etat) et engranger de plus gros ↗

CINQ CONTRATS D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES PILOTABLES À 100% SUR SON ORDINATEUR

ÉTABLISSEMENT (CONTRAT)	ASSUREUR (NOM DU FONDS EN EUROS)	RENDEMENT 2020 ⁽¹⁾ (SUR 3 ANS)	FRAIS SUR VERSEMENTS (GESTION ANNUELLE) ⁽²⁾	NOMBRE DE FONDS DISPONIBLES ⁽³⁾ (FRAIS D'ARBITRAGE) ⁽⁴⁾	TYPE DE FONDS DISPONIBLES ⁽³⁾	MISE INITIALE (VERSEMENTS SUIVANTS)
BforBank (BforBank Vie)	Spirica (Dolcea vie)	1,35% (5,19%)	0% (0,60%/0,85%)	50 (0%)	Fonds boursiers, SCPI, OPCI	1000 euros (100 euros)
Boursorama (Boursorama Vie)	Generali (Eurossima)	0,90% (3,74%)	0% (0,75%/0,75%)	410 (0%)	Fonds boursiers, SCPI, OPCI, trackers	300 euros (300 euros)
Fortuneo (Fortuneo Vie)	Suravenir (Suravenir Rendement)	1,30% (4,98%)	0% (0,60%/0,75%)	180 (0%)	Fonds boursiers, SCPI, OPCI, trackers	100 euros (100 euros)
ING Direct (ING Direct Vie)	Generali (Eurossima)	0,90% (3,74%)	0% (0,75%/0,85%)	75 (0%)	Fonds boursiers, OPCI	300 euros (300 euros)
Monabanq (Monabanq Vie Premium)	Generali (Eurossima)	0,90% (3,74%)	0% (0,75%/0,80%)	275 (0%)	Fonds boursiers	1000 euros (500 euros)

(1) Rendement du fonds en euros, net de frais de gestion. (2) Sur le fonds en euros/sur les fonds à risque. (3) En plus du fonds en euros sans risque. (4) Frais prélevés lors du transfert d'argent d'un fonds à l'autre.



Une épargne diversifiée au service de la relance

L'avenir se prépare aujourd'hui. Et pour l'anticiper, rien de tel que d'avoir une vision à long terme de son épargne. En privilégiant des solutions de placement bien ancrées dans le concret afin de concourir à maintenir le cap de la relance économique.

Cest dans un contexte marqué par un ralentissement de l'activité économique et par les inquiétudes liées à la pandémie que s'est clôturée l'année 2020. Une période particulièrement incertaine pendant laquelle les Français ont mis de côté une épargne record, évaluée à quelque 85,6 milliards d'euros par la Banque de France⁽¹⁾.

DIVERSIFIER SON ÉPARGNE

Mais cette importante cagnotte a principalement nourri une épargne de précaution, à l'instar du très populaire livret A, dont la rentabilité plancher est fixée à 0,5% depuis le 1^{er} février 2020, les placements à capital garantí n'offrant pas de perspective de rémunération. Mieux vaut dans ces circonstances compléter et diversifier son patrimoine, en visant également des placements à long terme. Adossés à l'économie réelle et moins volatils que les marchés boursiers, ceux-ci offrent moins de disponibilités liquides mais permettent, en contrepartie d'une prise de risque, de faire davantage fructifier son épargne à une échéance de dix ans.

DES PRODUITS CONNECTÉS À L'ÉCONOMIE RÉELLE

Plus risquées, mais potentiellement plus rémunératrices, les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ont déjà fait la preuve de leur résilience avec un rendement moyen attendu entre 4% et 4,5% pour 2020. Une performance que dépassent les produits de la gamme CORUM L'Épargne. CORUM Origin et

CORUM XL ont obtenu 6% et 5,66%⁽²⁾ de rendement en 2020 (pour un TRI de 5,77% sur 5 ans pour CORUM Origin, et un objectif de TRI non garanti de 10% à 10 ans pour CORUM XL⁽³⁾). Placement concret, la SCPI gère divers types d'immeubles et en perçoit les loyers, qui sont reversés régulièrement sous forme de dividende potentiel à chaque épargnant. Les encassements sont restés stables en 2020 grâce à une stratégie de gestion directe des locataires, et une forte diversification géographique et sectorielle qui a permis d'amortir le choc de la crise sanitaire.

UNE FISCALITÉ ATTRACTIVE

Autre solution de diversification, l'assurance vie en unités de compte. C'est ce que propose CORUM Life dans un contrat mixant deux SCPI phares du groupe ainsi que des fonds obligataires de la gamme CORUM L'Épargne. Les fonds obligataires investissent dans des entreprises sélectionnées par une équipe pionnière sur le marché européen. En contrepartie d'un investissement à long terme d'au moins 8 ans qui n'offre pas de garantie en capital, ce produit bénéficie d'une fiscalité avantageuse. De plus, CORUM Life ne préleve aucun frais propres au contrat qui viendraient s'ajouter aux frais liés à chaque fonds. Par ailleurs, est offerte une garantie à 100% du capital investi en cas de décès jusqu'à 65 ans. Plusieurs formules d'investissement sont disponibles au sein du contrat, ainsi que la gestion libre. La formule Équilibre (40% d'immobilier et 60% d'obligataire) a délivré une performance de 5,6% en 2020⁽⁴⁾.



PRÉCAUTIONS AVANT D'INVESTIR

Les produits commercialisés par CORUM L'Épargne sont des investissements de long terme qui n'offrent aucune garantie de rendement ou de performance et présentent un risque de perte en capital et de liquidité. Les revenus ne sont pas garantis et dépendront de l'évolution du marché immobilier et financier et du cours des devises. Les performances passées ne préjettent pas des performances futures.



C'est le nombre d'épargnants qui ont déjà investi dans les produits de la gamme CORUM L'Épargne.



C'est le taux de rendement⁽²⁾ 2020 de la SCPI CORUM Origin (5,66% pour CORUM XL). Les performances passées ne préjettent pas des performances futures.



C'est le montant des investissements générés par le groupe CORUM au 31 décembre 2020.

Votre interlocuteur dédié est disponible au

01 70 82 28 54

du lundi au samedi de 9h à 19h (appel non surtaxé).

Pour plus d'informations :

corum@corum.fr

www.corum.fr

Plus de 400 fonds disponibles sur l'offre de Boursorama !

❶ gains à terme. Le rebond des Bourses qui a suivi le krach de mars 2020 prouve l'intérêt d'y loger une partie de son épargne. Les débutants peuvent se contenter d'une quinzaine de fonds, surtout s'ils sont de bonne qualité. Il en fait plus – au moins une cinquantaine – pour les investisseurs avertis qui veulent jouer la carte de la diversité, notamment au niveau de la localisation des actifs (Europe, Etats-Unis, pays émergents...). Là encore, les établissements 100% Internet se distinguent: 410 fonds sur le contrat de Boursorama, 275 sur celui de Monabanq, 180 sur celui de Fortuneo... De quoi avoir accès aux plus grands gérants boursiers de la planète, comme Fidelity, Lazard Frères, BlackRock, DNCA ou State Street.

FRAIS AVANTAGE AUX BANQUES EN LIGNE, OÙ LA GRATUITÉ EST LA RÈGLE SUR TOUS LES VERSEMENTS

Chaque opération effectuée sur son contrat est l'occasion pour la banque de percevoir des frais. Rien de plus normal,

mais à condition de ne pas exagérer. C'est trop souvent le cas du côté des agences bancaires : les frais sur versements sont rarement inférieurs à 3%, les frais de gestion annuelle peuvent excéder 0,90% et ceux prélevés au titre des arbitrages réalisés (transfert d'argent entre fonds) grimper à 0,50% par opération. Certes, il y a toujours moyen de négocier le montant de ces ponctions, et notamment les frais sur versements (à partir de 10 000 euros de mise), mais le plus simple si l'on veut minimiser le coût de fonctionnement de son contrat est de souscrire l'offre d'une banque en ligne, dont les tarifs sont particulièrement compétitifs compte tenu des faibles coûts salariaux de l'entreprise. Exemple type : le fameux taux zéro appliqué à tous les versements effectués. Restera à vérifier qu'il ne s'agit pas d'un prix d'appel masquant de lourds frais de gestion. Ceux des contrats de notre tableau s'échelonnent entre 0,60 et 0,85% par an selon le support choisi, soit dans la fourchette basse du marché.

3% de frais sur versements, voire plus, chez nombre de banquiers traditionnels

même le transfert des intérêts dégagés par le fonds en euros vers un support plus offensif (option dynamisation). Il y a aussi le rééquilibrage automatique, qui permet de revenir à intervalles réguliers (tous les ans, par exemple) à la répartition des actifs définie à l'origine. Ces options sont disponibles dans tous les établissements ou presque, mais les courtiers et les banques en ligne, à la pointe de la numérisation, sont ceux qui en offrent le plus (exception faite d'ING, qui ne propose aucun service d'arbitrage automatique). Gare toutefois à ne pas en abuser : chaque arbitrage est facturé près de 1% (28 euros chez Fortuneo).

DÉLÉGATION DE GESTION LES ÉTABLISSEMENTS EN LIGNE AFFICHENT LES TARIFS LES PLUS ACCESSIBLES

Les assurés exigeants qui, par manque de temps ou d'intérêt, ne veulent s'occuper de rien, peuvent déléguer la gestion financière de leur contrat. Ce sont alors des sociétés spécialisées qui investissent à leur place sur les marchés, dans le respect du profil de risque – du plus prudent au plus offensif – fixé dans le mandat. Le prix à payer ? Pour les établissements Internet, de loin les moins gourmands, il prend la forme d'une hausse des frais de gestion de 0,10 à 0,30% l'an. Et à l'inverse des banques traditionnelles, qui gèrent alors elles-mêmes le contrat avec les fonds maison, l'organisme mandaté pour cette tâche est une société indépendante, souvent d'envergure internationale (Rothschild, Lazard Frères...). Dernier avantage : leur mandat de gestion peut être souscrit (ou modifié) en ligne.

PHOTO : © HALFPOINT - STOCK.ADOBE.COM

Grâce à la dématérialisation des documents, souscrire un contrat ne prend qu'une quinzaine de minutes.



MODE D'EMPLOI POUR OUVRIR UN CONTRAT EN LIGNE

Souscrire une assurance vie exigeait, il y a encore trois ou quatre ans, d'imprimer le bulletin d'adhésion, de le remplir à la main, puis de l'envoyer par courrier. Aujourd'hui, la plupart des documents de base sont dématérialisés, y compris,

sauf exception, dans les banques à guichets. La souscription peut ainsi s'effectuer en quinze minutes. Une fois le bulletin rempli en ligne, il suffit de transférer au site Internet un scan de sa pièce d'identité, un justificatif de domicile, une autorisation de prélèvement

sur son compte (c'est le client qui décidera à chaque fois du montant à verser), voire un exemplaire de sa signature si l'on choisit de payer le premier versement en chèque. C'est tout. Deux semaines après, l'assuré recevra par la poste son bulletin d'adhésion certifié.

SCPI CLASSIQUES Des offres de qualité sur les nouvelles plateformes spécialisées

On trouve sur le marché deux catégories de SCPI, ces sociétés civiles de placement immobilier. D'un côté les SCPI fiscales, investies en biens d'habitation, et qui permettent d'alléger ses impôts (lire page 57). De l'autre, les SCPI classiques, dites de «rendement», étudiées ici, dont le patrimoine est constitué de locaux d'entreprises (bureaux, boutiques, parkings...) et qui ont pour but de verser des loyers réguliers. Si le rendement moyen de celles-ci approchait 4,40% en 2019, celui de 2020, impacté par la crise sanitaire – les loyers des entreprises en difficulté ont été reportés ou annulés –, s'affiche en repli de 0,4 point, pour pointer à 4%. Comparé aux autres, ce placement reste néanmoins très performant. Mieux: grâce à des courtiers installés sur Internet, il est désormais possible d'y souscrire de manière totalement dématérialisée. Quant à la qualité des produits proposés en ligne, elle est irréprochable, avec des SCPI telles que Corum Origin (6% de rendement en 2020), Immo Placement (5,50%), Epargne Pierre (5,36%) ou Altixia Cadence XII (5,13%). Mais le rendement n'est pas tout. Voici ce qu'il vous faut connaître pour réaliser à coup sûr une bonne affaire, profitable à court terme comme à long terme.

SOUSCRIPTION UN CERTAIN NOMBRE DE COURTIERS INTERNET AUTORISENT L'ACHAT DE PARTS DE SCPI À CRÉDIT

Nul besoin d'être fortuné pour acquérir des parts de SCPI en ligne. Sur les huit plateformes que nous avons répertoriées (lire le tableau ci-dessus), le minimum exigé n'excède pas 1 300 euros, avec un ticket d'entrée moyen situé à 200 euros. Certaines de ces plateformes permettent même d'investir à crédit en ligne, avec un apport personnel limité à 10% et sans aucune obligation de domiciliation bancaire. Vous profitez alors d'un fort effet de levier, sans rien avoir à faire: on vous décroche un prêt entre 1,5 et 2% pour financer l'achat d'un

Par sécurité,
répartissez votre
mise sur au moins
trois SCPI de
nature différente

produit rapportant de 4 à 5%. A noter que, dans la plupart des cas, la souscription ne sera définitive qu'après un appel téléphonique visant à vérifier que l'investissement est adapté au profil du futur client.

RENTABILITÉ MÉFIANCE AVEC LE SECTEUR DES MURS DE BUREAUX, MALMENÉ PAR LA CRISE SANITAIRE

Entre les impayés de loyers et les remises octroyées aux entreprises locataires, rares sont les SCPI qui n'ont pas été impactées par la crise: les taux de rendement se sont effrités de 5 à 10% en 2020, davantage encore pour les produits majoritairement investis en murs de bureaux, comme Accès Valeur Pierre (BNP Paribas), dont la rentabilité est tombée au-dessous de 3,80%. Pas si mal au vu du contexte, mais, avec le développement du télétravail, le redressement n'est pas acquis. C'est pourquoi il est aujourd'hui primordial de diversifier sa mise sur des classes d'actifs autres que l'immobilier de bureau, le mieux étant de sélectionner plusieurs

SCPI (au moins trois), ayant une stratégie d'investissement précise et bien différenciée. A l'image de Pierval Santé, qui investit exclusivement le secteur de la santé (cliniques, pharmacies...), de Primovie, axée sur l'éducation et la dépendance (écoles privées, Ehpad...). Autre cible intéressante: les SCPI européennes, où la fiscalité sur les loyers est avantageuse. C'est le choix qui a été fait par Corum Origin (ses actifs sont répartis sur 13 pays européens) et Neo (investie à 70% sur les métropoles étrangères). Tous ces produits sont disponibles en ligne. Et les résultats sont au rendez-vous, avec des rendements régulièrement supérieurs à 5%.

FRAIS AU-DESSUS DE 15% DES LOYERS PRÉLEVÉS AU TITRE DE LA GESTION, MIEUX VAUT ÉVITER DE SOUSCRIPTRE

Même par Internet, vous n'échapperez pas aux frais des SCPI, qui sont assez élevés. Il y a d'abord ceux prélevés à la souscription, qui varient de 9 à 12% des montants placés (l'équivalent des frais du notaire et de l'agent immobilier pour l'achat d'un bien). Il y a ensuite les frais de

HUIT SOCIÉTÉS INTERNET POUR ACQUÉRIR DES PARTS DE SCPI

ÉTABLISSEMENT (ADRESSE INTERNET)	MONTANT MINIMAL À INVESTIR ⁽¹⁾	NOMBRE DE SCPI PROPOSÉES	VERSEMENT PROGRAMMÉ (MISE MINIMALE)	ACHAT À CRÉDIT EN LIGNE
Corum (Corum.fr)	189 euros	3	Oui (50 euros/mois)	Non
France SCPI (Francescpi.com)	180 euros	67	Oui (50 euros/semaine)	Oui
Grisbee (Grisbee.fr)	1300 euros	7	Non proposé	Non
Linxea (Linxea.com)	257 euros	34	Non proposé	Oui
MeilleureSCPI.com (Meilleurescpi.com)	189 euros	25	Oui (50 euros/mois)	Non
Moniwan (Moniwan.fr)	635 euros	7	Oui (200 euros/mois)	Oui
Primaliance (Primaliance.com)	180 euros	70	Oui (50 euros/mois)	Non
SCPI-8 (Scpi-8.com)	189 euros	17	Oui (50 euros/mois)	Non

(1) Prix de vente de la SCPI la moins chère de la plateforme.

N'hésitez pas à vérifier la qualité des immeubles en les visualisant sur Internet

La gestion, entre 8 et 13% des loyers. Cette retenue constitue le salaire du gérant. S'y ajoutent parfois des ponctions annexes, liées à la tenue des assemblées générales, à la publication du rapport annuel ou à des provisions pour travaux... Au total, le montant des frais de gestion peut atteindre 15%. Passé ce seuil, mieux vaut passer son chemin, l'efficacité du gérant devant être sérieusement mise en cause.

TAUX D'OCCUPATION LA SITUATION PEUT VITE DEVENIR PROBLÉMATIQUE S'IL DESCEND AU-DESSOUS DE 85%

Elément fondamental, le taux d'occupation des locaux donne une image fidèle de la vacance du parc immobilier. Plus le taux est dégradé, moins les revenus versés sont élevés. S'il tombe au-dessous de 85%, il y a un vrai problème, sauf si la vacance est due au départ prévu d'un gros locataire ou à des travaux rendant l'immeuble impropre à la location. Auxquels cas il peut s'agir de difficultés provisoires. Le pire, c'est quand la SCPI ne parvient pas à trouver de locataires depuis cinq ou six mois, du fait d'un mauvais emplacement ou d'un loyer trop élevé. Les souscripteurs doivent alors se poser des questions sur l'avenir de leur placement. Et éventuellement penser à revendre.

RÉSERVE ELLE PERMET DE DOPER LE RENDEMENT EN CAS DE CRISE, COMME CELLE QUE L'ON SUBIT ACTUELLEMENT

Le «report à nouveau» est la partie du bénéfice non distribuée aux souscripteurs. Cette réserve peut être utilisée pour faire face aux aléas conjoncturels, comme en ce moment, la récession économique conduisant certains locataires fragilisés à ne pas régler leur loyer. Un report à nouveau important est donc le signe d'une politique prudente. Plus il est élevé, plus les loyers à venir sont sécurisés. Toutefois, si piocher dans les réserves engrangées durant les périodes de vaches grasses n'a rien de répréhensible, l'écart entre le re-

Rendement, frais, localisation... Chaque SCPI est accompagnée d'une notice informative complète.



AIDE À LA SÉLECTION : LES PLATEFORMES LIVRENT TOUS LES CHIFFRES CLÉS

Frais de souscription et de gestion, historique des prix des parts et des rendements, nombre d'immeubles, surface gérée, nombre de locataires, répartition sectorielle (bureaux, commerces...) et géographique (Paris, régions, étranger...), taux d'occupation... Sans oublier les bulletins trimestriels et les rapports annuels. Toutes les informations utiles sont disponibles sur les plateformes Internet listées dans notre tableau, pour chacune des SCPI proposées. De quoi les comparer et faire son choix à tête reposée. Grâce à la signature électronique, la souscription se fait ensuite en dix minutes.

Le «report à nouveau» est la partie du bénéfice non distribuée aux souscripteurs. Cette réserve peut être utilisée pour faire face aux aléas conjoncturels, comme en ce moment, la récession économique conduisant certains locataires fragilisés à ne pas régler leur loyer. Un report à nouveau important est donc le signe d'une politique prudente. Plus il est élevé, plus les loyers à venir sont sécurisés. Toutefois, si piocher dans les réserves engrangées durant les périodes de vaches grasses n'a rien de répréhensible, l'écart entre le re-

PARC IMMOBILIER AUCUN BÂTIMENT NE DOIT REPRÉSENTER PLUS DE 5% DE LA SURFACE TOTALE GÉRÉE PAR LA SCPI

Crise ou pas, la santé d'une SCPI tient en grande partie à la qualité de ses actifs. Un

nombre trop élevé d'immeubles vieillissants ou excentrés, donc difficiles à louer, peut faire peser un risque de baisse des revenus. Certes, il est pratiquement impossible de se livrer à une étude exhaustive du patrimoine d'une SCPI. Il est toutefois possible d'en avoir un bon aperçu en repérant les immeubles qui pèsent lourd dans le compte de résultat (ceux totalisant le plus de mètres carrés) et en les visualisant ensuite sur Internet. Vérifiez aussi qu'aucune ligne ne représente plus de 5% de la surface gérée par la SCPI, seuil au-delà duquel la mutualisation des risques n'est plus correctement assurée.

IMPÔTS COMME POUR L'IMMOBILIER EN DIRECT, LES LOYERS PERÇUS PAR LE SOUSCRIPTEUR SONT FISCALISÉS

Attention, les SCPI versent des loyers bruts : le souscripteur est ensuite taxé sur les recettes perçues, comme pour l'immobilier physique. L'achat de parts est aussi soumis aux droits d'enregistrement, inclus dans le prix d'émission. Sur le marché secondaire (celui de la revente), ils sont dus en plus, l'acheteur devant payer 5% de taxe. Quant à la revente, elle relève du régime des plus-values immobilières : l'impôt, fixé au départ à 36,2% (19% de taxe et 17,2% de prélèvements sociaux), bénéficie d'abattements annuels qui varient en fonction de la durée de détention des parts, aboutissant à une exonération totale de la taxe à 19% au bout de 22 ans, et des 17,2% de prélèvements sociaux au bout de 30 ans. •

PHOTO : © SCANBAIL - STOCKADORE.COM

Lexique

Obligations Ce sont des titres de créance émis par un Etat ou une entreprise pour financer ses dépenses en empruntant sur les marchés financiers. Ces emprunts sont considérés comme sûrs lorsqu'ils sont émis par un Etat, car la probabilité de voir celui-ci faire faillite reste marginale. En France, les obligations d'Etat les plus connues sont les OAT (obligations assimilables du Trésor), dont la durée de vie se situe le plus souvent entre cinq et vingt ans. Ce sont elles qui servent de supports aux fonds en euros des contrats d'assurance vie. Aussi solides soient-elles, elles rapportent de moins en moins, d'où la baisse de rendement affichée par ces fonds depuis une dizaine d'années.

Pierre-papier Expression couramment utilisée pour désigner les parts de SCPI, d'OPCI ou de SCI. Cette image renvoie au fait que l'investisseur détient de l'immobilier sous forme de parts (autrefois matérialisées par du papier), et non pas de l'immobilier en dur (la pierre). Avec la pierre-papier, l'épargnant place son argent dans une société de gestion spécialisée qui investit dans des immeubles locatifs, soit d'habitation, soit appartenant au secteur tertiaire (entreprises, commerces, bâtiments industriels...). Après déduction des frais de fonctionnement (taxes, assurances, travaux d'entretien, rémunération du gérant...), les loyers perçus sont redistribués aux investisseurs, au prorata des parts détenues.

Rélevements sociaux Regroupement de plusieurs cotisations, chacune étant affectée d'un taux spécifique. Le total s'élève à 17,2% depuis le 1er janvier 2018 (il n'était que de 15,5% auparavant).

Soit, dans le détail : 9,90% pour la contribution sociale généralisée (CSG), 0,50% pour la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), 4,5% pour le prélèvement social, 2% pour le prélèvement de solidarité, 0,30% pour les contributions additionnelles au prélèvement social. Sont assujetties à ces cotisations sociales toutes les personnes fiscalement domiciliées en France. Elles s'appliquent même si l'on n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu.

Taux du Livret A Ce taux est établi à 0,50% depuis le 1er février 2020 (contre 0,75% auparavant). C'est son plus bas niveau historique. Ce produit d'épargne est totalement exonéré d'impôts et de prélèvement sociaux. Avec une inflation égale à 0,20% pour l'année 2020, sa rémunération est pour l'instant encore positive, mais pourrait devenir négative courant 2021 si le taux d'inflation venait à repasser

au-dessus de 0,50%, une hypothèse que les experts n'excluent pas. Le taux du Livret A est révisable deux fois par an, au 1er février et au 1er août. Plusieurs méthodes de calcul ont été définies au fil des années. La dernière a imposé un taux de rémunération minimal de 0,50% l'an, soit le taux actuellement en vigueur.

Unités de compte C'est le terme qui désigne les compartiments d'investissements autres que le fonds en euros sans risque dans un contrat d'assurance vie. Une unité de compte (UC) est donc une fraction de fonds financiers, lesquels sont généralement composés d'actions d'entreprises cotées, d'obligations d'Etat ou du secteur privé... Les banques en ligne en proposent souvent plusieurs centaines. En misant sur ce type de supports, le souscripteur peut espérer une plus-value conséquente, mais en contrepartie, il prend à sa charge le risque de perte en capital.



Les assurances vie des banques en ligne offrent souvent le choix entre plusieurs centaines d'unités de compte, autrement dit des fonds investis en actions et en obligations de tous pays.

SPÉCULATION

PAGES 48 À 50

Empocher des plus-values, et même de très importantes, on peut y parvenir en spéculant avec méthode et application sur les marchés boursiers, les devises ou les matières premières, comme l'or et le pétrole. Mais pour réduire les frais de transaction, qui peuvent vite s'envoler quand on est très actif, il est conseillé de choisir un intermédiaire en ligne ultraspécialisé, tel DeGiro ou Bourse Direct. Si, par manque de temps, vous préférez investir à travers des fonds, votre banque ne vous fera pas bénéficier des tarifs les plus bas ni des produits les plus performants. Orientez-vous donc plutôt vers un courtier Internet, comme Boursorama, BforBank ou Saxo Banque, il y a gros à gagner. Quant au trading, c'est-à-dire la spéculation à court terme, attention : on y perd des plumes durant de longs mois avant d'encaisser quelques gains...

20 cts

DE FRAIS DE TRANSACTION
SONT PRÉLEVÉS PAR
LE COURTIER EN LIGNE
DEGIRO POUR UN ORDRE
D'ACHAT OU DE VENTE
D'ACTIONS DE 500 EUROS

3,5%

DE FRAIS DE SOUSCRIPTION
SONT À PAYER EN MOYENNE
DANS UNE BANQUE
À GUICHETS POUR L'ACHAT
DE FONDS INVESTIS
EN ACTIONS

1 an

MINIMUM EST REQUIS
POUR APPRENDRE
LE TRADING ET ESPÉRER
GAGNER DE L'ARGENT
DE MANIÈRE RÉGULIÈRE
AVEC CETTE ACTIVITÉ

PHOTO : © DARIO - STOCKADORE.COM

100.00	-12.00
100.75	+12.75
100.9	+268.40
1024.73	+42.40
1024.55	+4.41
1040.26	+4.41
1044.28	+8.27
108.91	-2.85
110.30	-11.00
114.30	-

COMPARATIF DES TROIS MEILLEURS COURTIERS INTERNET POUR L'ACHAT D'ACTIONS FRANÇAISES

COURTIER (ADRESSE INTERNET)	FRAIS DE COURTAGE À PAYER POUR UN ORDRE DE BOURSE DE...				
	500 €	1 000 €	3 000 €	5 000 €	10 000 €
Bourse Direct (Boursedirect.fr)	0,99 €	1,90 €	3,80 €	4,50 €	9 €
Degiro (Degiro.fr)	0,20 €	0,40 €	1,20 €	2 €	4 €
Saxo Banque (Home.saxo/fr)	2,50 €	2,50 €	5 €	5 €	10 €

Beaucoup moins gourmands en frais de courtage que les établissements classiques, y compris les banques en ligne comme Boursorama ou Fortuneo, les courtiers spécialisés en investissement boursier affichent des tarifs ridiculement bas, notamment pour

les petits ordres d'achat et de vente (entre 500 et 1000 euros). Mention spéciale à Degiro, deux à trois fois moins cher que ses principaux concurrents Bourse Direct et Saxo Banque (qui a absorbé le courtier Binck en 2019). Mais c'est le seul à ne pas encore proposer de PEA aux clients.

ACTIONS Les tarifs pratiqués par les spécialistes du courtage sont imbattables

Spéculer en Bourse exige d'ouvrir un compte-titres auprès d'un intermédiaire, étape préalable à la transmission des ordres via son site Internet. Les frais prélevés à cette occasion par les banques classiques (BNP Paribas, LCL...) tendent à baisser depuis cinq ans, et surtout depuis juillet 2020, date d'entrée en vigueur d'une loi plafonnant les frais de courtage des PEA (plan d'épargne en actions, lire page 58). Mais si vous boursicotez activement, mieux vaut passer par un courtier spécialisé, encore quatre à cinq fois moins cher. Ces établissements ayant chacun leur propre politique tarifaire, il n'est pas aisé de choisir. Notre tableau comparatif vous y aidera. Mais gare, tout peut arriver en Bourse, comme l'ont prouvé le krach de 2020 et le vif rebond qui a suivi. Raison pour laquelle il faut élaborer une stratégie précise si l'on veut gagner de l'argent sur la durée et y consacrer trois ou quatre heures par semaine pour la mettre en œuvre. Si cela vous paraît compliqué, optez pour une méthode d'investissement moins exigeante, en passant par des fonds (lire page 49). Mais si cela vous convient, voici les notions à connaître avant de vous lancer.

SÉLECTION AU-DELÀ DE 10 OU 15 TITRES, LA GESTION DE VOTRE PORTEFEUILLE DEVIENDRA DIFFICILE

La règle d'or, en Bourse, est de diversifier son panier. Jouer en 2021 le redressement post-Covid des secteurs automobile

(Renault) et aérien (Airbus), c'est bien, mais ajoutez-y de la pharmacie, des cosmétiques et de la construction, avec des titres porteurs comme Sanofi, L'Oréal et Vinci. On complétera ces lignes par de petites valeurs à fort potentiel, telles que Albioma (énergies vertes) ou Generix Group (logiciels). Gare toutefois à ne pas vous épargiller: le nombre optimal de valeurs varie entre 10 et 15. Au-delà, vous auriez quelques soucis de gestion.

PLUS-VALUES FIXEZ UN SEUIL DE VALORISATION DE VOS ACTIONS À PARTIR DUQUEL VOUS LES CÉDEREZ

Acheter un titre au bon moment ne suffit pas, encore faut-il le vendre à temps pour prendre ses bénéfices. Si vous n'êtes pas familiarisé avec les mécanismes boursiers, imposez-vous un plafond de gains, par exemple +20 ou +25%, au-delà duquel vous cédez systématiquement vos actions. Mais vendre à temps, c'est aussi lâcher prise quand s'amorce une baisse. Là, il ne s'agit plus de s'assurer un gain, mais de limiter les dégâts en passant un ordre de vente «à seuil de déclenchement», lequel sera exécuté à partir du niveau de repli du titre que vous aurez déterminé, par exemple -5 ou -10% de son prix d'achat.

INTRODUCTIONS LES GAINS NE SONT JAMAIS GARANTIS, EN PARTICULIER AVEC LES SOCIÉTÉS TECHNOLOGIQUES

Méfiance avec les introductions en Bourse: la plupart visent aujourd'hui des

sociétés high-tech, donc à haut risque. C'est le cas d'Alchimie (Internet), Munic (informatique) ou Boostheat (chaudières éco-énergétiques), lancées il y a quelques mois et dont les cours ont, entre-temps, chuté de 15 à 70%. Même incertitude avec les entreprises susceptibles de fusionner ou d'être absorbées par une autre – on parle d'OPA, c'est-à-dire d'offre publique d'achat –, comme le sont peut-être l'opticien GrandVision ou la Société générale. Elles permettent en théorie aux actionnaires d'empocher au passage une jolie plus-value (20 à 30%), mais l'opération peut être reportée de plusieurs années ou ne jamais avoir lieu.

VALEURS ÉTRANGÈRES LES TITRES HORS ZONE EUROPE NE PEUVENT PAS ÊTRE LOGÉS À L'INTÉRIEUR D'UN PEA

Certes, les plus-values et dividendes d'actions encaissés au sein d'un PEA sont exonérés d'impôts après cinq ans. En ouvrant, en plus, un PEA-PME, c'est une somme totale de 225 000 euros que vous pouvez investir en franchise fiscale. Et le double pour un couple marié ou pacé. Attention, seules les actions de la zone Europe sont éligibles à ces deux enveloppes. Pour diversifier votre mise sur d'autres pays étrangers, ce qui est vivement recommandé, il faudra soit ouvrir un compte-titres simple et accepter d'être imposé sur les gains, soit investir sur des fonds étrangers éligibles au PEA ou détenus à travers un contrat d'assurance vie multisupport (lire nos conseils page 58).•

FONDS L'offre des banques classiques est rarement brillante, ou trop chargée en frais

Si gérer ses actions en direct exige du temps, ce n'est pas le cas des fonds, eux aussi accessibles sur le site de tout établissement financier, et dont la gestion est assurée par un professionnel. Encore faut-il savoir choisir les bons produits parmi les milliers existants, et miser sur les secteurs et les pays les plus prometteurs de l'après-crise. Notre analyse du marché vous aidera à faire les bons choix. Mais si cette tâche vous rebute, vous pouvez signer un mandat de gestion auprès d'un gérant en ligne, qui, en prime, vous fera profiter de la fiscalité avantageuse de l'assurance vie.

INTERMÉDIAIRE PASSEZ PAR UN COURTIER SI LA GAMME DE FONDS DE VOTRE BANQUE N'EST PAS ATTRACTIVE

Les fonds vendus par votre banque vous semblent peu performants ? Logique, la gestion boursière n'est pour elle qu'une activité parmi d'autres. Les fonds des sociétés exclusivement tournées vers ce métier (Comgest, J.P. Morgan, State Street...) sont nettement plus brillants. Vous pouvez les acheter par l'intermédiaire de votre banquier, mais en plus des frais d'entrée (de 2 à 5%), il vous fera souvent payer une commission fixe de 20 à 30 euros. Dans ce cas, vous gagnerez gros à passer par un établissement en ligne, comme Boursorama, BforBank ou Bourse Direct, qui proposent des centaines de fonds de grande qualité sans frais d'entrée à payer.

SECTEUR NE MISEZ PAS TOUT SUR LA FRANCE, D'AUTRES PAYS OFFRIRONT DE MEILLEURES OPPORTUNITÉS EN 2021

Il peut être rassurant d'investir uniquement dans des fonds d'actions françaises. Mais viser l'international est plus profitable : il y a longtemps que notre taux de croissance est inférieur à celui des autres grands pays, et cela sera encore le cas en 2021. Si vous êtes débutant, contentez-vous d'acheter un seul fonds performant, investi sur toute la planète, comme Comgest Monde (Comgest) ou Echiquier World Equity (La Financière de l'Echiquier). Quand vous serez initié, vous

TROIS ASSURANCES VIE EN LIGNE POUR GÉRER SON PORTEFEUILLE À PETIT PRIX ET DE MANIÈRE AUTOMATISÉE

ÉTABLISSEMENT (ADRESSE INTERNET)	MISE MINIMALE	FRAIS DE GESTION ANNUELS ⁽¹⁾	SUPPORTS DE GESTION	PERFORMANCE 2020 DU PROFIL (SUR TROIS ANS)	
				DYNAMIQUE ⁽²⁾	OFFENSIF ⁽³⁾
Birdee (Birdee.co/fr)	1000 euros	1%	50 trackers	-6,40% (+9,60%) ⁽⁴⁾	Sans objet ⁽⁵⁾
Nalo (Nalo.fr)	1000 euros	de 1,40 à 1,65% ⁽⁶⁾	33 trackers	+20,45% (+45,41%)	+24,61% (+55,63%)
Yomoni (Yomoni.fr)	1000 euros	1,60%	100 trackers	+7,10% (+14,13%)	+7,60% (+18,56%)

(1) Comprant la rémunération du gestionnaire et celle de l'assureur. (2) Au moins 70% de supports en actions.

(3) Jusqu'à 100% de supports en actions. (4) Le contrat d'assurance vie n'ayant été créé qu'en 2019, les performances sont établies sur deux ans. (5) Pas de profil «offensif». (6) 1,40% sur le profil «dynamique», et 1,65% sur le profil «offensif».

C'est le pari des nouveaux courtiers en ligne : gérer votre argent via un portefeuille de fonds dont la gestion est définie par un ordinateur. Le tout étant inséré dans une assurance vie afin de réduire les taxes. Les frais semblent parfois élevés, mais les supports d'investissement étant des trackers, qui coûtent moins de 0,5% en frais annuels (2% pour des fonds classiques), le prix réel du service est faible. Et malgré le krach de 2020, les bilans sur deux ou trois ans sont probants, notamment pour les profils «dynamique» et «offensif», très investis en Bourse.

pourrez répartir vos billes sur plusieurs fonds, axés sur des zones géographiques distinctes, en privilégiant les Etats-Unis et l'Asie, dont l'économie repartira plus rapidement qu'ailleurs. Rien ne vous empêche ensuite de placer entre 15 et 20% de votre épargne sur des fonds plus spéculatifs, investis sur les pays émergents ou sur les technologies, avec des produits tels que BSF Emerging Markets (BlackRock) ou JPM US Technology (J.P. Morgan).

MÉTHODE PRIVILÉGIEZ UN RYTHME DE VERSEMENTS MENSUELS AFIN DE LISSEZ LES FLUCTUATIONS DU MARCHÉ

S'aventurer en Bourse juste avant la chute des cours, cela arrive à nombre de débutants, et risque de les dégoûter pour toujours. Mais il existe une parade : au lieu

d'investir d'un coup, faites des versements mensuels (de 100 ou 200 euros si vous avez peu d'économies). Ce système, de plus en plus automatisé chez les courtiers et les banques en ligne, est souvent payant, car quand les cours montent, les parts acquises se valorisent, et lorsqu'ils baissent, vous achetez à petit prix. La seule condition pour maximiser vos gains est d'investir durant au moins six ou huit ans, de quoi équilibrer les variations.

MANDAT VOUS POUVEZ DÉLÉGUEZ LA GESTION DE VOTRE PORTEFEUILLE À DES EXPERTS, POUR UN PRIX MODIQUE

C'est, depuis deux ou trois ans, la formule préférée de ceux qui ne veulent pas gérer leur argent : confier le pilotage de leurs fonds à un gérant professionnel. Souvent proposée par les assurances vie en ligne (lire page 40), cette gestion sous mandat n'est pas réservée aux épargnantes fortunées : 1 000 euros suffisent pour y accéder, voire moins, comme chez les courtiers Altaprofits, Placement-direct.fr ou Assurancevie.com. Ce mandat vous coûtera autour de 0,20% de frais de gestion en plus. Pas très cher, donc. Mais la moins coûteuse des solutions est issue de contrats 100% Internet d'un nouveau genre, qui s'appuient non pas sur le flair d'un gérant mais sur l'informatique et les statistiques, pour gérer l'exposition au risque boursier. Avec des résultats souvent bluffants (lire notre tableau). •

TRADING

De longs mois d'entraînement sont requis pour espérer gagner de l'argent

Un ordinateur, un accès Internet, et 1 000 euros d'économies. Voilà le strict nécessaire pour débuter dans le trading, autrement dit la spéculation sur les actions, l'or, les monnaies... Mais avant d'espérer gagner de l'argent de manière régulière, il faudra se familiariser avec les graphiques permettant d'anticiper l'évolution des cours. Un apprentissage qui durera entre un et deux ans, selon le temps qu'on est prêt à y consacrer chaque semaine.

INITIATION AFIN D'ACQUÉRIR TOUS LES AUTOMATISMES, EXERCÉZ-VOUS SUR UN COMPTE DE DÉMONSTRATION

On ne devient pas trader en une semaine. Maîtriser les logiciels graphiques dédiés à cette activité (les deux plus connus sont MetaTrader 4 et ProRealTime) exige déjà un mois. Il faut ensuite s'entraîner sur un compte de démonstration durant six mois afin d'acquérir les automatismes : acheter ou vendre ? Viser 5 ou 20% de gains ? Les réponses dépendront de vos capacités à établir le bon scénario. Il faut donc beaucoup s'entraîner. Les experts considèrent qu'il faut au minimum douze

mois d'initiation avant d'être au point et engranger des gains. Pour gagner du temps, des formations peuvent être utiles, comme celles de DMTTrading.fr, ICT Finance, Doctrading ou Patrick Riguet : pour 500 euros, vous aurez un accès à vie à leur site, aux vidéos explicatives ainsi qu'à leurs analyses des marchés.

SUPPORTS D'INVESTISSEMENT IL Y EN A DES CENTAINES, QU'ON PEUT JOUER À LA HAUSSE OU À LA BAISSE

Actions, indices boursiers ou axés sur les matières premières (or, pétrole...), cryptomonnaies (bitcoin, ripple...), des centaines de produits sont accessibles. Il est toutefois conseillé de miser sur les plus volatils, dont les cours font du yo-yo, à la hausse ou à la baisse (on peut jouer dans les deux sens). Du côté des indices boursiers, le DAX allemand est ainsi très attractif (il est souvent préféré au CAC 40, moins réactif). Avec les actions, c'est plus délicat : pour viser des gains rapides, il faut repérer celles dont le cours est sans direction claire depuis quelques jours, puis attendre un violent départ haussier ou baissier. Reste que les écarts sont

souvent assez faibles (1 à 2% par jour). C'est pourquoi beaucoup de traders préfèrent le marché des devises (le Forex), où l'on mise par exemple sur l'évolution de l'euro vis-à-vis du dollar américain ou du yen japonais : les décalages de cours sont plus explosifs, mais les tendances plus courtes, ce qui oblige à surveiller sa position comme le lait sur le feu.

DEGRÉ DE RISQUE LA PRUDENCE RECOMMANDÉE DE NE PAS MISER PLUS DE 2% DE VOTRE CAPITAL PAR TRADE

Préserver son capital est la règle d'or en trading. Le seul moyen d'y parvenir est de limiter l'exposition de son compte : imitez donc les traders professionnels, qui ne risquent jamais plus de 1 à 2% de leur capital par ordre, ce qui leur permet de supporter de 50 à 100 pertes d'affilée sans viser leur compte. Une autre astuce utilisée par beaucoup de pros, dont il faut aussi s'inspirer, consiste à jouer sur le moyen terme, c'est-à-dire avec des objectifs de plus-values à la semaine ou à la quinzaine, voire au mois, plutôt que multiplier les ordres d'achat-vente dans la même journée. Vous serez moins stressé et aurez moins de frais de courtage à payer.

COURTIER SÉLECTIONNEZ-EN UN AVANT REÇU L'AGRÉMENT D'EXERCER ET QUI S'EST INSTALLÉ EN FRANCE

B2trades.com, Kracoin.fr, Rush-fx.com... Selon l'Autorité des marchés financiers, qui en publie régulièrement la liste sur son site Internet (Amf-france.org), plus de 150 courtiers douteux, autrement dit sans agrément légal, auraient été en activité courant 2020, notamment sur le marché des devises. Gare à la casse ! On ne compte plus le nombre de clients floués, dont la mise exigée (de 1 000 à 5 000 euros) n'a jamais pu être récupérée. Etant localisés dans des paradis fiscaux déréglementés, type Bahamas, il est en outre inutile de porter plainte : cela n'aboutira pas. Pour éviter les ennuis, optez donc toujours pour un courtier agréé et installé en France, comme IG Markets, FXCM, XTB, Saxo Banque ou Admiral Markets. •

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES À SURVEILLER

INDICATEUR	DÉFINITION	PÉRIODICITÉ
Produit intérieur brut (PIB)	Mesure le taux de croissance économique d'un pays	Trimestrielle
Taux d'intérêt directeurs	Taux auxquels les Banques centrales octroient leurs prêts	Mensuelle
Prix à la consommation	Indique l'évolution du coût de la vie dans un pays	Mensuelle
Taux de chômage	Pourcentage de personnes sans emploi dans la population active	Mensuelle
Climat économique	Perspectives économiques des six prochains mois	Mensuelle

Tout trader qui se respecte doit suivre l'évolution des grands indicateurs économiques, tels que le produit intérieur brut, les prix à la consommation ou le taux

de chômage. En permettant d'estimer la santé financière d'un pays ou d'un secteur d'activité, ces indicateurs sont d'une aide précieuse pour savoir s'il faut plutôt être acheteur

ou vendeur d'une action ou d'une devise. Ils sont publiés et détaillés sur les calendriers économiques de sites Internet tels Fr.investing.com ou Dailyfx.com.



.....VOUS PAYEZ ENCORE.....
...DES FRAIS DE COURTAGE ?...
.....CHANGEZ POUR IG.....

Turbo24

Le trading avec zéro frais de courtage.
C'est le jour et la nuit.

UN MONDE D'OPPORTUNITÉS
INVESTISSEZ AVEC **IG**

► TESTEZ NOS TURBOS SUR [IG.COM](https://ig.com)

Les turbos warrants sont des instruments financiers complexes présentant un risque de perte en capital. Les pertes peuvent être extrêmement rapides.



Téléchargez
l'app IG

DÉFISCALISATION

PAGES 54 À 59

Exception faite des offres de placements réglementés par l'Etat, comme le Livret A (qui ne rapporte presque plus rien), tous les produits bancaires sont écrasés d'impôts. Pour adoucir la note, ce que cherche à faire tout épargnant raisonnable, il faut donc sortir des sentiers battus et utiliser les multiples possibilités d'abattements et d'exonérations issues de la législation. Les pages qui suivent vous y aideront, qu'il s'agisse de miser sur la Bourse, d'entrer au capital d'une PME, d'acheter des parts de fonds investis dans l'innovation technologique ou dans l'immobilier d'habitation. Une fois de plus, Internet vous facilitera la tâche : tous les produits sélectionnés sont accessibles en ligne, à travers les sociétés de gestion, les plateformes spécialisées ou les courtiers réputés. Prudence tout de même : plus l'avantage fiscal est important, plus il y a de risques !

100€

MISE GÉNÉRALEMENT
REQUISE POUR INVESTIR
EN LIGNE DANS DES PME
EN QUÊTE D'ARGENT ET
OBTENIR UNE RÉDUCTION
D'IMPÔTS DE 25%

5 ans

DÉLAI MINIMAL DE
DETENTION DES PARTS
DE FCPI OU DE FIP POUR
CONSERVER L'AVANTAGE
FISCAL OCTROYÉ
À LA SOUSCRIPTION

0%

AUCUN IMPÔT À PAYER
AU BOUT DE CINQ ANS SUR
L'ENSEMBLE DES GAINS
BOURSIERS (PLUS-VALUES
ET DIVIDENDES) RÉALISÉS
AU SEIN D'UN PEA

PHOTO : © RUMOSTUDIO/FOTO LIDA - STOCKADDO.COM





DÉCLARATION PRÉREMPLIE SIMPLIFIÉE REVENUS

Pour vous renseigner, un numéro
ou encore, une adresse internet
ou bien, adressez-vous au
Déclarez en ligne ou signez votre déclaration
et renvoyez-la à cette adresse



Date limite de dépôt
Internet **23 juin**
Papier **30 mai**

'JR DÉCLARER SUR IMPOTS. DV.FR

N° FISCAL DE VOTRE CONJoint

N° DECLARANT
344

À VOTRE DERNIER AVIS D'IMPÔT SUR LE RE

votre adresse au 1^{er} jo

1 et la date du déménagement:

CODE POSTAL

RÉSIDENCE

TAIRE HÉBERGEMENT GRATUIT

NOM DU PROPRIÉTAIRE

Adresse actuelle en cours de déménagement:

CODE POSTAL

RÉSIDENCE

GRATUIT NOM DU PROPRIÉTAIRE

NOM DU PROPRIÉTAIRE

VOTRE ÉTAT C

Nom

Corrigez si besoin

Nom de naissance

Prénoms

VOUS

pour un couple à domicile

ou un couple marié/pacé) avez

remplis pas les conditions

emises pour un ascendant de p

directement pour la première

(charge) avez la c

SIPVILLE
SAID SEINE
23 AV GEOR
9265 NANT

eco' pli

CLEME
CEDEX

MEUSE C

M BAT

APPT 2

42
92

EDWARD
NANT

VOTRE ADRESSE

en cas de déménagement

1 et la date du déménagement:

CODE POSTAL

RÉSIDENCE

TAIRE HÉBERGEMENT GRATUIT

NOM DU PROPRIÉTAIRE

Adresse actuelle en cours de déménagement:

CODE POSTAL

RÉSIDENCE

GRATUIT NOM DU PROPRIÉTAIRE

NOM DU PROPRIÉTAIRE

VOTRE ÉTAT C

aire en écrivant si

ENTRER AU CAPITAL D'UNE PME

Un jeu d'enfants grâce aux sites de mise en relation

Acheter en direct des parts de capital d'une PME non cotée, c'est un moyen de lui fournir l'argent frais dont elle a besoin et, en retour, d'être associé à son développement. Grâce à des plateformes Internet de mise en relation, ce type d'investissement, au potentiel de gains énorme, est devenu un jeu d'enfant. Mais le risque de perte est élevé, nombre de ces jeunes entreprises étant vouées à la faillite... D'où la grosse carotte fiscale octroyée par l'Etat.

RÉMUNÉRATION DES SITES ENTRE 3 ET 7 % DE FRAIS À L'ENTRÉE, PLUS UN POURCENTAGE DES GAINS RÉALISÉS

Le nombre de plateformes (dites de « financement participatif ») a explosé depuis cinq ans : on en compte aujourd'hui près d'une trentaine. Toutes fonctionnent de la même manière : elles sélectionnent les PME en quête d'argent, puis affichent en ligne leurs caractéristiques (projet, équipe, utilité des fonds, étapes du développement...). Le particulier intéressé n'a plus qu'à cliquer et signer électroniquement son acquisition de parts pour

devenir actionnaire. Pour se rémunérer, les plateformes prélevent des frais d'entrée (3 à 7 %) et, le plus souvent, entre 8 et 12 % des plus-values réalisées à la sortie (vente à un concurrent, rachat par les dirigeants, entrée en Bourse...).

ACCÉSIBILITÉ LA MISE MINIMALE EXIGÉE DE L'INVESTISSEUR DÉPASSE RAREMENT LE SEUIL DE 500 EUROS

L'investissement direct dans les PME n'est plus réservé aux gérants de fonds spécialisés, capables de mettre 50 000 ou 100 000 euros d'un coup et de prendre possession de 20 à 30 % du capital d'une start-up. Le ticket d'entrée des plateformes en ligne débute ainsi à 100 euros, et dépasse rarement 500 euros. Un montant qui permet aux épargnants non fortunés de se lancer dans l'aventure du capitalisme et d'investir à leur rythme dans

les jeunes entreprises qui ont été présélectionnées (il y en a deux ou trois par mois pour les sites les plus actifs, à l'image de ceux de notre tableau de sélection).

RISQUE POUR LE RÉDUIRE, IL EST CONSEILLÉ DE SOUSCRIRE AU CAPITAL D'AU MOINS UNE DIZAINE DE PME

Le taux moyen de rentabilité du placement PME approche 10 % l'an à long terme (dix ans), ce qui en fait la forme d'épargne la plus rentable. Mais c'est aussi l'une des plus risquées. Le succès est en effet loin d'être garanti : statistiquement, seul un tiers de ces PME va permettre de gagner le gros lot, un deuxième tiers affichera un résultat proche de zéro, et le troisième tiers mettra la clé sous la porte, auquel cas toute la mise sera perdue ! Mieux vaut donc investir dans plusieurs entreprises (au moins dix) et viser des domaines d'activité très différents (énergie verte, laboratoire médical...).

AVANTAGE FISCAL LA RÉDUCTION D'IMPÔTS OCTROYÉE EST LIMITÉE À 10000 EUROS PAR AN ET PAR FOYER

À condition de conserver les parts pendant au moins cinq ans, vous obtiendrez une réduction d'impôts sur le revenu égale à 25 % de votre mise (sous réserve de l'accord de la Commission européenne, qui devrait intervenir dans les premiers mois de 2021, sinon le taux de réduction retombera à 18 %). Cet avantage fiscal est retenu dans la limite de 50 000 euros d'investissement pour un célibataire et de 100 000 euros pour un couple marié ou pacsé, mais intègre aussi le plafond annuel des niches fiscales de 10 000 euros, qui ne peut être ni dépassé, ni reporté. Lors de la vente de vos parts, la plus-value sera soumise, au choix, soit au prélèvement forfaitaire de 30 %, soit au barème de l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux à 17,2 %. Notez qu'il est possible de loger les parts dans un PEA ou un PEA-PME (lire page 58). Vous serez alors exonérés de toute taxe sur la plus-value, mais n'avez droit à aucune réduction d'impôts. •

CINQ PLATEFORMES INTERNET POUR INVESTIR DANS DES PETITES ENTREPRISES PROMETTEUSES ET ALLÉGER VOS IMPÔTS



PLATEFORME (DATE DE CRÉATION)	MISE MINIMALE (FRAIS D'ENTRÉE)	NOMBRE DE PROJETS FINANÇÉS (CAPITAUX LEVÉS)*
Anaxago.com (2012)	1000 euros (5 %)	250 (190 millions d'euros)
Audacia.fr (2006)	5 000 euros (5 %)	300 (750 millions d'euros)
Happy-capital.com (2013)	100 euros (3,6 %)	48 (27 millions d'euros)
Sowefund.com (2014)	100 euros (5 %)	50 (37 millions d'euros)
Wiseed.com (2008)	100 euros (5,9 %)	395 (125 millions d'euros)

* Depuis la date de création de la plateforme.

Empocher une importante réduction d'impôts (25 % de la mise) tout en pariant sur le développement rapide de PME non cotées, c'est ce que permettent les

sites d'investissement participatif. Nous vous en présentons cinq parmi les plus actifs du marché. Mais prenez garde : statistiquement, plus de 30 % des entreprises sélectionnées par ces sites feront faillite avant cinq ans.

Pour lisser le niveau de risque, il est donc nécessaire de diversifier votre mise sur au moins une dizaine de sociétés.

QUATRE GESTIONNAIRES DE FONDS DÉFISCALISÉS OUVERTS À LA SOUSCRIPTION EN LIGNE

SOCIÉTÉ DE GESTION (Date de création)	DERNIER PRODUIT LANCÉ* (Mise minimale)	FRAIS D'ENTRÉE (Frais de gestion par an)	STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT (Date d'échéance prévue)
Eiffel Investment Group (2009)	FCPI Innovalto 2020 (1500 euros)	5% (3,89%)	70% de PME innovantes européennes (2027-2029)
Inter Invest (1991)	FIP outre-mer 3 (1000 euros)	5% (3,68%)	70% de PME d'outre-mer (2027-2029)
Odyssée Venture (1999)	FIP Odyssée PME Croissance 6 (3000 euros)	5% (3,89%)	50% d'obligations convertibles et 50% d'actions de PME régionales (2027-2029)
Smalt Capital (2000)	FIP Néoveris Corse 2020 (1000 euros)	5% (3,50%)	70% de PME corse (2028-2030)

* Les fonds pour l'année 2021 n'étaient pas encore commercialisés au moment du bouclage de ce numéro.

Une mise réduite (de 1000 à 3000 euros), des performances régulièrement positives, des produits accessibles sur Internet: les quatre sociétés de gestion présentées dans notre tableau, actives sur le marché depuis des années, sont parmi les plus attractives. Si vous misez à la fois sur des FCPI et des FIP, les avantages fiscaux se cumuleront, en étant toutefois soumis au plafond annuel des niches fiscales de 10 000 euros.

FCPI ET FIP Des fonds de PME réservés aux contribuables ayant le goût du risque

S'offrir des parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) ou de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) permet de se constituer un portefeuille diversifié de PME régionales ou innovantes. Avantage: si elles se développent, vous empochez de jolies plus-values, tout en réduisant vos impôts. La souscription aux produits est réalisable sur Internet, en passant par les sites des sociétés de gestion de ces fonds ou par ceux des spécialistes de l'épargne en ligne. Mais attention, comme pour l'investissement en direct (lire page 54), la fragilité de ce type d'entreprises fait courir de gros risques: afin de les lisser, il est conseillé d'acquérir entre trois et cinq fonds de nature différente.

SOUSCRIPTION LES PLATEFORMES DES GESTIONNAIRES DE PATRIMOINE OFFRENT UN LARGE CHOIX DE FONDS

De plus en plus de sociétés de gestion (Inter Invest, Smalt Capital...) distribuent les produits qu'elles ont conçus depuis leur site, mais ces derniers sont aussi accessibles, sans frais supplémentaires, sur des banques en ligne (Boursorama, Fortuneo, ING...) et, surtout, sur les plateformes Internet de nombreux gestionnaires de patrimoine (Altaprofits, Bienprévoir.fr, Linxea, Mes-placements.fr, Meilleursfcpi.

com, Arobis Finance, Aspicio...), lesquels proposent parfois plus de dix fonds défiscalisés, issus de sociétés de gestion différentes. Parfait pour diversifier sa mise.

RENTABILITÉ MOINS DE 55% DES PRODUITS COMMERCIALISÉS IL Y A HUIT ANS AFFICHENT DES PLUS-VALUES

Malgré les belles promesses affichées (jusqu'à 100% de gains!), la rentabilité de ces fonds d'investissement est très aléatoire, surtout pour les FCPI, souvent investis dans des start-up technologiques (santé, numérique, environnement...). Ainsi, moins de 55% des fonds lancés il y a huit ans se trouvaient dans le vert à la fin de l'année 2020, alors qu'ils arrivent bien-tôt à échéance. Certains gestionnaires s'en sortent toutefois mieux que d'autres, à l'image d'Odyssée Venture, Inter Invest, Smalt Capital ou Eiffel Investment Group, dont les trois derniers fonds liquidés ont distribué entre 57 et 91% de plus-values (sans compter l'avantage fiscal).

FRAIS DE GESTION ILS PEUVENT COÛTER CHAQUE ANNÉE PLUS DE 4% DES SOMMES QUI ONT ÉTÉ INVESTIES

Entre les quotas de jeunes PME à respecter et les contraintes géographiques, la lourdeur de gestion de ces fonds entraîne des coûts prohibitifs: droits d'entrée, frais

de distribution, de constitution, de fonctionnement... Il n'est pas rare que le total des ponctions excède 4% l'an. Autrement dit, les frais administratifs de votre FCPI ou de votre FIP auront grignoté 20% du capital placé au bout de cinq ans (le maximum fixé par la loi est néanmoins de 30% pour toute la durée de vie du produit). Notez d'ailleurs que, si le blocage de l'épargne est théoriquement fixé à cinq ans, il est souvent prolongé jusqu'à sept ou huit ans, le temps que le gestionnaire trouve un repreneur aux parts acquises.

FISCALITÉ UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS À LA SOUSCRIPTION ET L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LES GAINS À LA SORTIE

Sous réserve de ne pas céder les parts avant cinq ans, ces fonds vous octroient une réduction d'impôts égale à 25% de votre mise, et non plus de 18% comme auparavant (l'accord définitif de la Commission européenne est attendu en 2021), dans la limite de 12 000 euros ou de 24 000 euros pour un couple. Soit un gain maximal de 3 000 ou de 6 000 euros. Les FIP et les FCPI d'origine corse ou d'outre-mer procurent un taux de réduction de 30%, soit un gain maximal de 3 600 ou 7 200 euros. Les plus-values sont exonérées d'impôts après cinq ans, mais pas des 17,2% de cotisations sociales. •

SOFICA

Un rendement modeste, sauf en cas de gros succès des films coproduits

Destinées à soutenir l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel, qui peine depuis toujours à se financer (la crise sanitaire a accentué le problème), les Sofica, ces sociétés de production de films, offrent un bel avantage fiscal à ceux qui y placent leur argent. Grâce aux sites qui se chargent de la commercialisation, souscrire au produit est très facile. Mais malgré le coup de pouce de Bercy, on n'y gagne gros qu'en cas de succès exceptionnel des films (en salle ou sur les plateformes de diffusion).

COMMERCIALISATION LES PARTS SE VENDRONT EN QUELQUES JOURS, AU DÉBUT DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2021

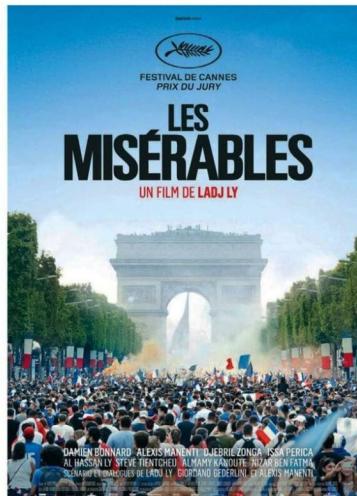
Onze Sofica ont été agréées en 2020, pour une enveloppe de 63 millions d'euros à collecter. Le cru 2021 devrait être similaire. Comme d'habitude, les parts seront toutes vendues en quelques jours, au début du quatrième trimestre. Pour espérer en obtenir fin 2021, adressez-vous sans tarder à votre banque ou aux sites Internet spécialisés (lire ci-après), sachant que, le nombre de parts disponibles étant limité, le système de vente est très sélectif.

ACCESIBILITÉ LE PLUS SIMPLE EST DE PASSER PAR UN DES SITES DE GESTION D'ÉPARGNE EN LIGNE

Les banques réservant leurs parts à leur clientèle haut de gamme, mieux vaut passer par un site d'épargne en ligne pour en acheter, tel que Meilleursfcpi.com, Mesplacements.fr ou Bienpvoir.fr. Dès fin septembre, vous accéderez à leurs offres, selon le principe du «premier arrivé, premier servi», raison pour laquelle il faut réserver dès aujourd'hui. Ces sites disposant d'un catalogue de Sofica conséquent (trois à six chacun), vous pourrez diversifier votre mise et ainsi moduler le risque.

RENTABILITÉ ELLE N'EXCÉDERA LE SEUIL DES 4% PAR AN QUE SI LES FILMS PARVIENNENT À ATTRIRER LES FOULES

Quand on investit dans une Sofica (le minimum exigé est de 5 000 euros), on ne récupère pas toute sa mise, plutôt



RENDEMENT ANNUEL* OBTENU POUR UN TAUX DE REMBOURSEMENT DU CAPITAL PLACÉ DE...

	50%	60%	70%	80%	100%
5 ans	-0,70%	+2,20%	+5,50%	+8,10%	+12,60%
10 ans	-0,40%	+1,40%	+3,05%	+4,40%	+6,70%

*Taux annuel moyen, avantage fiscal inclus.

60 à 70%... La faute aux lourds frais de gestion: 3% à l'achat, puis 2% par an durant cinq à dix ans (durée maximale de vie d'une Sofica). Pourtant le rendement moyen avoisine 4%. La clé, c'est bien sûr l'avantage fiscal. Cela dit, les recettes des films comptent aussi. Il suffit de quelques blockbusters (en salle ou en vidéo) pour que la Sofica vous restitue 80 à 90% de votre mise, de quoi booster son rendement jusqu'à 8,50% l'an. A l'inverse, une série de flops la laminera, parfois au point de vous faire perdre de l'argent...

FISCALITÉ L'AVANTAGE OCTROYÉ PEUT VOUS PERMETTRE DE FAIRE UNE ÉCONOMIE D'IMPÔTS DE 8 640 EUROS

A condition de conserver vos parts au moins cinq ans, vous profiterez d'une réduction d'impôt sur le revenu, prise

Joli coup pour la Sofica Cineventure, qui a coproduit «Les Misérables», de Ladj Ly (2,2 millions d'entrées).

LES PERFORMANCES DE CES PRODUITS RESTENT TRÈS ALÉATOIRES

Le capital investi dans une Sofica n'étant pas garanti, y placer de l'argent est toujours une prise de risque. Ce risque paiera si les films font un tabac, comme «Les Misérables», sorti fin 2019. Mais ce ne sera pas le cas à chaque fois. Si les productions financées ne rencontrent pas leur public, et que, en conséquence, la Sofica ne vous restitue qu'une petite partie de votre mise de départ, seulement 50% par exemple, le retour sur investissement sera négatif: -0,70% l'an sur cinq ans dans ce cas précis, et -0,40% sur dix ans... Pour éviter ce genre de désagrément, certaines Sofica préviennent d'emblée que, même si elles gagnent beaucoup d'argent, le rendement servi aux souscripteurs n'excédera jamais 3,50% l'an. Une bonne solution pour les épargnants qui veulent limiter l'incidence de l'échec des films coproduits.

en compte dans la double limite de 18 000 euros de versements par foyer fiscal et de 25% de vos revenus nets annuels. Le taux de réduction de base est de 30%, mais il grimpe à 48% si la Sofica s'engage à placer au moins 10% de sa collecte dans des sociétés de production dédiées à la réalisation de séries (ou à l'achat de droits sur les recettes d'œuvres françaises diffusées à l'étranger), ce qui aujourd'hui est le cas de toutes les Sofica agréées. La réduction d'impôts maximale est alors de 8 640 euros. Cet avantage fiscal n'est pas cumulable avec celui octroyé au titre d'une souscription au capital de PME (lire page 54). En revanche, les acquéreurs de parts de Sofica bénéficient d'une majoration du plafond annuel des niches fiscales, porté à 18 000 euros (contre 10 000 euros habituellement). •

TROIS SCPI D'HABITATION DISTRIBUÉES EN LIGNE ET DONNANT DROIT À UN GROS AVANTAGE FISCAL

NOM DE LA SCPI (Gestionnaire)	RÉGIME FISCAL (Durée de vie de la SCPI)	FRAIS D'ENTRÉE (De gestion)	MISE MINIMALE (Prix de la part)	POLITIQUE D'INVESTISSEMENT
Ciloger Habitat 6 (AEW Ciloger)	Pinel (15 ans)	9,20% (6%)	5 000 euros (500 euros)	Programmes résidentiels neufs ou réhabilités situés en Ile-de-France et en région.
Renovalys 7 (Advenis)	Déficit foncier (18 ans)	11% (12%)	10 000 euros (5 000 euros)	Immeubles à rénover, implantés dans les centres-villes des métropoles régionales.
Urban Prestigimmo 4 (Urban Premium)	Malraux (16 ans)	12% (12%)	5 000 euros (500 euros)	Bâtiments à caractère historique exigeant de lourds travaux de restauration.

SCPI FISCALES Pour alléger ses impôts de manière simple et en lissant les risques

Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) fiscales, investies dans des immeubles neufs ou à rénover, sont un bon moyen de réduire ses impôts sans se compliquer la vie : on peut y souscrire par Internet, le gérant de la société s'occupant ensuite de tout (choix des biens, mise en location, travaux...). Quant au bonus fiscal accordé à l'entrée, il est identique à celui des dispositifs existants pour les habitations achetées en direct (Pinel, Malraux ou déficit foncier). Explications détaillées.

PLATEFORMES INTERNET ELLES PERMETTENT DE DIVERSIFIER SA MISE SUR PLUSIEURS TYPES DE PRODUITS

Comme pour les SCPI de rendement (qui ont vocation à verser des loyers réguliers), la souscription de parts de SCPI fiscales peut s'opérer directement avec le gestionnaire de la société, mais il est beaucoup plus pratique – et pas plus onéreux – de le faire par Internet, avec les sites spécialisés sur ce secteur d'activité, comme MeilleureSCPI.com ou Primaliance (lire le tableau récapitulatif page 43), ou bien en passant par des courtiers plus généralistes, tels que Linxea, Bienprévoir.fr ou Mes-placements.fr. Comparé à l'acquisition d'un logement physique, le montant d'investissement exigé ici est relativement modique, généralement compris entre 5 000 et 10 000 euros : vous pourrez donc diversifier votre mise sur deux ou trois produits distincts et ainsi réduire le risque

de perte en capital (rappelons que le placement SCPI n'est jamais garanti, le prix des parts pouvant évoluer d'une année sur l'autre à la hausse comme à la baisse, au gré de la conjoncture immobilière).

CATÉGORIES CERTAINES SCPI SONT INVESTIES DANS DES BIENS NEUFS, D'AUTRES DANS L'ANCIEN À RÉNOVER

Trois grandes catégories de produits sont disponibles. Avec les SCPI Pinel (investies en immeubles neufs), vous bénéficiez d'une réduction d'impôts sur le montant souscrit variant de 18% sur neuf ans à 21% sur douze ans. Pour une SCPI Malraux (immeubles historiques), la réduction d'impôts à laquelle vous aurez droit s'élève à 22 ou 30% du montant des travaux de restauration engagés. Les SCPI déficit foncier sont d'un genre particulier : elles ne permettent pas d'obtenir une réduction d'impôts, mais la déduction de tous les travaux de rénovation réalisés du revenu imposable du souscripteur, déduction plafonnée à 10 700 euros par an.

FRAIS À PAYER COMPTEZ CHAQUE ANNÉE ENTRE 10 ET 15% DE PONCTION AU TITRE DE LA GESTION LOCATIVE

Le niveau des frais supportés par les SCPI fiscales est comparable à celui d'un achat immobilier réalisé en direct. A l'entrée, une commission de vente de 10 à 12% du prix de la part sera prélevée par

Une réduction d'impôts égale à 22 ou 30% des travaux engagés avec la loi Malraux

le gestionnaire. Jusqu'à la dissolution de la société, donc au bout de 15 à 18 ans, il faut également compter entre 10 et 15% de ponction annuelle sur les loyers perçus au titre de la gestion, de l'entretien des locaux, des travaux de réfection ou de gros œuvre et de la recherche de locataires. Au-dessus de ce pourcentage, il y a un loup : mieux vaut éviter de souscrire.

CONTRAINTE IMPOSSIBLE DE VOUS DÉBARRASSER DE VOS PARTS AVANT LA DATE DE DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Si les SCPI fiscales sont une solution très commode pour réduire ses impôts, il faut cependant tenir compte de trois inconvénients avant de s'engager.

Outre le fait que, comme nous l'avons vu, les parts peuvent perdre de leur valeur (ça n'a toutefois jamais été le cas depuis dix ans), le rendement servi est faible. Il varie entre 1,5 et 2,5% l'an, soit deux à trois fois moins que les SCPI de rendement, axées sur la location de locaux professionnels, secteur où les loyers sont beaucoup plus élevés que dans l'habitation. Certes, ce rendement est dopé par l'avantage fiscal, mais celui-ci n'étant octroyé qu'une seule fois, à la souscription, il sera impossible de revendre ses parts avant la dissolution de la société. C'est d'ailleurs le troisième et gros inconvénient de ces produits : votre argent se retrouve bloqué durant de très nombreuses années. •

PEA ET ASSURANCE VIE Indispensables pour éviter l'imposition des gains boursiers

Boursicoter en ligne en échappant à l'impôt sur les plus-values et les dividendes n'est pas compliqué. Au lieu de loger ses actions sur un banal compte-titres, il suffit d'utiliser les enveloppes fiscales prévues. Ouvrez au moins un plan d'épargne en actions (PEA) et une assurance vie multisupport, laquelle donne accès, via des fonds d'actions, à la totalité des marchés internationaux. Dans le premier cas, vos gains seront exonérés après cinq ans, et dans le second cas, après huit ans. Ces deux enveloppes sont disponibles chez la plupart des établissements Internet – banques et courtiers –, aux avantages hors pair en matière de frais de courtage (lire pages 40 et 48).

PEA AUCUN IMPÔT APRÈS CINQ ANS POUR TOUTES LES ACTIONS ET LES FONDS D'ACTIONS DE LA ZONE EUROPE

Le plan d'épargne en actions est une enveloppe dans laquelle vous pouvez loger des actions de la zone Europe ainsi que des fonds d'actions (investis au moins à

75% en actions européennes). Elle vous permet d'engager dividendes et plus-values sans impôt (seuls sont dus les 17,2% de taxes sociales). En échange, il ne faut pas retirer d'argent durant cinq ans. Le montant maximal des versements par personne est de 150 000 euros (le double pour un couple), les gains n'étant pas considérés comme des versements. A noter que la loi Pacte de mai 2019 a grandement assoupli l'utilisation du PEA: après cinq ans, il est désormais possible d'effectuer des retraits d'argent sans clôture du plan, tout en gardant la possibilité de faire d'autres versements ensuite (les retraits n'étaient autorisés auparavant qu'à partir de huit ans, et tout nouveau dépôt était interdit). Signalons aussi la création d'un PEA jeunes, dédié aux 18-25 ans. Jusqu'alors, un enfant majeur rattaché au foyer fiscal de ses parents n'avait pas le droit au PEA. Il peut maintenant y avoir accès, avec un plafond de versements de 20 000 euros (relevé d'office à 150 000 euros à ses 25 ans). Dernière précision: de-

puis juillet 2020, les frais de courtage prélevés sur un PEA ne peuvent excéder 0,50% pour les ordres passés par Internet.

PEA-PME UTILE POUR INVESTIR À L'ABRI DU FISC DANS DES TITRES DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le PEA-PME est destiné au financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que des entreprises de taille intermédiaire (ETI). Sont éligibles à ce plan les titres émis par des PME et des ETI européennes, ou des parts de fonds investis à hauteur d'au moins 75% en titres émis par des PME et des ETI européennes. Sa fiscalité et ses modalités de fonctionnement sont identiques à celles du PEA. S'agissant du plafond de dépôts, la loi Pacte a apporté des améliorations, en permettant de placer jusqu'à 225 000 euros sur un PEA-PME (au lieu de 75 000 euros), après soustraction toutefois des sommes investies sur le PEA. Si vous avez versé 100 000 euros sur votre PEA, vous pourrez donc déposer 125 000 euros sur votre PEA-PME. Notez que la loi Pacte a aussi autorisé à y loger les titres obligataires de PME acquis via des sites de financement participatif (lire page 54).

ASSURANCE VIE MULTISUPPORT ACCÈS, HORS IMPÔTS, À DES FONDS COUVRANT TOUS LES PAYS DU MONDE

L'assurance vie a la réputation d'être un placement de bon père de famille. Mais avec les contrats dits «multisupports», désormais majoritaires sur le marché, on peut aussi investir dans des fonds d'actions ou d'obligations couvrant toutes les grandes régions de la planète (Europe, Etats-Unis, Asie...), sous couvert d'une fiscalité ultradouce. La seule contrainte est de rester investi au moins huit ans, si non les gains sont assujettis à une taxe de 12,8% (ou, sur option, à l'impôt sur le revenu). Au-delà de huit ans, en revanche, l'exonération est acquise jusqu'à 4 600 euros de gains par an (9 200 euros pour un couple marié). Le surplus, lui, étant seulement taxé à 7,5%. S'y ajoutent, dans tous les cas, 17,2% de prélèvements sociaux. •

LA NOUVELLE FISCALITÉ DU PEA EN CAS DE RETRAIT D'ARGENT

ÂGE DU PEA	IMPÔT DEPUIS JANVIER 2019 ⁽¹⁾ (AUPARAVANT)	PRÉLEVEMENTS SOCIAUX ⁽¹⁾	CONSÉQUENCES D'UN RETRAIT D'ARGENT
Moins de 2 ans	12,8% (22,50%)	17,2%	Clôture du PEA
Entre 2 et 5 ans	12,8% (19%)	17,2%	Clôture du PEA
Plus de 5 ans	0% (0%)	17,2% ⁽²⁾	Retraits et dépôts autorisés

(1) Taxes appliquées sur les gains réalisés (plus-values et dividendes). (2) Les gains antérieurs à 2019 sont soumis aux prélèvements sociaux au taux en vigueur au jour de leur réalisation: 0,5% en 1996; 3,9% en 1997; 10% de 1998 à juin 2004; 10,3% de juillet à décembre 2004; 11% de 2005 à 2008; 12,1% de 2009 à 2010; 12,3% de janvier à septembre 2011; 13,5% d'octobre 2011 à juin 2012; 15,5% de juillet 2012 à décembre 2017.

Depuis janvier 2019, la fiscalité du PEA (et du PEA-PME) est alignée sur celle des autres produits financiers. En cas de sortie d'argent avant cinq ans, la taxe appliquée est désormais de seulement 30% (dont 17,2% de taxes sociales). La loi Pacte de mai 2019 a aussi supprimé les rigidités du produit: après cinq ans, les retraits partiels d'argent sont autorisés sans clôture du plan (y compris pour ceux souscrits avant mai 2019).



La fiscalité du PEA (ici l'offre d'ING) a été réduite, en 2019, pour les sorties d'argent avant cinq ans.

Lexique

CNC Ou Centre national du cinéma et de l'image animée. Cet organisme public, placé sous l'autorité du ministère de la Culture, a pour objet de réglementer et de promouvoir l'économie du cinéma en France et à l'étranger. Outre la délivrance des autorisations de diffusion des œuvres et le contrôle des recettes et de la billetterie des salles de cinéma, une de ses missions est d'orienter la politique d'investissement des gérants de Sofica vers les films de réalisateurs à petits budgets, dont le succès commercial n'est pas assuré. Cette contrainte justifie l'avantage fiscal dont bénéficient les acquéreurs de parts de Sofica.

Crowdfunding Technique de financement de projets d'entreprise utilisant Internet comme moyen de mise en relation. Cette pratique suscite un grand engouement depuis cinq ans. Grâce aux plateformes de financement participatif, telles que Wiseed ou Anaxago, se retrouvent ainsi l'épargnant prêt à investir dans une jeune PME (la mise minimale exigée est de 100 euros) et le chef d'entreprise qui n'a pas les fonds nécessaires au développement de son activité. L'investissement donne droit à une réduction d'impôts.

Déficit foncier déductible Il apparaît quand les charges de propriété d'un logement sont supérieures aux recettes locatives, ce qui arrive notamment lorsque des travaux de rénovation ont été réalisés. Ce déficit ainsi créé n'est pas perdu, il sera déduit du revenu global de l'investisseur et va donc alléger son imposition. Cette compensation comptable sur les autres revenus perçus n'est toutefois pas illimitée : elle est

plaafonnée à 10 700 euros par an. Les SCPI estampillées «déficit foncier» utilisent ce mécanisme.

Loi Pacte Initiée par Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, la loi Pacte (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises), entrée en vigueur en mai 2019, a contribué à simplifier la vie des entreprises, grâce à un allègement des démarches fiscales et sociales. Les épargnans ont aussi été concernés, au niveau de leur épargne retraite (les Perp, Perco et contrats Madelin ont été regroupés dans un seul produit destiné à la retraite, le PER) et de leur PEA, dont l'utilisation a été assouplie.

FU Ou «prélèvement forfaitaire unique.» Système d'imposition, encore appelé «flat tax», dans lequel tous les contribuables sont imposés au même taux. Il se distingue de l'impôt progressif, où le taux d'imposition augmente

en fonction des revenus perçus (l'impôt est alors dit «proportionnel»). C'est en janvier 2018 que le gouvernement a décidé d'instaurer ce prélèvement forfaitaire unique, au taux de 30%, qui, par défaut, frappe désormais tous les revenus financiers.

Plafonnement des niches fiscales Le montant maximal de réduction annuelle d'impôts qu'un foyer peut obtenir est limité par la loi. Ce plafond des niches fiscales s'élève à 10 000 euros. Il intègre les dépenses donnant droit à un avantage fiscal (salarié à domicile, travaux écoénergétiques...) et tous les investissements défiscalisés (Pinel, FIP, FCPI, PME...), exceptés ceux réalisés en loi Malraux. Les déficits fonciers, les dons aux œuvres et les plans d'épargne retraite échappent aussi à la règle. Les opérations en outre-mer (loi Girardin) et les Sofica bénéficient de 8 000 euros de plus, portant alors le plafond annuel à 18 000 euros.



Les plateformes Internet de financement participatif (ou crowdfunding) permettent aux particuliers d'entrer au capital de PME et d'obtenir au passage une belle réduction d'impôts.

IMMOBILIER

PAGES 62 À 66

Pousser la porte d'une agence pour trouver un bien à acheter ? Moins de 25% des candidats le font. La plupart se connectent à Internet pour trouver leur bonheur. Mais ils peuvent désormais aller plus loin : décrocher un crédit, rédiger un compromis, souscrire une assurance décès, tout est désormais réalisable en ligne, jusqu'à la validation définitive de l'acte chez le notaire, rendue possible grâce à la signature électronique. Il y a même moyen de faire appel à un courtier en travaux si des rénovations sont nécessaires et, une fois installé, de choisir un syndic 100% digital pour administrer la résidence. Les bailleurs ne sont pas oubliés (les offres de gestion à distance se multiplient) pas plus que les vendeurs : en passant par une agence numérique, telle que Hosman, Liberkeys ou Welmo, ils diviseront la facture d'honoraires par deux ou trois...

90%

DES NOTAIRES PROPOSENT
LA TÉLÉSIGNATURE,
OUTIL QUI PERMET
DE SIGNER UN ACTE
DÉFINITIF DE VENTE
À DISTANCE

10€

TARIF MENSUEL DE DÉPART
DES NOUVEAUX SYNDICS
EN LIGNE, SOIT UNE BAISSE
DE 20 À 40% PAR RAPPORT
AUX OFFRES DES CABINETS
TRADITIONNELS

20jours

DÉLAI MOYEN DE VENTE
D'UN LOGEMENT CONFÉÉ À
UNE AGENCE IMMOBILIÈRE
100% DIGITALE, CONTRE
DEUX À TROIS MOIS
HABITUELLEMENT

PHOTO : © MACHIAVEL007 - STOCK.ADOBE.COM



ACHAT

Même la signature de l'acte notarié peut s'effectuer de manière électronique

Recherche d'un logement (dans le neuf ou dans l'ancien) ou d'un crédit, signature du compromis de vente, souscription de l'assurance emprunteur... En matière d'acquisition à la propriété, qu'il s'agisse d'une résidence principale, secondaire ou locative, tout ou presque peut aujourd'hui s'effectuer depuis son ordinateur ou sa tablette. Y compris signer l'acte définitif d'achat : un texte de loi publié fin novembre 2020 a autorisé la signature électronique de ce document officiel exigeant l'intervention d'un notaire. Une procédure express qui, depuis un an, était seulement admise durant les périodes où l'état d'urgence sanitaire avait été décrété.

RECHERCHE DANS LE NEUF LES SITES INTERNET DÉLIVRENT DES INFORMATIONS SÉRIEUSES ET PRÉCISES

Les belles affiches placardées sur les palissades des chantiers ou publiées dans les journaux passent difficilement inaperçues tant les résidences neuves

présentées semblent paradisiaques. Mais si vous voulez des informations sérieuses sur les programmes susceptibles de vous intéresser, filez plutôt sur le Web. Les sites sont nombreux, qu'il s'agisse de ceux de grands groupes de construction immobilière (Cogedim, Promogim, Nexit, Bouygues, Kaufman & Broad...), de concurrents locaux ou de portails présentant les offres de différents promoteurs, comme SeLogerNeuf ou Leboncoin Immobilier Neuf (lire le tableau comparatif ci-dessous). Le niveau des renseignements varie d'un site à l'autre, certains se bornant à donner les informations de base (prix, surface, étage, adresse...), tandis que d'autres entrent davantage dans les détails. Les sites des promoteurs sont généralement très complets : beaucoup fournissent les plans du bâtiment et des appartements, ainsi que celui du quartier, en indiquant la localisation des équipements publics (hôpitaux, crèches...) et des transports en commun. Y figurent même parfois les notices descriptives du

programme, où sont précisés les types de matériaux et d'équipements prévus (sol, peintures, radiateurs, fenêtres, volets...).

RECHERCHE DANS L'ANCIEN LES ANNONCES EN LIGNE DONNENT ACCÈS À DES PHOTOS EN 3D ET À DES VIDÉOS

Internet est devenu le principal outil de recherche des candidats à l'achat de biens anciens. Logique, car les sites de présentation sont de mieux en mieux conçus : en plus du texte publié, ils fournissent des photos en 3D du logement, voire des vidéos, permettant de se promener virtuellement, à 360 degrés, dans chacune des pièces. Tous les grands réseaux d'agences (Laforêt, Orpi, Guy Hoquet...) se sont ainsi lancés dans la digitalisation de leurs offres depuis deux ou trois ans, tout comme la plateforme PAP, l'une des plus réputées pour ses petites annonces de particuliers (3,5 millions de visiteurs uniques par mois), et celle de SeLoger, autre poids lourd du secteur, mais qui n'accepte que les offres issues d'agences. Notez que, depuis la loi Alur de 2014, toute annonce doit vous fournir les éléments suivants : le diagnostic de performance énergétique, les charges, le nombre de lots de la résidence, et les éventuelles procédures dont elle fait l'objet (pour cause d'impayés de charges notamment).

ENGAGEMENTS LE COMPROMIS DE VENTE ET L'ACTE NOTARIÉ PEUVENT ÊTRE SIGNÉS DEPUIS SON CANAPÉ

Une fois le logement de vos rêves trouvé, reste à signer le compromis de vente ou, dans le neuf, le contrat de réservation. Bonne nouvelle, ces documents peuvent désormais être signés de manière électronique (et totalement sécurisée) chez la plupart des agences immobilières et des promoteurs : après avoir coché, sur le formulaire en ligne mis à disposition, les cases validant les conditions d'achat du bien, une copie authentifiée du document et de ses annexes (incluant le dossier des diagnostics techniques dans l'ancien) est adressée par mail à chacune des

LES SITES INTERNET À VISITER POUR DÉNICHER SON APPARTEMENT NEUF

GROUPE (ADRESSE INTERNET)	PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ	NOMBRE DE PROGRAMMES*
LES PLATEFORMES DE TROIS GROS PROMOTEURS NATIONAUX		
Nexit (Nexit.fr)	Mastodonte qui détient plus de 10% du marché de la promotion neuve. Actif sur l'ensemble du territoire.	526
Bouygues Immobilier (Bouygues-immobilier.com)	Des programmes en projet dans plus de 250 villes, dont beaucoup en Ile-de-France, Rhône-Alpes-Auvergne et Paca.	277
Kaufman & Broad (Kaufmanbroad.fr)	Surtout implanté dans les grandes villes. Forte présence en Ile-de-France et dans le sud-est du pays.	131
LES PORTAILS GÉNÉRALISTES REGROUPENT LES OFFRES DES PROMOTEURS		
Leboncoin Immobilier Neuf (Immobilierneuf.leboncoin.fr)	En achetant le site AVendreALouer.fr, en 2017, Leboncoin est devenu le plus gros intervenant du marché.	5 367
SeLogerNeuf (Selogerneuf.com)	Spécialiste reconnu de l'immobilier, qui diffuse aussi bien les offres de promoteurs nationaux que régionaux.	3 274
Immobilier-Neuf (Immobilier-neuf.com)	Plus de 300 promoteurs immobiliers sont répertoriés sur cette plateforme : une référence du secteur.	1784

* Observation effectuée fin janvier 2021.

parties. La même procédure dématérialisée est possible pour l'acte définitif de vente, enregistré par un notaire. Un décret du 20 novembre 2020 a pérennisé sa signature à distance (elle avait été autorisée à titre provisoire en avril 2020 pour cause d'état d'urgence sanitaire). En pratique, acheteur et vendeur doivent se connecter simultanément en visioconférence avec le notaire, qui, après avoir lu devant eux les éléments contractuels de l'acte, leur transmettra un lien Internet afin d'obtenir leur accord électronique. Près de 90% des notaires sont équipés de cet outil de télésignature.

CRÉDIT UNE DEMANDE ENTIÈREMENT DÉMATÉRIALISÉE SUR LES SITES DES COURTIERS DE NOUVELLE GÉNÉRATION

Peut-être ne tenez-vous pas à perdre du temps à prospecter les banques pour dénicher le meilleur prêt. Adressez-vous alors à un courtier en ligne, comme Artémis Courtage, Cafpi, Emprunts, Meilleurtaux ou Vousfinancer. La demande peut s'opérer de A à Z sur leur

90% des notaires se sont équipés du logiciel de télésignature des actes d'achat

plateforme, via un questionnaire personnalisé (prix du bien, apport, revenus...). Certains proposent même un parcours entièrement dématérialisé, incluant l'envoi en ligne des documents officiels requis pour la signature du prêt (bulletins de salaire, avis d'imposition, compromis de vente...). C'est le cas chez Emprunts et Meilleurtaux, et chez certains nouveaux courtiers 100% digitalisés, tels que HelloPrêt, Monemprunt.com ou Pretto. Rappelons que le courtier, grâce aux dizaines de banques mises en compétition, parvient souvent à vous obtenir un taux réduit de 0,10 à 0,15 point par rapport à celui que vous auriez obtenu seul. Certes, vous paierez des frais (1 000 euros environ), mais ils ne pèsent pas lourd face aux économies réalisées.

ASSURANCE EMPRUNTEUR DES COMPAGNIES ACCESSIBLES EN LIGNE AUX TARIFS BIEN PLUS AVANTAGEUX

Baisser le coût de l'assurance décès-invalidité obligatoire ? Il suffit pour cela de refuser l'offre de sa banque au profit

de celle d'une compagnie spécialisée, comme April, Cardif ou Eurofil. Une option légale – possible à la souscription du prêt puis tous les ans à sa date d'échéance – et simple à mettre en place : chez un nombre croissant d'assureurs, à l'image de ceux que nous vous avons sélectionnés (lire le tableau ci-dessous), le formulaire d'adhésion se remplit intégralement en ligne, la signature définitive n'exigeant qu'un simple rendez-vous téléphonique de confirmation. Cette «délegation d'assurance», comme on l'appelle, permet d'abaisser la facture de 40% en moyenne. Le secret de ces compagnies : au lieu d'appliquer un taux unique de 0,35 ou 0,45% du capital prêté sur l'ensemble des clients emprunteurs, comme le font encore la majorité des établissements bancaires, ils individualisent leur offre, selon un principe naturel : plus on est jeune, moins c'est cher. Si, autour de 50 ans, le taux octroyé approche 0,40% (le gain est alors minime, voire nul), il s'échelonne entre 0,15 et 0,20% à l'âge de 40 ans, et tombe souvent à moins de 0,10% pour les trentenaires. Soit, dans ce cas, près de 60% d'économie ! Attention cependant à la surprime appliquée aux fumeurs, qui varie de + 25 à + 125% selon les contrats. •

ASSURANCE DÉCÈS-INVALIDITÉ : LES TARIFS DE SOUSCRIPTION EN LIGNE POUR 200 000 EUROS EMPRUNTÉS SUR 20 ANS

ASSUREUR (ADRESSE INTERNET)	COTISATION APPLIQUÉE ⁽¹⁾	CÔTÉ TOTAL DE L'ASSURANCE	SURPRISE POUR UN FUMEUR	FRANCHISE APPLIQUÉE ⁽²⁾	ÂGE AU-DELÀ DUQUEL L'ASSURÉ N'EST PLUS COUVERT POUR LA GARANTIE...			
					DÉCÈS	PERTE D'AUTONOMIE	INVALIDITÉ PERMANENTE ET TOTALE	INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL
POUR UN EMPRUNTEUR DE 30 ANS								
April (April.fr)	0,07%	2 559 euros	+ 87%	90 jours	95 ans	70 ans	70 ans	70 ans
Cardif (Cardif.fr)	0,08%	3 282 euros	+ 31%	90 jours	85 ans	68 ans	68 ans	68 ans
Allianz (Allianz.fr)	0,09%	3 737 euros	+ 51%	90 jours	85 ans	70 ans	67 ans	67 ans
POUR UN EMPRUNTEUR DE 40 ANS								
Generali (Generali.fr)	0,15%	6 138 euros	+ 74%	90 jours	85 ans	70 ans	70 ans	70 ans
Axa (Axa.fr)	0,18%	6 859 euros	+ 53%	90 jours	90 ans	70 ans	67 ans	67 ans
Swiss Life (Swisslife.fr)	0,19%	7 553 euros	+ 24%	90 jours	90 ans	67 ans	67 ans	67 ans
POUR UN EMPRUNTEUR DE 50 ANS								
Suravenir (Suravenir.fr)	0,35%	14 177 euros	+ 84%	90 jours	90 ans	70 ans	70 ans	70 ans
Eurofil by Aviva (Eurofil.com)	0,40%	16 105 euros	+ 125%	90 jours	90 ans	67 ans	67 ans	67 ans
Cardif (Cardif.fr)	0,41%	16 381 euros	+ 89%	90 jours	85 ans	68 ans	68 ans	68 ans

(1) Cotisation annuelle exprimée en pourcentage du capital restant dû, pour un client non-fumeur, assuré pour le décès, la perte irréversible d'autonomie, l'incapacité permanente et temporaire de travail. (2) Nombre de jours, à partir de la date de souscription, au-dessous duquel les garanties ne s'appliquent pas.

SIX BONS CONTRATS À SOUSCRIRE EN LIGNE POUR GARANTIR L'ENCAISSEMENT DE SES LOYERS

DISTRIBUTEUR DU CONTRAT	ASSUREUR	SITE INTERNET	COÛT DE L'ASSURANCE ⁽¹⁾	PLAFOND D'INDEMNISATION AU TITRE DE LA GARANTIE...			FRAIS DE CONTENTIEUX	ENDETTEMENT MAXIMAL ⁽³⁾
				LOYERS IMPAYÉS	DÉGRADATIONS LOCATIVES ⁽²⁾	PROTECTION JURIDIQUE ⁽²⁾		
Sacapp	Matmut	Sacapp-saa.com	2,75%	80 000 € ⁽⁴⁾	2 300 € ⁽⁵⁾	16 000 € ⁽⁶⁾	Inclus	37%
Protection loyer	Axa	Protectionloyer.com	2,77%	90 000 € ⁽⁷⁾	10 000 €	20 000 € ⁽⁸⁾	Inclus	35%
Interassurances	Fidelidade	Interassurances.fr	2,98%⁽⁹⁾	70 000 € ⁽¹⁰⁾	10 000 €	8 000 €	Inclus	37%
Insured Services	Allianz	Insured.fr	3,10%⁽¹¹⁾	70 000 € ⁽¹²⁾	10 000 €	20 000 € ⁽¹³⁾	Inclus	35%
Crédit agricole	Pacifica	Credit-agricole.fr	3,32%	74 400 € ⁽¹⁴⁾	7 000 €	4 600 €	Exclu	33%
Solly Azar	Serenis	Sollyazar.com	3,35%⁽¹⁵⁾	75 000 € ⁽¹⁶⁾	10 000 € ⁽¹⁷⁾	5 000 € ⁽¹⁸⁾	Inclus	38%

(1) Hypothèses de calcul : 750 euros de loyer par mois (charges comprises) et 2 350 euros net par mois de revenu pour le locataire (salarié en CDI). Dépôt de garantie : 1 mois de loyer. (2) Par sinistre. (3) Taux d'endettement maximal (correspondant au rapport entre le loyer et le revenu du locataire) exigé par l'assureur pour accepter le dossier. (4) Indemnisation limitée à 24 mois. (5) Franchise de 400 euros. (6) Franchise de 230 euros. (7) Avec un plafond de 3 100 euros par mois. (8) Franchise de 250 euros. (9) 2,83% sans la protection juridique. (10) Avec un plafond de 3 500 euros par mois, dans la limite de 24 mois. (11) 2,80% sans la protection juridique. (12) Avec un plafond de 3 100 euros par mois. (13) Franchise de 250 euros. (14) Avec un plafond de 3 100 euros par mois, dans la limite de 24 mois. (15) 3,13% sans la garantie dégradations locatives. Plus 30 euros de frais de courtage (quelle que soit la formule choisie). (16) Avec un plafond de 2 500 euros par mois, dans la limite de 30 mois. (17) Dans la limite de 6 mois de loyer. (18) Franchise de 230 euros.

GESTION Les agences numériques se multiplient et écrasent les prix des services

Moins de 50% des bailleurs font appel à une agence pour gérer leur location, mais ce nombre devrait vite grimper au vu des offres désormais proposées : non seulement toute la paperasserie s'effectue en ligne (bail, quittances, mandat de gestion...), mais les nouveaux venus sur ce marché cassent les prix. La digitalisation des syndics est également à l'œuvre, certaines start-up passant même au tout numérique. Sans parler des assureurs proposant des garanties «loyers impayés», qui se sont installés eux aussi sur Internet.

MANDAT DE LOCATION DES TARIFS DEUX À TROIS FOIS MOINS ÉLEVÉS CHEZ LES GÉRANTS SANS AGENCE PHYSIQUE

Bail de location, engagement de caution, mandat de gestion... La signature électronique des documents requis pour la location d'un bien s'est généralisée chez tous les réseaux immobiliers (Century 21, Foncia, Orpi...). Plus besoin de se déplacer : l'agence vous envoie par mail un lien Internet listant les conditions du contrat, qu'il suffit ensuite de valider en cliquant sur la case prévue. Le prix de cette gestion, lui, n'a en revanche pas bougé : entre 8 et

10% des loyers (charges comprises), sachant que des dépenses annexes peuvent alourdir la note, comme les commissions sur travaux... Vous paieriez deux à trois fois moins cher en passant par les nouvelles sociétés de gestion 100% Internet (sans agence physique), telles que Blue, Directgestion, Flatlooker, Homepilot, Immo Online, Imodirect ou Wizi, dont les tarifs varient entre 3,7 et 4,9%. Le tout pour un niveau de services équivalent : gestion des annonces, sélection des locataires, virement des loyers, régularisation des charges, déclaration des sinistres...

LOYERS IMPAYÉS COMPTEZ ENTRE 2,8 ET 3,3% DE COTISATION POUR UNE ASSURANCE EN LIGNE DE QUALITÉ

Le locataire qui ne paie plus ses loyers est la hantise du propriétaire. Même si les impayés sont marginaux (1% des loyers encaissés), ils se multiplient avec la crise et la montée du chômage. Pour s'en pré-munir, il existe une solution : l'assurance loyers impayés. L'étendue des risques couverts est variable, allant de la prise en charge des loyers dus, des frais de contentieux (recouvrement des impayés) et des dégradations, jusqu'au paiement des frais

d'avocat en cas de litige. Côté tarif, il faut tabler entre 2,8 et 3,3% des loyers, sachant que les cotisations sont déductibles si l'on opte pour le régime fiscal «réel». Notre tableau récapitule les meilleures offres, qui sont, en outre, très simples d'accès : devis et souscription sont réalisables en ligne.

SYNDICS TOUT PEUT DÉSORMAIS SE FAIRE À DISTANCE, POUR UN PRIX QUI DÉMARRE À 10 EUROS PAR MOIS

Envoi des appels de fonds, encaissement des charges, gestion des impayés, suivi des travaux et des contrats de services... Le rôle des nouveaux syndics en ligne (Hello Syndic, Clicsyndic, Le Bon Syndic, Syndic One...) est identique à celui des cabinets traditionnels, avec deux particularités : des tarifs de 20 à 40% moins élevés (à partir de 10 euros par mois), et une gestion totalement dématérialisée (peu ou pas de passage en résidence). Pratique et économique, à condition, selon le contrat signé, que le conseil syndical accepte d'effectuer lui-même certaines tâches, comme la tenue des assemblées (réalisables le plus souvent par visioconférence), le relevé des compteurs ou le choix des artisans en cas de travaux. *

TRAVAUX Les sites d'entraide entre particuliers facilitent grandement la tâche

Poser un parquet flottant ou remplacer un carreau de carrelage fêlé, vous savez faire. Mais rénover votre logement du sol au plafond ou aménager des combles, c'est une autre paire de manches ! Si vous avez le bricolage dans le sang, vous pouvez tenter le coup, sachant que des sites d'entraide dispensant des conseils et des astuces pourront vous épauler. Vous préférez confier les travaux à un artisan ? Si vous doutez de vos compétences pour en choisir un, faites appel à un courtier en ligne spécialisé dans ce domaine : il vous fournit le professionnel adéquat. Mais peut-être en êtes-vous encore à vous poser des questions sur la faisabilité de votre projet. Auquel cas il ne faut pas hésiter à contacter les organismes publics dont la mission est justement de vous apporter les bonnes réponses. Ils sont accessibles sur Internet (lire notre tableau), et totalement gratuits.

CONSEILS PRATIQUES PARCOUREZ LES FORUMS DES SITES DÉDIÉS AU BRICOLAGE ET À LA RÉNOVATION

On ne devient pas maçon, charpentier ou plombier du jour au lendemain : il faut d'abord apprendre le métier. Le moyen le plus simple d'y arriver est d'avoir parmi ses proches quelqu'un qui, lui, s'y connaît vraiment. Sinon,

vous pouvez utilement vous rabattre sur les sites Internet de magasins tels que Castorama ou Leroy Merlin, qui regorgent de vidéos explicatives (elles couvrent tous les thèmes de la rénovation), et, pour les questions plus pointues, sur les plateformes dédiées au bricolage. Parmi les plus actives : Systemed.fr, Econologie.com, Bricoleurdudimanche.com, Forumconstruire.com, et Forums.futura-sciences.com. Vous y trouverez des conseils gratuits, des fiches pratiques et des forums d'entraide, animés par des particuliers avisés et des professionnels.

OUTILS VOUS POUVEZ LES LOUER À LA JOURNÉE OU À LA SEMAINE SUR LES SITES D'ENSEIGNES SPÉCIALISÉES

Vous détenez sûrement la panoplie complète du parfait bricoleur, mais sans doute n'est-ce pas suffisant pour de gros travaux. Inutile toutefois d'acheter du matériel coûteux qui ne vous servira peut-être qu'une fois. Il est souvent plus avantageux de le louer – à la journée ou à la semaine –, via les sites d'enseignes spécialisées, comme Kiloutou (1 500 références, depuis la bétonneuse jusqu'au groupe électrogène en passant par la simple agrafeuse), Leroy Merlin, Brico Dépôt ou Castorama. Autre solution : les sites de location entre particuliers, comme

Allovoisins.com, Bricolib.net ou Kiwiiz.fr. Vous y dénicherez toutes sortes d'outils à emprunter à partir de 5 euros par jour.

ARTISANS FAITES APPEL À UN COURTIER SI VOUS NE VOUS SENTEZ PAS CAPABLE DE LES SÉLECTIONNER

Faute de prendre vous-même en charge vos travaux, vous allez devoir sélectionner des artisans. Aucun problème si vous en connaissez ou si vous faites confiance aux amis qui vous en recommandent. Sinon, pourquoi ne pas faire appel à un courtier en travaux ? C'est la profession qui monte. On en dénombre déjà 550 en France. Leur mission : choisir des artisans à votre place, après avoir étudié votre projet. Coût du service ? Nul, cet intermédiaire étant rémunéré par les entreprises de son réseau (de 8 à 12 % de la facture), même s'il n'est pas exclu que celles-ci gonflent un peu leur devis pour s'y retrouver. A noter : si le courtier peut intervenir sur le chantier, il n'est pas tenu de la bonne fin des travaux. Les seuls responsables sont les artisans avec qui vous avez signé les devis. Pour trouver un courtier près de chez vous, connectez-vous au site de la fédération (Courtage-travaux-fct.fr) ou tournez-vous vers l'un de ceux qui opèrent sur tout le territoire, comme Activ Travaux, Illlico Travaux ou Hemea. •



QUATRE PORTAILS INTERNET POUR VOUS GUIDER DANS LA RÉALISATION DE VOS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

ORGANISME (ADRESSE INTERNET)	SERVICES RENDUS
Anif⁽¹⁾ (Anif.org)	Aide juridique, avantages fiscaux, décryptage des contrats d'entrepreneurs : un site d'aide gratuite aux particuliers (des agences sont aussi implantées dans 82 départements).
CAUE⁽²⁾ (Fncaue.com)	Démarches, réglementation immobilière, solutions techniques : des architectes livrent leurs conseils gratuitement (rendez-vous physique possible auprès du CAUE du département).
Faire⁽³⁾ (Faire.gouv.fr)	Une plateforme d'informations pour connaître les aides accordées par l'Etat et les moyens techniques et humains existants afin de réaliser des travaux d'économie d'énergie.
FFCT⁽⁴⁾ (Courtage-travaux-fct.fr)	Le site Internet de la fédération des courtiers en travaux (116 adhérents actuellement), qui permet, grâce à son annuaire, de contacter un courtier proche de son domicile.

(1) Association nationale pour l'information sur le logement. (2) Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement. (3) Faciliter, accompagner et informer pour la rénovation énergétique. (4) Fédération française de courtage en travaux.

VENTE Des tarifs deux à trois fois moins élevés chez les nouveaux acteurs Internet

Faire de grosses économies sur les frais de vente d'un logement tout en passant par des professionnels qualifiés, c'est possible avec Hosman, Liberkeys, Welmo, Proprioo et autres nouvelles agences en ligne, créées pour la plupart il y a moins de cinq ans. Elles ambitionnent de capter 10% du marché d'ici 2025 grâce à des commissions deux à trois fois moins élevées que celles des agences traditionnelles, qu'elles appartiennent à un réseau national (Laforêt, Orpi, Guy Hoquet...) ou opèrent en indépendantes. Contrepartie de ces milliers d'euros gagnés : tout le processus transactionnel se déroule sur Internet, de la signature du mandat au compte rendu des visites effectuées, car ces sites ne possèdent pas, sauf exception, d'agence physique. Et comme leur réseau est pour l'instant essentiellement axé sur les métropoles au marché immobilier

dynamique (Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille...), pas question de leur confier la vente de votre maison de campagne.

COMMISSION DE VENTE PRÈS DE 15 000 EUROS D'ÉCONOMIES POUR UN LOGEMENT VALANT 400 000 EUROS

Le principal atout de ces intermédiaires 100% Internet, qui n'ont pas à supporter les coûts fixes des agences traditionnelles (loyers, charges, impôts fonciers...), c'est la faiblesse de la commission facturée au vendeur : entre 3 000 et 4 000 euros chez Homki et Immo-Pop, moins de 5 000 euros chez Imop, Hosman et Liberkeys, de 3 à 4 % du prix de vente chez Proprioo, et encore moins chez Welmo... De quoi, par rapport à un agent immobilier classique (le montant de ses honoraires varie entre 4,5 et 5%), économiser au moins 4 000 euros pour un bien de 200 000 euros, et près de 15 000 euros s'il en vaut le double. Une

formule conçue pour séduire les vendeurs voulant réduire la facture, mais qui, par manque de temps ou d'énergie, refusent le système des petites annonces.

PRESTATIONS OFFERTES ELLES SONT SIMILAIRES EN TOUT POINT À CELLES DES AGENTS TRADITIONNELS

Petit prix ne signifie pas prestations au rabais : photos du bien en 3D prises par un professionnel, rédaction et diffusion de l'annonce sur les principaux sites du secteur (Seloger, Leboncoin, Logic-Immo...), sélection des candidats à l'achat, organisation des visites – sauf chez Welmo, qui réserve cette tâche au propriétaire – et comptes rendus sur l'espace en ligne, gestion du dossier (promesse de vente, diagnostics techniques, titre de propriété...) et accompagnement du client jusqu'à la signature définitive devant notaire... Le niveau de services est similaire à celui offert par les agences traditionnelles. Du côté du mandat, seuls Homki et Imop exigent l'exclusivité de la vente. L'estimation du bien ? Elle est réalisée sur place ou en ligne, à partir de photos ou de vidéos téléchargées et de statistiques locales (donc pertinentes), comme chez Hosman, Proprioo ou Welmo.

INCONVÉNIENTS AUCUNE PRÉSENCE À CE JOUR DANS LES AGGLOMÉRATIONS DE MOINS DE 50 000 HABITANTS

Les méthodes de vente de ces nouveaux acteurs semblent très efficaces : les délais de vente annoncés varient entre dix jours (Welmo) et trente jours (Liberkeys), contre deux à trois mois habituellement. Une des explications tient au fait qu'ils se sont installés dans les grandes zones urbaines où la demande est très supérieure à l'offre. Hosman n'est ainsi actif qu'en Ile-de-France, à Bordeaux et à Nantes, et ses concurrents officient rarement dans plus d'une dizaine de métropoles. C'est leur gros point faible : ils n'ont pas encore investi les villes de taille moyenne, et on ne devrait pas en voir avant longtemps dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants. *

CARACTÉRISTIQUES ET GRILLES TARIFAIRES DES PRINCIPALES AGENCES IMMOBILIERES EN LIGNE

AGENCE (ADRESSE INTERNET)	ANNÉE DE CRÉATION	ZONES D'ACTIVITÉ	TYPE DE MANDAT	HONORAIRES DE VENTE
Homki (Homki-immobilier.com)	2018	Marseille, Lyon, Bordeaux, Nice, Cannes, Arles, Grenoble...	Exclusif	Forfait de 2 990 euros
Hosman (Hosman.co)	2018	Région Ile-de-France, Bordeaux, Nantes	Simple	Forfait de 4 900 euros
Immo-Pop (Immo-pop.com)	2018	Paris et périphérie, plus une dizaine de métropoles	Simple	Forfait de 3 500 euros (1)
Imop (Imop.fr)	2018	Ile-de-France, Rennes, Bordeaux, Lille, Lyon, Orléans, Nantes, Tours...	Exclusif	Forfait de 4 900 euros
Liberkeys (Liberkeys.com)	2017	Paris et périphérie, Strasbourg, Lille, Lyon, Montpellier, Nice, Nantes...	Simple	Forfait de 4 990 euros
Proprioo (Proprioo.fr)	2017	Ile-de-France, Nice, Lyon, Aix-en-Provence, Strasbourg,	Simple ou exclusif	De 3 à 4% (2)
Welmo (Welmo.fr)	2017	Paris et périphérie, Lyon, Bordeaux, Nice...	Simple ou exclusif	De 1,90 à 2,90% (3)

(1) Gestion des visites en plus, pour un forfait global de 4 000 euros (en région) ou de 4 500 euros (en Ile-de-France).

(2) Selon le prix du bien. Avec un minimum de 5 000 euros. (3) 1,90% pour le mandat exclusif (avec un minimum de 4 990 euros), 2,90% pour le mandat simple (avec un minimum de 7 990 euros).

Capital

VIVEZ
L'ÉCONOMIE



6€
par mois
au lieu de 8,15€

Recevez chez vous, tous
les mois, des informations et conseils
pratiques pour vous aider à mieux
consommer !



Version numérique +
Accès aux archives
numériques



12 numéros par an +
6 Hors-Séries

BON D'ABONNEMENT RESERVÉ AUX LECTEURS DE Capital

1 / JE CHOISIS MON OFFRE

OFFRE SANS ENGAGEMENT⁽¹⁾

12 numéros + 6 HS par an

6€/mois au lieu de 8€15

**26% de
réduction**

OFFRE ANNUELLE⁽²⁾

1 an - 12 numéros + 6 HS

85€ au lieu de 97€^{60*}

**13% de
réduction**

2 / JE M'ABONNE

EN LIGNE SUR PRISMASHOP.FR

-5% supplémentaires

LES AVANTAGES

- 5% de réduction supplémentaire
- Version numérique + archives numériques offertes
- Un paiement immédiat et sécurisé
- Votre magazine plus rapidement chez vous
- Arrêt à tout moment avec l'offre sans engagement

COMMENT SOUSCRIPTRE ?

- Rendez-vous directement sur le site www.prismashop.fr
- Cliquez sur **Cle Prismashop**
- Saisissez la clé Prismashop ci-dessous

HCPS2A21

Je valide

PAR COURRIER EN COMPLÉTANT LES INFORMATIONS CI-DESSOUS :

Mme M (Obligatoire^{**})

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : Capital - Service abonnements - 62066 ARRAS Cedex 9

Pour l'offre sans engagement : une facture vous sera envoyée pour payer votre abonnement.

Pour l'offre annuelle, je joins mon chèque à l'ordre de Capital.

PAR TÉLÉPHONE **0 826 963 964** Service 0,20 € / min
+ prix appel

*Prix de vente au numéro. **Informations obligatoires, à défaut votre abonnement ne pourra être mise en place. (1) Offre Libre : Je peux résilier cet abonnement à tout moment par appel ou par courrier au service clients (voir CGV du site prismashop.fr), les prélèvements seront aussitôt arrêtés. Le prix de l'abonnement est susceptible d'augmenter à date anniversaire. Vous en serez bien informé préalablement par écrit et aurez la possibilité de refuser cet abonnement à tout moment. (2) Offre à Durée Déterminée : engagement pour une durée ferme après enregistrement de mon règlement. Photos non contractuelles. Offre réservée aux nouveaux abonnés de France métropolitaine. Délai de livraison du 1er numéro : 8 semaines environ après enregistrement du règlement, dans la limite des stocks disponibles. Les informations recueillies sont l'objet d'un traitement informatique par le Groupe Prisma Média à des fins d'abonnement à nos services de presse, de fidélisation et de prospection commerciale. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez à tout moment d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, de portabilité des données qui vous concernent, ainsi qu'un droit d'opposition au traitement pour des motifs légitimes, en écrivant au Data Protection Officer du Groupe Prisma Média au 13 rue Henri Barbusse 92230 Gennevilliers ou par email à dpo@prismamedia.com. Dans le cadre de la gestion de votre abonnement ou si vous avez accepté la transmission de vos données à des partenaires du Groupe Prisma Média, vos données sont susceptibles d'être transférées hors de l'Union Européenne. Ces transferts sont encadrés conformément à la réglementation en vigueur, par le mécanisme de certification Privacy Shield ou par la signature de Clauses Contractuelles types de la Commission Européenne.

HCPS2A21



PRÉVOYANCE

PAGES 70 À 79

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la mutuelle santé ne suffit pas à couvrir tous les frais médicaux consécutifs à un accident domestique, du genre chute dans les escaliers. Elle ne rembourse que ceux non pris en charge par la Sécu. Pas les conséquences durables, par exemple une paralysie de la jambe. C'est alors à la garantie «accidents de la vie» d'intervenir. Autre type de protection traitée ici: l'assurance décès. Une précaution indispensable si vous pensez que votre disparition risque de poser de gros problèmes financiers à vos proches. Les plus prudents l'assortiront d'une garantie obsèques. Tarifs, conditions d'adhésion, exclusions, les pages suivantes vous permettront de tout savoir sur ces contrats de prévoyance. Vous y trouverez, en prime, une sélection de produits de qualité, évidemment accessibles par Internet.

20€

DE COTISATION MOYENNE
À VERSER CHAQUE MOIS
POUR UN COUPLE AVEC
DEUX ENFANTS QUI
SOUSCRIT UNE GARANTIE
ACCIDENTS DE LA VIE

65ans

ÂGE AU-DESSUS
DUQUEL LA PLUPART
DES COMPAGNIES
REFUSERONT DE VOUS
ASSURER CONTRE
LE RISQUE DE DÉCÈS

1
an

DÉLAI HABITUEL, DIT DE
«CARENCE», DURANT
LEQUEL, SI ON DÉCÈDE PAR
MALADIE OU SUICIDE, LES
GARANTIES D'UN CONTRAT
OBSÈQUES NE JOUENT PAS

PHOTO : © ANDREY POPOV - STOCKADORE.COM



ACCIDENTS DU QUOTIDIEN

En cas de séquelles invalidantes, tous les frais médicaux seront indemnisés par l'assureur

Chaque année, on compte en France plus de 11 millions d'accidents domestiques. Et, selon l'Institut de veille sanitaire, 20 000 se soldent par un décès. Heureusement, la plupart de ces accidents de la vie (brûlure, chute de vélo, coupure...) ne sont pas graves et ne nécessitent qu'un minimum de soins. Mais 4 millions requièrent une hospitalisation d'urgence. Les frais médicaux de base sont évidemment pris en charge par la Sécu (et éventuellement par votre mutuelle), mais s'il y a des séquelles physiques, c'est ensuite à vous de payer la facture, car vous êtes le seul responsable (il n'y a pas d'autre coupable contre lequel vous pourriez vous retourner). Et elle risque d'être salée en cas de handicap durable, comme la paralysie d'un membre, l'apparition de névralgies ou une simple difficulté à marcher. N'hésitez donc pas à vous couvrir contre ces aléas de la vie quotidienne : les cotisations restent raisonnables et la souscription est de plus en plus souvent possible en ligne, en quelques minutes (lire notre sélection de

De plus en plus d'assureurs autorisent la souscription du contrat en ligne

contrats Internet dans le tableau ci-dessous). Parmi les formules commercialisées par les assureurs, vous trouverez certainement celle qui convient à votre situation. A condition toutefois de bien comprendre le fonctionnement des différentes garanties proposées. Décryptage.

FORMULES D'ADHÉSION SOLO, DUO OU FAMILLE ENTIÈRE, ELLES S'ADAPTERENT À TOUTES LES SITUATIONS

Les contrats d'assurance accidents du quotidien sont suffisamment souples pour s'adapter à chaque situation. Tous s'articulent autour de trois éléments essentiels. Le premier est le nombre de personnes concernées par le contrat. On vous propose ainsi une formule solo si vous êtes célibataire, duo si vous vivez en couple ou famille si vous avez des enfants. Pour un contrat de base, comptez entre 10 et 15 euros par mois pour une personne seule et entre 15 et 20 euros pour un couple avec deux enfants, sachant que les tarifs peuvent beaucoup varier selon le type de garanties annexes incluses (accidents de la route,

accidents médicaux, sports à risque...). L'âge des intéressés est également pris en compte, sachant que la plupart des compagnies (la Maif et la GMF font exception) refusent d'assurer un octogénaire. Le deuxième élément est le plafond d'indemnisation. Il est la plupart du temps de 1 million d'euros (versé, au choix, en capital ou en rente), mais certaines compagnies vont jusqu'à 2 millions, et y ajoutent parfois un bonus de 50 000 à 100 000 euros par année d'adhésion. Troisième élément : le seuil d'intervention à partir duquel les garanties jouent. Ce seuil est mesuré par le taux d'IPP (incapacité permanente partielle) consécutif à l'accident. En général, il est déclenché à partir d'un taux d'IPP de 10%, mais il peut varier de 1 à 30% selon les contrats (lire l'en-tête page suivante pour connaître les correspondances entre les séquelles observées et le taux d'IPP attribué).

BLESSURES LA GARANTIE PROPOSÉE PAR LA COMPAGNIE PEUT COUVRIR DE TRÈS NOMBREUX TYPES D'ACCIDENTS

Les souscripteurs du contrat sont automatiquement couverts contre les accidents qualifiés par la réglementation de

SIX ÉTABLISSEMENTS PROPOSANT LA SOUSCRIPTION EN LIGNE D'UNE GARANTIE ACCIDENTS DE LA VIE

ASSUREUR (ADRESSE INTERNET)	TARIF ANNUEL (TAUX D'INVALIDITÉ MINIMAL) (1)		INDEMNISATION MAXIMALE	COUVERTURE DES SPORTS À RISQUE (4)	COUVERTURE DES ACCIDENTS SCOLAIRES	ÂGE LIMITE DE SOUSCRIPTION
	POUR UN CÉLIBATAIRE (2)	POUR UNE FAMILLE (3)				
Maaf (Maaf.fr)	140 euros (5%)	334 euros (5%)	Sans plafond global (5)	Non	Oui	65 ans
Macif (Macif.fr)	75 euros (10%)	132 euros (10%)	Sans plafond global (5)	Non	Oui	75 ans (6)
Maif (Maif.fr)	117 euros (5%) (7)	207 euros (5%) (7)	Sans plafond global (5)	Oui	Oui	Aucune
GMF (Gmf.fr)	316 euros (10%) (8)	316 euros (10%) (8)	2 millions d'euros (9)	Oui (10)	Oui	Aucune
Groupama (Groupama.fr)	140 euros (10%) (11)	256 euros (10%) (12)	2 millions d'euros	Non	Oui	70 ans
LCL (LCL.fr)	150 euros (1%)	318 euros (1%)	2 millions d'euros	Non	Oui (13)	74 ans

(1) Taux minimal exigé par l'assureur pour être indemnisé. Exemples de taux décliné : 1% pour un vertige, 5% pour la perte de l'usage d'un doigt, 10% pour la perte d'un genou (prothèse plongée) ou d'un œil, 30% pour la perte d'usage d'un pied ou d'une main. (2) Célibataire de 30 ans, sans enfant. (3) Couple de 45 ans, marié, 2 enfants de moins de 10 ans. (4) Alpinisme, VTT, escalade, judo... (5) Mais avec des plafonds ou des forfaits par type de garantie (hospitalisation, perte de revenus, capital décès, préjudice esthétique, assistance à domicile, aménagement du logement, obsèques...). (6) A partir de 75 ans, la garantie ne couvre plus que les accidents de la route. (7) Taux d'invalidité minimal de 10% pour les plus de 70 ans.

(8) 20 euros pour un taux d'invalidité de 30%. (9) 1 million d'euros pour un taux d'invalidité de 30%. (10) Sauf la compétition automobile. (11) 155 euros pour un taux d'invalidité de 5%, 115 euros pour un taux de 30%. (12) 299 euros pour un taux d'invalidité de 5%, 210 euros pour un taux de 30%. (13) Couverture étendue jusqu'à l'âge de 26 ans.

«soudains et imprévus, individuels ou collectifs, survenant hors de l'activité professionnelle et dus à une cause extérieure». Peu importe la nature de ces accidents (chute, brûlure, intoxication...) et l'endroit où ils surviennent (chez vous ou dans la rue, en ville ou à la campagne). Certes, les premiers soins dispensés sont très bien remboursés par l'assurance-maladie. Mais ensuite, en cas de séquelles physiques, qui n'apparaissent pas toujours sur le moment, vous n'aurez plus droit à rien, pas plus de la part de la Sécu que de votre complémentaire santé, ce qui ne sera pas le cas avec une assurance accidents de la vie. Ce type de contrat peut aussi couvrir les conséquences d'agressions et d'actes médicaux liées à des erreurs de diagnostic ou aux infections nosocomiales. Sans doute est-ce alors au responsable, l'agresseur ou l'hôpital, de vous indemniser de votre préjudice, mais votre assureur, lui, va réagir immédiatement, sans attendre les conclusions d'une enquête qui risque d'être longue. Il faut ainsi savoir que l'Oniam (Office national d'indemnisation des accidents médicaux) n'intervient que dans les cas très graves et parfois avec plus de deux ans de retard...

DÉCÈS LE PRÉJUDICE ÉCONOMIQUE ET MORAL EST PRIS EN COMPTE DANS LE MONTANT D'INDEMNISATION VÉRÉ

Un accident particulièrement grave peut entraîner le décès de la victime. Ce sont alors ses ayants droit – conjoint, enfants, parents – qui vont être indemnisés en contrepartie du préjudice financier (perte de revenus) et moral subi, déduction faite toutefois, pour le conjoint survivant, de son éventuelle pension de réversion. Pour les enfants, ce préjudice dépend de leur âge et de celui des parents. A noter que le prémium doloris, à savoir le prix des souffrances consécutives à la perte d'un proche, est soumis à des barèmes situés dans une fourchette de 20 000 à 25 000 euros pour le conjoint, de 17 000 à 25 000 euros pour un enfant mineur, de 11 000 à 15 000 euros pour un enfant majeur et de 15 000 à 22 000 euros pour un parent. Sachez aussi que les frais d'obsèques – qui varient de 3 000 à 7 000 euros – sont

Le contrat peut aussi couvrir les conséquences liées aux erreurs médicales

remboursés sur facture. Attention : si le décès de la victime survient après un accident ayant entraîné une incapacité déjà couverte, les assureurs vont déduire de l'indemnisation les sommes déjà versées. Autre restriction : le cumul des indemnités versées à la victime, puis aux ayants droit après son décès, ne peut dépasser le plafond d'indemnisation prévu (entre 1 et 2 millions d'euros généralement).

PRISE EN CHARGE TOUT DÉPEND DU TAUX D'INCAPACITÉ OBSERVÉ CHEZ LA VICTIME

Dans un contrat de base, le taux d'incapacité de l'accidenté à partir duquel l'assureur intervient est d'au moins 30%. Taux qui correspond à la perte d'une main, ce qui n'est pas rien... Le seuil de déclenchement peut être heureusement plus protecteur, par exemple entre 5 et 10% (perte d'un doigt). Mais le taux d'incapacité n'est pas le seul critère pour déterminer le montant de l'indemnisation. En fait, c'est l'importance des séquelles à la fois physiques et psychologiques qui est déterminante. Elle est appréciée par un médecin-expert, et même par un contre-expert si vous le voulez, car il n'y a pas de vérité absolue dans ce domaine. Perdre une main est ainsi plus grave pour un artisan que pour un enseignant. Sont également pris en compte la réparation des souffrances subies par un proche, le préjudice esthétique, voire le déficit d'agrément, c'est-à-dire l'impossibilité pour la victime de se livrer à ses loisirs favoris (sport, musique...).

EXCLUSIONS LES DOMMAGES LIÉS À L'EXERCICE DE VOTRE PROFESSION NE SONT PAS GARANTIS PAR LE CONTRAT

Les accidents de la route, déjà indemnisés par des régimes spécifiques, sont souvent exclus de ce type d'assurance. Certains contrats acceptent de les prendre en charge, comme ceux de la Maaf ou de la GMF, mais moyennant une surprime importante. Les blessures dues à la pratique d'un sport dangereux sont, elles aussi, assez rarement indemnisées. Encore faut-il s'entendre sur la notion de sport dangereux. Il ne peut y avoir de discussion pour la spéléologie, la course

La perte d'audition d'une oreille correspond à un taux d'invalidité variant entre 10 et 29%.



LE BARÈME DES TAUX D'INVALIDITÉ PARTIELLE

TAUX D'INVALIDITÉ	SÉQUELLES TYPES CORRESPONDANTES
De 1 à 4%	Vertige, instabilité, gêne respiratoire, extension incomplète du coude.
De 5 à 9%	Flexion du genou limitée à 110 degrés, perte d'un doigt, brûlure sur 10% du corps.
De 10 à 29%	Perte de la vision d'un œil, perte d'audition d'une oreille, perte d'un pouce.
De 30 à 59%	Paralysie du nerf sciatique, perte d'une main ou d'un pied.
60% et plus	Perte complète d'audition ou de préhension, tétraplégie haute totale.

Avec une garantie accidents de la vie, aussi performante soit-elle, vous ne percevez au-cune indemnité de l'assureur en cas de blessure légère (jambe ou bras cassé, entorse au poignet...). Il faut forcément qu'il y ait une séquelle de l'accident subi, c'est-à-dire un handicap physique durable. Le degré de ce handicap, autrement dit l'invalidité permanente partielle (IPP), est mesuré par un médecin-expert, sur une échelle allant de 0 à 100%. Cette évaluation n'est faite qu'une fois tous les soins de base achevés et la santé du blessé consolidée (le handicap n'évoluera plus).

En cas de retour difficile à la vie active, l'aide d'un psychologue est parfois proposée

automobile ou la plongée sous-marine, mais qu'en est-il du judo ou de la voile ? Sur cette question, chaque compagnie peut avoir son propre avis. Les sports pratiqués à titre professionnel et rémunérés ne sont naturellement jamais couverts. Troisième catégorie d'accidents qui ne sont pas pris en charge (sauf rares exceptions) : ceux survenant dans le cadre de son activité professionnelle, y compris pendant les trajets domicile-travail.

GARANTIES ANNEXES DE LA GARDE DES ENFANTS À L'AIDE MÉNAGÈRE ET À LA LIVRAISON DE VOS MÉDICAMENTS

Les contrats contiennent toutes sortes de garanties que vous n'avez pas nécessairement repérées à la première lecture. Vous devez donc procéder à une étude attentive dès la signature, car elles peuvent vous être utiles. La plus courante est l'aide à domicile si vous êtes immobilisé. Infirmière, auxiliaire ménagère, livraison de médicaments, garde d'enfants ou de parents dépendants, soutien scolaire... Autant de services qui pourront opportunément vous dépanner. En cas d'accident loin de votre domicile, vous pouvez bénéficier aussi de la prise en charge de soins médicaux ou d'un rapatriement sanitaire, voire du rapatriement du corps s'il y a décès. Certains contrats prévoient même l'intervention d'un psychologue si le retour à la vie active s'avère difficile, un diagnostic d'aménagement du domicile par un ergothérapeute ou, de manière plus classique, la recherche d'une maison de repos pour faciliter la convalescence.

TYPE D'INDEMNISATION VOUS SEREZ SOUVENT MIEUX TRAITÉ AVEC UN CONTRAT DIT «INDEMNITAIRE»

Chaque assureur a ses propres règles d'indemnisation. Mais même avec une formule haut de gamme, vous n'êtes pas sûr d'être couvert à hauteur des dommages réellement subis. Vous éviterez ces aléas en prenant un contrat indemnitaire



Le label GAV impose aux compagnies d'assurances un plafond de garanties d'au moins 1 million d'euros.

LABEL GAV : LA GARANTIE D'UNE COUVERTURE MINIMALE

Lancés en 2000, les contrats d'assurance accidents de la vie n'étaient pas tous, au départ, à la hauteur des attentes. Pour remettre de l'ordre, le label GAV (pour garantie des accidents de la vie) a rapidement été créé. Il définit un socle

minimal de prestations que doivent fournir les contrats : un âge d'adhésion limite d'au moins 65 ans, un plafond de garanties d'au moins 1 million d'euros, un montant d'indemnisation fixé par référence au droit commun (contrat «indemnitaire»,

lire ci-contre), et un seuil d'intervention à partir de 30% d'invalidité. A noter : le label n'est qu'un socle, qui peut être avantageusement complété par l'assureur, ce qui est souvent le cas pour le seuil d'intervention : en pratique, il débute à 5%, voire à 1%.

(et non pas forfaitaire). Toutes les grandes compagnies en proposent. Vous serez alors traité selon les règles du droit commun, comme si un tribunal calculait les indemnités que vous devrait le responsable de l'accident. Vous obtiendrez ainsi une somme sur mesure, souvent plus élevée, car adaptée à votre situation personnelle (composition du foyer, revenus) et professionnelle (responsabilités, perspectives de carrière). Seul inconvénient : à l'inverse des contrats forfaitaires, lors de la souscription, vous ne connaissez pas le montant des indemnités qui seront versées en cas d'accident.

DÉLAI D'INDEMNISATION IL FAUT COMPTER AU MINIMUM CINQ MOIS AVANT D'ÊTRE FIXÉ SUR VOTRE SORT

Trois étapes clés vont se succéder entre la déclaration de l'accident que vous avez subi et son indemnisation financière.

Après l'accident, l'assureur va proposer diverses prestations de confort destinées à faciliter la vie de la victime et de son entourage (lire plus haut). Là, tout va assez vite. Ensuite, les choses peuvent traîner. En effet, une fois consolidé l'état de santé de l'assuré, c'est-à-dire quand plus aucune évolution n'est possible (ce qui peut prendre plusieurs mois), un taux d'invalidité est évalué par un médecin-expert. Si ce taux est supérieur au seuil d'intervention prévu par le contrat, la compagnie dispose encore de cinq mois pour faire une offre d'indemnisation. En cas de refus de votre part, s'ouvre alors une procédure de conciliation, au cours de laquelle vous pouvez vous faire assister par le médecin de votre choix pour tenter d'avoir gain de cause. Bon à savoir : en cas d'accord final et dans l'attente du règlement définitif, l'assuré peut toujours demander une avance sur indemnisation. •

Pour réfléchir et agir avec un temps d'avance

Actuellement en vente

Harvard
Business
Review
FRANCE

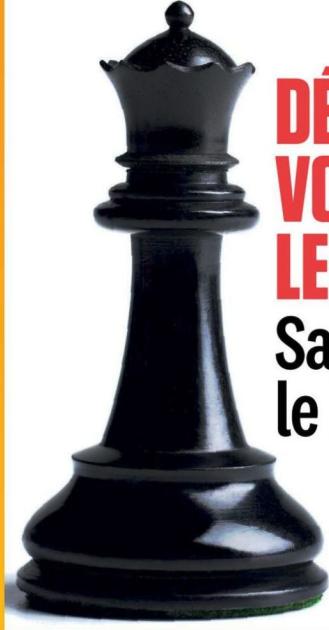
Une méthode pour mesurer
l'économie numérique p.64

L'énigme des
nouveaux marchés p.98

Apprendre à dire non...
et comment dire oui p.111



Innovation productive : la
culture de l'expérimentation p.43



**DÉVELOPPEZ
VOTRE
LEADERSHIP**
Savoir adopter
le bon style PAGE 32

GARANTIE DÉCÈS Pour mettre sa famille à l'abri du besoin en cas de disparition

Que vont devenir votre conjoint et vos enfants si vous disparaissez brusquement ? Sauf à disposer d'un patrimoine confortable, ils risquent de se heurter à de gros problèmes financiers. Et ce ne sont pas les prestations versées à cette occasion (par l'entreprise, l'assurance-maladie...) qui suffiront à maintenir leur niveau de vie. Même si ce n'est pas un réflexe quand on est encore jeune, il est donc conseillé de souscrire une assurance décès. Une poignée de compagnies de qualité ont mis en place un mode de souscription dématérialisé (lire notre tableau), soit à 100%, soit, comme chez MMA et MAE, avec l'obligation ensuite de renvoyer par courrier le contrat qui a été conclu. Le principe de cette garantie ? Vous payez une cotisation mensuelle ou annuelle à l'assureur qui, en cas de décès (et parfois d'invalidité absolue), versera à vos bénéficiaires le capital ou la rente

Une poignée de bons contrats peuvent être souscrits de son ordinateur

convenus. Important : le montant des cotisations dépend du capital garanti, mais aussi de votre âge et de votre état de santé.

CONDITIONS D'ADHÉSION PAS DE SOUCI EN VUE SI VOUS ÊTES JEUNE ET QUE LE CAPITAL GARANTI EST MODIQUE

Avec ce type de contrat, les compagnies d'assurances calculent minutieusement les risques qu'elles prennent avec vous. Pas de problème si vous êtes jeune et en forme, vous n'aurez sans doute qu'à signer en ligne une attestation de bonne santé, surtout si le montant des garanties que vous demandez est faible (moins de 40 000 euros). En revanche, si vous exigez des garanties élevées alors que vous êtes de santé fragile et avez plus de 45 ans, c'est un questionnaire médical détaillé qu'il faudra remplir. Attention : vos réponses doivent être sincères car, en cas de dissimulation, même de simples omissions, l'assureur peut refuser de verser le

capital prévu. A noter : si vous êtes considéré comme à risque, attendez-vous à devoir passer des examens poussés dans un centre agréé : analyse de sang, électrocardiogramme, radio des poumons...

TARIFS LA COTISATION À PAYER VARIE DE 1 À 4 ENTRE UN SOUSCRIPTEUR Âgé DE 30 ANS ET UN DE 55 ANS

Le niveau des capitaux garantis et l'âge du souscripteur déterminent le montant des primes à payer. Rien de plus logique, sauf que la prise en compte du critère âge par les compagnies donne souvent lieu à des excès. En effet, quand l'assuré est jeune, les cotisations sont modestes (on peut même parler de prix d'appel), puis l'addition explose : pour un capital garanti de 80 000 euros, la prime annuelle est, en moyenne, de 140 euros entre 30 et 39 ans, de 250 euros entre 40 et 49 ans et de 600 euros entre 50 et 59 ans, soit au total plus qu'un quadruplement ! Passé un certain âge (70, 75 ou 80 ans), l'assuré n'a plus rien à payer, car il est radié purement

TARIFS ET SPÉCIFICITÉS DE CINQ BONS CONTRATS DÉCÈS-INVALIDITÉ ACCESSIBLES PAR INTERNET

ÉTABLISSEMENT (ADRESSE INTERNET)	COTISATION MENSUELLE ⁽¹⁾ POUR UN CAPITAL GARANTI DE...				EXCLUSIONS SPORTIVES ET PROFESSIONNELLES ⁽²⁾	TYPES DE VERSEMENT	ÂGE LIMITÉ D'ADHÉSION	ÂGE LIMITÉ DE GARANTIE ⁽³⁾				
	30 000 EUROS		80 000 EUROS					DÉCÈS	INVALIDITÉ			
	À 40 ANS	À 55 ANS	À 40 ANS	À 55 ANS								
Malakoff Humanis (Malakoffhumanis.com)	6 euros	20 euros	15 euros	23 euros	Oui	Capital ou rente	65 ans	75 ans	65 ans			
MAIF (Maif.fr)	6 euros	23 euros	16 euros	61 euros	Oui	Capital ou rente ⁽⁴⁾	65 ans	75 ans	65 ans			
MMA (Mma.fr)	6 euros	24 euros	16 euros	65 euros	Oui	Capital ⁽⁵⁾	65 ans	75 ans	67 ans			
Harmonie Mutuelle (Harmonie-mutuelle.fr)	8 euros	25 euros	20,50 euros	68 euros	Oui	Capital ⁽⁵⁾	80 ans	85 ans	80 ans			
MAE (Mae.fr)	10 euros ⁽⁶⁾	31 euros ⁽⁶⁾	23 euros ⁽⁷⁾	68 euros ⁽⁷⁾	Oui	Capital ⁽⁸⁾	70 ans	75 ans	65 ans			

(1) Tarifs valables pour un homme ou une femme non-fumeur (l'âge majoré la cotisation mensuelle de 5 à 20 euros, selon l'âge). (2) Exclusions qui concernent les activités réputées à risque, qu'elles soient sportives (plongée, parapente...) ou liées à l'exercice d'un métier (marin, secouriste...). (3) Âge du souscripteur à partir duquel, en cas de décès ou d'invalidité, plus aucun capital ni aucune rente ne seront versés aux bénéficiaires du contrat. (4) Ou un mélange des deux types de versement. A noter : en cas d'invalidité, le versement s'effectue seulement en capital. (5) En option : doublement du capital garanti en cas de décès par accident. (6) 3 euros par mois pour une garantie décès couvrant seulement les accidents. (7) 6 euros par mois pour une garantie décès couvrant seulement les accidents. Des tarifs valables pour un capital garanti de 75 000 euros. (8) Doublement du capital garanti en cas de décès par accident.

et simplement! Bonne affaire pour l'assureur, qui empêche le total des primes versées sans contrepartie. Si cette différence de tarifs entre jeunes et vieux perdure, celle entre hommes et femmes a disparu en décembre 2012 suite à un arrêt de la Cour de justice européenne. Pas question, a décidé la Cour, sauf pour les contrats signés avant cette date, que les femmes soient avantagées sous prétexte que leur espérance de vie est plus longue. En revanche, la discrimination subie par les fumeurs est toujours d'actualité : s'ils avouent leur addiction, ils continuent de payer une surprime d'au moins 25%.

EXCLUSIONS LES PRATIQUANTS DE SPORTS À RISQUE NE SONT PAS LES BIENVENUS, SAUF RARES EXCEPTIONS

Un certain nombre de circonstances très particulières sont exclues des garanties décès. Figurent notamment l'usage intensif de la drogue, la participation active à une guerre civile ou à des émeutes. Sont également écartées, sauf rares exceptions, les personnes qui exercent un emploi à risque (secouristes, chimistes, marins...) et les sportifs de l'extrême, que leur activité soit exercée dans l'air (vol acrobatique, parapente), en mer (plongée, motonautisme) ou sous terre (spéléologie). Les faits intentionnellement provoqués ne sont pas davantage couverts, comme la conduite d'une voiture en état d'ivresse. Cas spécial, celui du suicide, car là, tout est affaire d'appréciation. Pour certaines disparitions, en effet, la distinction entre acte involontaire et acte intentionnel n'est pas facile à établir, même après enquête auprès des proches. En tout cas, lorsqu'il est établi, le suicide est exclu au cours de la première année de souscription (parfois les deux premières). De quoi éviter qu'un désespéré fasse profiter ses proches des conséquences financières de sa disparition.

CONTRAT TEMPORAIRE DÉCÈS SI L'ASSURÉ ATTEINT LA LIMITÉ D'ÂGE, SES COTISATIONS SERONT PERDUES

Totalisant 90% du marché, c'est la catégorie d'assurance décès la plus courante : le souscripteur paie une prime (annuelle ou mensuelle) et, si son décès survient pendant la période couverte, l'assurance verse aux proches une somme correspondant au capital garanti. Souvent



PHOTO : © KZENON - STOCKADORE.COM

L'assurance-maladie attribue un capital de 3 472 euros à la famille d'un salarié décédé.

LES CAPITAUX DÉCÈS VERSÉS PAR LA SÉCU ET L'EMPLOYEUR

Les salariés du privé bénéficient de prestations en cas de décès, de la part de la Sécurité sociale et de leur entreprise. A condition d'en faire la demande, l'assurance maladie verse un capital de 3 472 euros au conjoint ou au pacé survivant (à défaut aux

enfants, puis aux parents), voire au concubin survivant s'il était à sa charge totale. Ce capital grimpe à 8 227 euros si le défunt était artisan ou commerçant (3 291 euros s'il était déjà retraité). L'employeur d'un salarié attribue également un capital, qui varie entre 1 et 4 fois le

salaire annuel brut. Les proches de fonctionnaires, eux, ont droit au capital décès de la fonction publique, égal à 13 888 euros si le décès a eu lieu avant la retraite (un an de salaire en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle), et 3 472 euros sinon.

d'une durée d'un an, ces contrats sont renouvelés, année après année, jusqu'à ce que le souscripteur décide d'y mettre fin ou, automatiquement, s'il atteint la limite d'âge (lire le tableau ci-contre). Dans ces deux cas, l'assureur garde les cotisations versées. On peut éviter cet inconvénient en souscrivant une garantie décès « vie entière », qui fonctionne un peu comme une assurance vie. Elle prévoit ainsi que les cotisations versées, augmentées des intérêts, reviennent au bénéficiaire du contrat quelle que soit la date du décès.

FISCALITÉ NI IMPÔT SUR LE REVENU NI DROITS DE SUCCESSION À RÉGLER POUR LE BÉNÉFICIAIRE DU CONTRAT

Contrairement à la plupart des produits d'épargne, les capitaux versés par une assurance décès échappent totalement à l'impôt sur le revenu et aux droits de

succession, quels qu'en soient le montant et les bénéficiaires. Un bémol toutefois : les primes versées par l'assuré dans l'année de son décès sont considérées par l'administration fiscale comme de l'épargne. A ce titre, elles sont taxées au taux forfaitaire de 20%, mais seulement si le souscripteur du contrat décède avant l'âge de 70 ans et si le bénéficiaire du capital perçoit également de la part du défunt plus de 152 500 euros d'un contrat d'assurance vie. Si le souscripteur décède après ses 70 ans, ces primes versées sont soumises aux droits de succession, selon le barème habituel (comptez autour de 15% pour 80 000 euros reçus en ligne directe), après un abattement de 30 500 euros. Sauf, dans les deux cas, pour le conjoint ou le partenaire de Pacs, automatiquement exonérés sur tous les biens reçus par succession. •

CONTRATS OBSÈQUES

Les formules proposées ne sont pas toujours très claires

De plus en plus de seniors signent un contrat obsèques pour éviter à leurs proches d'avoir à financer le coût de leurs funérailles, dont la facture est élevée puisqu'elle se chiffre entre 3 000 et 7 000 euros. La souscription est simple : vous fixez la somme que touchera le bénéficiaire, puis alimentez le contrat avec une prime unique ou des versements périodiques. Le tout étant désormais possible à distance, depuis un ordinateur (lire ci-dessous notre sélection de contrats). La complexité et l'opacité des formules proposées méritent néanmoins quelques explications.

SOUSCRIPTION AUCUN EXAMEN DE SANTÉ OU QUESTIONNAIRE MÉDICAL N'EST DEMANDÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT

Il n'y a pas d'âge limite pour souscrire un contrat obsèques, du moins théoriquement, mais les assureurs le fixent généra-

lement entre 75 et 85 ans. De toute façon, ils ne demandent pas de questionnaire médical à l'entrée. Plus que votre état de santé, en effet, c'est votre âge qui les intéresse pour calculer le montant de vos cotisations. Si vous êtes presque septuagénaire, attendez-vous donc à payer le prix fort. Exemple : pour un capital garanti de 4 000 euros, il faut payer environ 250 euros par an à 50 ans et près du double quinze ans plus tard. Sachez aussi que vous avez toute une gamme de contrats à votre disposition, selon que vous souhaitez le versement d'un capital aux bénéficiaires ou que vous commandez à l'assureur des obsèques clés en main. Même diversité s'agissant des types de cotisations, qui peuvent être viagères (à verser à vie), temporaires (étaillées sur quelques années) ou uniques (en une fois). Important : si vous souscrivez un contrat obsèques, informez-en toutes les per-

sonnes concernées et - mieux encore - envoyez-leur une copie, sinon vos cotisations risquent de disparaître avec vous...

CONTRAT EN CAPITAL, IL EST EXCLUSIVEMENT DESTINÉ À PAYER LES FRAIS FUNÉRAIRES DE L'ASSURÉ

Les contrats en capital se limitent à garantir, au décès de l'assuré, le versement d'une certaine somme aux bénéficiaires qu'il a désignés. Il n'y a pas plus simple que ce type de contrat, d'où son succès (il représente 70% des formules souscrites). Jusqu'en 2013, il avait toutefois un gros défaut : rien dans ses clauses n'exigeait qu'il serve à payer les frais d'obsèques. Les bénéficiaires pouvaient donc utiliser cet argent comme bon leur semblait, y compris pour leur propre usage... Cette possibilité n'existe plus puisque la loi stipule désormais que tout contrat d'obsèques doit prévoir que le capital constitu-

SEPT CONTRATS OBSÈQUES ACCESSIBLES SUR INTERNET ET LES TARIFS PROPOSÉS À 50 ET 65 ANS POUR UN CAPITAL GARANTI DE 4 000 ET 6 000 EUROS

ASSUREUR (ADRESSE INTERNET)	COTISATION MENSUELLE À VERSER... JUSQU'AU DÉCES			COTISATION MENSUELLE À VERSER... JUSQU'AU DÉCES			DÉLAI DE CARENCE ⁽¹⁾	ÂGE LIMITÉ D'ADHÉSION
	PENDANT 10 ANS	PENDANT 15 ANS	PENDANT 10 ANS	PENDANT 15 ANS				
	À L'ÂGE DE 50 ANS, POUR UN CAPITAL GARANTI DE 4 000 EUROS			À L'ÂGE DE 65 ANS, POUR UN CAPITAL GARANTI DE 6 000 EUROS				
Aviva (Aviva.fr)	17 euros	42 euros	28 euros	41 euros	70 euros	52 euros	Aucun	79 ans
Gan Prévoyance (Ganprevoyance.fr)	18 euros	54 euros	37 euros	38 euros	74 euros	53 euros	1 an	85 ans
MAIF (Maif.fr)	Sans objet ⁽²⁾	38 euros	Sans objet ⁽²⁾	Sans objet ⁽²⁾	84 euros ⁽³⁾	Sans objet ⁽²⁾	1 an	80 ans
Matmut (Matmut.fr)	18 euros ⁽⁴⁾	53 euros ⁽⁴⁾	Sans objet ⁽⁵⁾	43 euros	74 euros	Sans objet ⁽⁵⁾	2 ans	80 ans
Miltis (Mutuelle-miltis.fr)	17 euros	45 euros	32 euros	25 euros	67 euros	48 euros	1 an	85 ans
Mutac (Mutac.com)	16 euros	41 euros	28 euros	36 euros	64 euros	46 euros	1 an	75 ans
Tranquillité Santé (Tranquillitesante.fr)	21 euros	Sans objet ⁽⁶⁾	Sans objet ⁽⁶⁾	47 euros	Sans objet ⁽⁶⁾	Sans objet ⁽⁶⁾	1 an	85 ans

(1) Période durant laquelle, si l'on décède par maladie ou par suicide, les garanties ne jouent pas (l'assureur rembourse seulement les cotisations perçues aux bénéficiaires du contrat).

(2) Seules durées de cotisation possibles : 10 ans au-dessous de 74 ans, 5 ans au-dessus. (3) Pour un capital garanti de 8 000 euros. (4) Pour un capital garanti de 4 500 euros.

(5) Durée de cotisation non proposée. (6) Seule durée de cotisation possible : durée viagère (jusqu'au décès).

tué soit affecté à l'organisation des funérailles de l'assuré. Seules les sommes excédant la facture peuvent être utilisées à sa guise par le bénéficiaire du contrat.

CONTRAT EN PRESTATIONS POUR CEUX QUI VEULENT TOUT ORGANISER, JUSQUE DANS LES MOINDRES DÉTAILS

En plus du financement des obsèques, cette formule a pour objet leur organisation. Le souscripteur décide ainsi à l'avance du déroulement complet de ses funérailles, depuis le choix de l'entreprise de pompes funèbres (qui ne doit pas être imposée par l'assureur) jusqu'à celui de la sépulture (cérémonie civile ou religieuse, modèle de cercueil, couronnes, faire-part, inhumation ou crémation...). Du coup, le bénéficiaire n'est pas un membre de la famille mais un professionnel, à savoir l'opérateur funéraire conventionné par l'assureur. C'est à cet opérateur qu'il revient de respecter scrupuleusement les dispositions contenues dans la convention obsèques. Un problème peut toutefois se poser en cas de dépassement de devis (lire ci-après), ce qui est inévitable s'il a été établi quinze ou vingt ans auparavant.

DEVIS DES PRESTATIONS LES PRIX DES TROIS PRINCIPAUX SERVICES FUNÉRAIRES DOIVENT ÊTRE INDICUÉS

Qu'arrive-t-il si les frais funéraires dépassent le devis – un cas fréquent vu la flambée de ces frais (+ 50% en dix ans) ? La loi étant muette sur ce point, l'opérateur funéraire n'est pas obligé de prendre la différence à sa charge. Les héritiers risquent alors de devoir payer un complément. Il y a toutefois une parade : demander à l'opérateur, dès la signature du devis, qu'il se contente de la somme prévue. Bon à savoir : pour plus de clarté, la législation oblige désormais les opérateurs à fournir un tableau chiffré détaillant trois services : les prestations courantes (obligatoires), les prestations optionnelles (soins du corps) et les frais avancés pour le compte de la famille (confection de faire-part, publications dans la presse).

DÉLAI DE CARENCE IL PEUT ATTEINDRE DEUX ANS POUR LES DÉCÈS CAUSÉS PAR UNE MALADIE PRÉVISIBLE

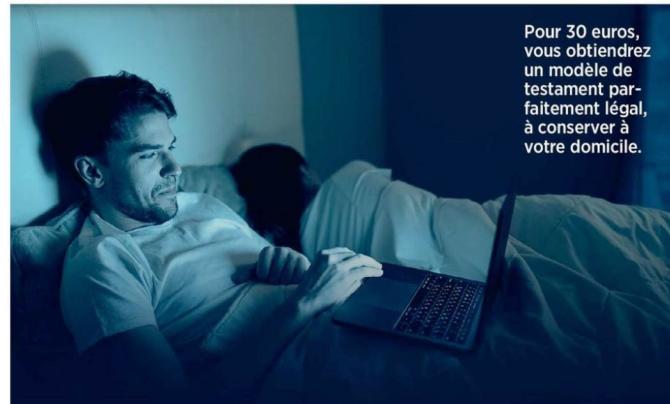
Le versement du capital aux bénéficiaires est immédiat si le souscripteur du contrat décède à la suite d'un accident. Normal,

aucun retard de paiement ne serait tolérable dans ce cas particulièrement douloureux. En revanche, étant donné que ce type de contrat n'est soumis, avant la signature, ni à un questionnaire médical ni à un examen de santé, un décès consécutif à une maladie peut entraîner l'application d'un délai de carence (de six mois à deux ans) à partir de la date de souscription. Seules les primes versées par l'assuré sont alors remboursées. La durée de carence varie parfois selon la nature des maladies : courte pour celles manifestement imprévisibles, longue pour celles dont les symptômes ne pouvaient avoir échappé au souscripteur. Ces délais sont destinés à éviter un certain nombre

d'abus, comme, par exemple, se faire assurer dès qu'on apprend qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps à vivre.

REVALORISATION DU CAPITAL ELLE EST INEXISTANTE OU TRÈS FAIBLE CHEZ LA PLUPART DES COMPAGNIES

Un contrat obsèques est nécessairement souscrit pour une durée indéterminée, puisque celle-ci dépend de la date du décès de l'assuré. Le capital fixé à la signature ne peut ainsi pas tenir compte de l'inflation. Du coup, beaucoup de compagnies ne revalorisent jamais le capital. D'autres prévoient une revalorisation minimale, qui n'est pas indexée sur l'inflation réelle, mais sur un taux «technique», ↗



Pour 30 euros, vous obtiendrez un modèle de testament parfaitement légal, à conserver à votre domicile.

TESTAMENTO : UN SITE POUR RÉDIGER VOTRE TESTAMENT

Près de 80% des Français n'ont pas pris la peine de faire leur testament, laissant la loi décider de la répartition de leurs biens entre leurs héritiers, laquelle ne tiendra pas forcément compte de leurs préférences ou de leurs besoins. Avec le site Testamento.fr, fixer ses dernières volontés est pourtant devenu très simple : en trente minutes, cette plate-forme vous aide à rédiger votre testament (en toute sécurité), vous permettant ainsi de protéger vos proches en cas de disparition subite. En pratique, il faut répondre à quelques questions d'ordre familial (héritiers ou conjoint à privilégier...), afin que le site génère un modèle de testament, qu'il suffit ensuite de recopier à la main sur papier : on obtient ainsi un testament dit «olographe», parfaitement légal, à garder chez soi. Le site propose aussi sa conservation chez un notaire. Prix du service : entre 30 et 70 euros (contre 140 euros pour un acte notarié) selon la formule choisie. Attention quand même : pour les cas complexes (familles recomposées...), mieux vaut s'adresser directement à un notaire.

PHOTO : © SHOTPRIME STUDIO - STOCK.ADOBE.COM

40% des compagnies prélevent des frais lorsque l'assuré résilie son contrat pour récupérer son argent

► bien inférieur à 0,5% aujourd'hui. Dans les circonstances économiques actuelles, aucune perte n'est à craindre, mais, si l'inflation redémarre, il pourrait en être autrement. Dans tous les cas, pour limiter ce risque, mieux vaut ne pas souscrire trop jeune, de façon à réduire la période durant laquelle l'inflation vous fait perdre de l'argent. Autre solution : opter pour un versement à prime unique, à condition toutefois d'en avoir les moyens.

MODIFICATIONS DU CONTRAT

LA LOI VOUS AUTORISE À CHANGER D'AVIS SUR TOUT ET À TOUT INSTANT

Vous avez souscrit un contrat en prestations, mais le type de funéraires prévu ne vous convient plus ? Rassurez-vous, la loi vous autorise à changer d'avis à tout moment, sans aucun justificatif à apporter. Peu importe que vous optiez désormais pour une crémation plutôt qu'une inhumation, ou une pierre tombale en granit

PHOTO: © TUNEDIN - STOCK.ADOBE.COM

plutôt qu'en marbre. Vous pouvez même choisir un autre opérateur funéraire. Votre contrat doit alors intégrer un avenant tenant compte de vos nouvelles exigences. Sachez aussi que, si le paiement des cotisations devient trop lourd, vous pouvez tout arrêter et récupérer les sommes versées depuis la souscription. C'est ce qu'on appelle un rachat. Cette faculté ne peut être ni limitée ni interdite par l'assureur. Tout contrat doit d'ailleurs préciser dans un tableau spécifique les valeurs de rachat. Mais méfiez-vous : 40% des compagnies prélevent des frais à cette occasion, qui peuvent excéder 15% des versements.

TYPE DE COTISATION **QUEL QUE SOIT VOTRE ÂGE, PRIVILÉGIEZ LA PRIME UNIQUE SI VOUS EN AVEZ LA CAPACITÉ**

Trois formules de versements sont généralement proposées par les compagnies d'assurances : par prime temporaire

(échelonnée sur une durée variant entre cinq et vingt ans), par prime viagère (payable jusqu'au décès de l'assuré) ou par prime unique (payée en une seule fois lors de la souscription du contrat). Laquelle choisir ? Tout dépend de votre âge lors de la signature. Si vous êtes encore jeune, autour de 60 ans par exemple, évitez la prime viagère. En effet, votre espérance de vie reste alors élevée (environ vingt ans), si bien que vous allez cotiser longtemps et, qu'au bout du compte, le total des cotisations versées risque d'être largement supérieur au capital garanti ! Ce risque est moins important avec une prime temporaire puisque, par définition, la durée de cotisation est plus courte. Quel que soit votre âge, il est toutefois recommandé d'opter pour la prime unique, généralement un peu inférieure au capital garanti puisque l'assureur se rattrape en la faisant fructifier à son profit. Mais il y a une autre solution à tout cela, plus simple et souvent plus rentable, qui est de placer votre argent dans un contrat d'assurance vie, puis de désigner comme bénéficiaire du contrat le proche (conjoint, enfant...) à qui vous avez confié la charge de payer vos frais d'obsèques. •

OBSÈQUES : LES QUATRE PRINCIPAUX POSTES DE DÉPENSES

■ PRÉSENTATION DU CORPS : DE 0 À 1200 EUROS Toilette mortuaire et habillage du défunt : gratuit à l'hôpital, de 80 à 250 euros en chambre funéraire. Hébergement du corps : gratuit à l'hôpital (pendant 3 jours maximum), de 180 à 400 euros dans l'entreprise funéraire. Soins de

conservation du visage (service facultatif) : de 250 à 500 euros.

■ CERCUEIL ET ACCESSOIRES : DE 700 À 3 200 EUROS

Cercueil : à partir de 500 euros pour une crémation (en bois de pin ou de peuplier), de 600 euros pour une inhumation (en bois de chêne), et jusqu'à 2 800 euros pour les cercueils les plus sophistiqués. Housse, capitons et emblèmes : de 200 à 400 euros en tout.

■ TRANSPORT ET CÉRÉMONIE : DE 400 À 6 000 EUROS

Cérémonie : de 400 à 3 000 euros pour la location du corbillard, le convoi du cercueil de

l'entreprise funéraire jusqu'au cimetière, quatre porteurs et la réalisation d'un office.

Transport du corps d'une ville à l'autre : autour de 2 euros le kilomètre, tarif portant sur l'aller et le retour du convoi.

■ CRÉMATION OU INHUMATION : DE 800 À 2 700 EUROS

Inhumation : de 150 à 500 euros pour le creusement en terre, de 300 à 1 200 euros pour le dépôt en caveau, près de 1 000 euros pour la stèle. Crémation : de 80 à 600 euros pour l'urne, de 500 à 800 euros pour l'incinération, de 120 à 450 euros pour la cérémonie, de 60 à 100 euros pour la dispersion des cendres au cimetière.



Lexique

Consolidation Date à laquelle les séquelles consécutives à un accident ont pris un caractère permanent, donc n'évolueront plus. On dit que l'état de santé de la victime est «consolidé». A partir de cette date, un médecin-expert mesure le taux d'invalidité de la personne. Selon l'importance de ce taux et en fonction des clauses du contrat de garantie accidents signé, la procédure débouchera ou non sur le versement d'indemnités.

Indemnitaire Un contrat garantie accidents de la vie est dit «indemnitaire» lorsque le calcul du montant des indemnités versées à une victime se réfère aux règles de droit commun, autrement dit à la jurisprudence des tribunaux, et non aux conventions d'un contrat de droit privé ou aux conclusions remises par les experts de la compagnie d'assurances, autant de solutions qui peuvent se révéler nettement moins favorables à l'assuré.

Premium doloris C'est le «prix de la douleur», terme qui désigne les souffrances morales endurées par le conjoint ou les enfants qui ont perdu un proche. Le premium doloris est pris en compte par l'assurance accidents de la vie lors du calcul des indemnités versées en cas de décès. Le montant attribué se situe en général entre 10 000 et 25 000 euros, selon le degré de parenté existant entre le défunt et les bénéficiaires du contrat.

Rachat Possibilité offerte à un souscripteur de contrat obsèques de récupérer à tout moment les cotisations versées. Les valeurs de rachat, obligatoirement indiquées sur le contrat pour les huit premières années,



Un nombre croissant de compagnies d'assurances, à l'image de la Maif, de la Maaf ou de la Macif, proposent la souscription en ligne de leurs contrats accidents de la vie, décès ou obsèques.

correspondent au maximum d'argent récupérable à chaque fin d'année, une fois déduits les divers frais de la compagnie.

Seuil d'intervention Taux d'invalidité d'un blessé au-dessous duquel l'assureur ne fait pas jouer la garantie accidents de la vie souscrite. La victime de l'accident ne perçoit alors aucune indemnité. En général, le seuil d'intervention se déclenche à partir d'un accident engendrant un taux d'invalidité de 10%, mais certains contrats prévoient une mise en œuvre à partir d'un taux d'invalidité de 5%, et parfois de 1%.

Taux d'IPP Ou taux d'«invalidité permanente partielle». Traduit le degré de handicap durable subi par la victime d'un accident ayant entraîné des séquelles. Le taux d'IPP est mesuré par l'expert de la compagnie d'assurances, sur une échelle allant de 0 à 100% (de la sensation de

vertige à la tétraplégie totale). Ce taux sert ensuite de référence pour le calcul du montant de l'indemnité à verser à l'assuré.

Tempaire décès C'est la formule classique de l'assurance décès, ultramajoritaire sur le marché. Son fonctionnement est simple : le souscripteur définit un montant de capitaux garantis et éventuellement une date de fin de contrat (il est résilié d'office une fois un certain âge atteint, qui varie entre 70 et 80 ans), et, s'il décède entre-temps, les bénéficiaires perçoivent le capital fixé.

Vie entière A l'inverse des contrats décès «temporaires», les «vie entière» prévoient le versement du capital aux bénéficiaires désignés quelle que soit la date du décès de l'assuré (il n'y a pas de date limite). Cette formule, trop proche de l'assurance vie classique, rencontre peu de succès (10% du marché).

RETRAITE

PAGES 82 À 86

Longtemps, pour avoir accès au document qui retrace les droits et points de retraite acquis, il a fallu attendre ses 35 ans, et même ses 55 ans pour connaître – approximativement – ses conditions de départ (âge, pension servie...). Demander sa retraite ? C'est par courrier qu'il fallait procéder, et prévenir chacune des caisses où l'on avait cotisé. Tout cela, c'est du passé : grâce au compte retraite Internet, ces informations sont aujourd'hui disponibles en temps réel, dès votre premier job. Quant à la demande de retraite, elle s'effectue en ligne, et en une seule fois. Vous jugez que son montant sera insuffisant ? Nous vous expliquons aussi le fonctionnement des deux produits phares permettant de doper vos futurs revenus (le plan d'épargne retraite et l'assurance vie multisupport), avec, en plus, une sélection des meilleures offres Internet, aux atouts incomparables.

50%

**DES DEMANDES DE
VERSEMENT DE PENSION
SONT AUJOURD'HUI
EFFECTUÉES EN LIGNE,
À PARTIR DU COMPTE
RETRAITE**

30%

**TRANCHE D'IMPOSITION
À PARTIR DE LAQUELLE
LE NOUVEAU PLAN
D'ÉPARGNE RETRAITE (PER)
DEVIENT INTÉRESSANT
AU NIVEAU FISCAL**

100%

**DES SOMMES PLACÉES
SUR UNE ASSURANCE VIE
(MAIS PAS SUR UN PER)
SONT RÉCUPÉRABLES
À TOUT MOMENT
PAR LE SOUSCRIPTEUR**

PHOTO : © FOTOVAFOTO - STOCKADOBECOM



COMPTE RETRAITE

Un outil en ligne pour tout connaître sur ses conditions de départ

Salariés, artisans, commerçants, professions libérales, fonctionnaires... Tout le monde a droit aujourd'hui à son compte retraite sur Internet. Accessible sur le site Info-retraite.fr, il regroupe les données (revenus, trimestres, points, périodes de chômage...) de l'ensemble des régimes vieillesse, permettant ainsi de connaître vos conditions de départ, et notamment l'âge jusqu'auquel il vous faudra travailler pour toucher votre pension sans décote. Grâce au simulateur M@rel, vous pourrez aussi obtenir une estimation de votre pension, quel que soit votre âge. Puis, le moment venu, formuler votre demande de retraite. Et si vous notez des erreurs dans vos relevés, par exemple un job d'étudiant oublié ou un salaire non conforme ? Vous pourrez les faire rectifier en ligne, à partir de 55 ans. Selon la complexité de votre carrière, la vérification de toutes ces données vous semblera peut-être trop ardue. Restera alors à faire appel à un cabinet spécialisé dans le bilan de carrière, comme Optimaretraite, EOR

ou Maximis, tous installés sur Internet (lire le tableau ci-dessous). Moyennant quelques centaines ou quelques milliers d'euros (selon la difficulté du dossier), il effectuera cette tâche à votre place.

ACTIVATION DU COMPTE **IL SUFFIT DE VOUS IDENTIFIER EN PASSANT PAR LE SITE INTERNET INFO-RETRAITE.FR**

Depuis mars 2019, que vous soyez actif ou retraité, vous détenez forcément un compte enregistré sur le site Info-retraite.fr. Pour y accéder, il suffit de cliquer sur le bandeau «J'accède à mon compte retraite», situé en haut à droite de la page, puis de vous identifier en entrant votre numéro de Sécurité sociale et votre mot de passe (vous pouvez choisir celui déjà utilisé pour certains sites officiels, comme les impôts - Impots.gouv.fr - ou l'assurance-maladie - Ameli.fr -, ce qui est plus commode et plus sécurisé). L'espac personnel qui s'ouvre vous donne accès à toutes les informations et

Votre numéro de Sécu, un mot de passe, et vous voilà connecté à votre compte !

aux outils utiles pour gérer votre retraite, qu'il s'agisse de vérifier ou de corriger vos données, de réaliser des simulations ou de demander à percevoir votre pension.

VÉRIFICATIONS **VOTRE RELEVÉ DE SITUATION RÉCAPITULE L'ENSEMBLE DES DROITS QUE VOUS AVEZ ACQUIS**

Disponible dans l'onglet «carrière» de votre compte retraite, le relevé de situation individuelle récapitule les revenus retenus pour le calcul de la pension, ainsi que les trimestres et points acquis pour chacun des régimes où vous avez cotisé. L'occasion de vérifier que rien ne cloche, sachant que les erreurs ne sont pas rares : selon la Cour des comptes, plus de 12% des pensions versées

comportent une erreur ! Notez que certaines informations ne figurent pas toujours dans ce document (elles n'y sont consignées qu'à compter de vos 55 ans). Il s'agit des périodes travaillées à l'étranger, de celles où vous avez été au chômage sans être indemnisé, des bonifications de durée d'assurance accordées au titre des enfants nés ou élevés, du congé parental, des enfants handicapés, ainsi que des périodes de service militaire.

ESTIMATION DE PENSION **ELLE SERA BEAUCOUP PLUS FIABLE SI LA DEMANDE EST FAITE APRÈS VOS 55 ANS**

Le moteur de calcul M@rel permet d'estimer le montant de votre pension à tout âge. Mais le résultat sera peu pertinent si vous êtes encore jeune. L'«estimation indicative globale», consultable dès vos 55 ans dans l'onglet «Mes simulations», comporte une évaluation plus précise. Le montant est fourni pour un départ en retraite à l'âge minimal légal (62 ans aujourd'hui), et pour chaque année entre cet âge et l'âge d'annulation de toute décote (67 ans). Mais attention, les chiffres délivrés ne représentent pas pour autant une situation définitive de votre pension et de votre âge de départ sans pénalité. En effet, cette estimation est basée sur la

LES TARIFS DE HUIT SPÉCIALISTES DU BILAN DE RETRAITE

ÉTABLISSEMENT (ADRESSE INTERNET)	PRIX D'UN BILAN DE BASE ⁽¹⁾	PRIX D'UN BILAN COMPLET ⁽²⁾
EOR (Eor.fr)	1200 euros	3000 euros
Essor Retraite (Essor-retraite.fr)	450 euros	450 euros
France Retraite (Franceretraite.fr)	1200 euros	4500 euros
Maximis (Maximis.fr)	1250 euros	7000 euros
Neovia Retraite (Neoviaratraite.fr)	1000 euros	5500 euros
Novely Retraite (Novelyretraite.fr)	2500 euros	3500 euros
Optimaretraite (Optimaretraite.fr)	2100 euros	4300 euros
Sapiendo (Sapiendo-retraite.fr)	600 euros	1800 euros

(1) Estimation des revenus à la retraite, sur une base déclarative.

(2) Assistance pour la liquidation des droits, conseils sur le cumul emploi-retraite, le rachat de trimestres et les placements financiers.

BIEN INVESTIR DANS L'IMMOBILIER, C'EST Capital.



ACTUELLEMENT EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

Toute la presse est sur prismashop.fr

Avec Capital, vivez l'économie

Plus d'une demande de retraite sur deux est aujourd'hui réalisée en ligne

La réglementation en vigueur au jour du calcul et s'appuie sur de nombreuses hypothèses économiques, comme le niveau d'inflation. En outre, ces chiffres retiennent comme postulat que vous garderez le même type d'emploi jusqu'à la fin de votre carrière et avec la même rémunération. Et si vous êtes inscrit au chômage à ce moment-là, l'estimation suppose que vous le resterez jusqu'à la retraite. Retenez aussi que les montants fournis sont bruts, ils n'intègrent donc pas les prélevements sociaux (CSG, CRDS...) qui viendront en déduction.

ENTRETIEN PERSONNALISÉ VOUS POUVEZ EN OBTENIR UN AUPRÈS DE VOTRE CAISSE À PARTIR DE 45 ANS

L'analyse de votre relevé de situation laisse encore place à des interrogations ? Vous pouvez alors contacter en ligne un conseiller de votre caisse de retraite afin de bénéficier, dès vos 45 ans, d'un entretien personnalisé (il se déroulera, selon votre choix, de visu ou par téléphone). Au bout d'un à quatre mois d'attente, cet expert répondra à toutes vos questions concernant les droits que vous avez acquis (il peut aussi corriger leur montant en cas d'erreur manifeste) et notamment sur leurs perspectives d'évolution, par exemple en cas de passage à temps partiel, de changement de statut de travailleur, d'expatriation, de reprise des études ou de départ en formation... Il vous informera sur les dispositifs vous permettant d'améliorer votre retraite, et en particulier sur les règles du cumul emploi-retraite.

DEMANDE DE RETRAITE TOUTE LA PROCÉDURE PEUT ÊTRE FAITE EN UNE FOIS, DEPUIS VOTRE COMPTE INTERNET

Quels que soient les régimes auxquels vous avez été affilié, en tant que salarié, indépendant ou fonctionnaire, vous avez désormais la faculté de demander votre retraite en passant par votre compte retraite Internet, en une seule fois : après

LES SEPT ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES DANS UN RELEVÉ DE SITUATION INDIVIDUELLE

ÉLÉMENTS À SCRUTER	ANOMALIES POSSIBLES
Années de travail	L'oubli d'une année travaillée n'est pas rare, notamment à l'occasion d'un changement d'employeur.
Salaire annuel	Il ne correspond pas toujours au montant brut perçu (limité au plafond de la Sécu, soit 41136 euros en 2020).
Dates d'embauche	A contrôler : si les dates indiquées ne sont pas les bonnes, le nombre de points de retraite qui a été attribué est faux.
Arrêts maladie	Parfois omis, ils font pourtant gagner un trimestre de cotisation par arrêt de travail indemnisé de 60 jours.
Service militaire	Les périodes passées sous les drapeaux, pas toujours comptabilisées, rapportent jusqu'à 5 trimestres.
Chômage	Vérifiez que pour chaque jour de chômage indemnisé, des points ont été validés dans le régime complémentaire.
Points Agirc	Jusqu'à fin 2018, un cadre salarié obtenait un minimum de 120 points Agirc par an. A faire rectifier en cas d'erreur.

Salaire retenu sous-évalué, nombre de points erroné, arrêts maladie non comptabilisés... Si vous constatez des erreurs sur votre relevé de situation Internet (le tableau ci-dessus vous indique les plus courantes), munissez-vous des justificatifs, tels que les bulletins de salaire, les contrats de travail, les relevés d'assurance maladie ou les avis de paiement de Pôle emploi, scannez-les, puis adressez-les de votre compte retraite à la caisse vieillesse concernée (c'est aussi possible par courrier) afin qu'elle rectifie la situation. Cette démarche peut être faite, quel que soit votre statut (salarié, indépendant, fonctionnaire...), à condition d'avoir plus de 55 ans.

avoir numérisé puis transmis en ligne les justificatifs d'usage (pièce d'identité, livret de famille, avis d'imposition...), votre requête déclenchera la liquidation de toutes les pensions de base et complémentaire qui vous sont dues et que vous avez indiquées dans le formulaire Internet. Plus d'une demande sur deux s'effectue aujourd'hui en ligne, mais l'utilisation des formulaires papier (fournis aux guichets ou sur les sites des caisses de retraite) est toujours possible. Attention, votre pension ne vous sera jamais versée automatiquement. Pour la percevoir, il faut en faire la demande expresse, et s'y

prendre entre quatre et six mois avant la date de départ, faute de quoi vous risquez de vous retrouver sans revenu durant un bon moment... Ultime précision : les pensions sont réglées par virement, généralement chaque mois et à terme échu (au début du mois suivant), sauf pour l'Agirc-Arrco des salariés, qui règle par avance, c'est-à-dire au début du mois pour lequel la retraite est due. Certaines pensions sont toutefois encore réglées par trimestre, et à terme échu, par exemple celles des professions libérales.

PENSION DE RÉVERSION LES DEMANDES DE VERSEMENT SONT DÉSORMAIS AUTOMATISÉES À 100%

Depuis juillet 2020, il est possible pour le veuf ou la veuve d'effectuer sa demande de réversion de pension en ligne, soit en se connectant sur le compte retraite du défunt, soit en le créant si cela n'a pas été fait auparavant. Le processus est entièrement automatisé : les régimes auxquels le disparu a cotisé sont déjà indiqués, et la requête est adressée à chacun d'eux. Comptez quatre mois pour obtenir le virement sur votre compte. A retenir : si tous les régimes vieillesse prévoient qu'au décès d'un assuré social – en retraite ou en activité –, une partie de ses pensions ou de celles auxquelles il aurait eu droit est attribuée au membre du couple survivant, cela ne vaut que s'il était marié. En effet, pacsés et concubins n'ont pas droit à la pension de réversion. •

PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE

Aucuns frais d'entrée à payer sur les produits commercialisés par les courtiers Internet

C'est le nouveau placement dédié à la retraite : depuis le 1^{er} octobre 2020, le plan d'épargne retraite (PER) remplace les Perp, Préfon et contrats Madelin. Avantages du PER : il est défiscalisé (les versements sont déductibles), transférable d'un établissement à l'autre, et autorise la sortie à 100% en capital (et pas seulement en rente). Les bons produits ne manquent pas, notamment du côté des mutuelles (Ampli mutuelle, Carac...) et des associations d'épargnantes (Gaipare, Afer...), mais ceux lancés par les courtiers, pilotables en ligne à 100% - souscription, versements, arbitrages... -, affichent aussi les frais les plus doux (0% à l'entrée) et donnent accès, en plus du fonds en euros sécurisé, à des centaines de fonds boursiers et immobiliers (lire notre sélection ci-dessous). Attention : sauf exception, l'épargne investie sur un PER n'est disponible qu'à la retraite. Analyse de ses caractéristiques.

SOUSCRIPTION LE PLAN PEUT ÊTRE ALIMENTÉ À TOUT MOMENT, ET SANS AUCUNE LIMITATION DE MONTANT

Le nombre de PER détenus n'est pas restreint : on peut en souscrire autant que l'on souhaite. Et les versements étant libres, vous y versez ce que vous voulez, quand vous le voulez. Autre atout, l'argent placé sur un PER est transférable vers celui de n'importe quel autre établissement,

et à moindre coût : les frais sont limités à 1% de l'épargne si le plan a moins de cinq ans, et au-delà, la loi impose la gratuité.

GESTION VOUS POUVEZ CHOISIR VOUS-MÊME VOS FONDS, OU DÉLÉGUEZ LA TÂCHE AU GESTIONNAIRE DU PER

Sauf indication contraire du souscripteur, les versements sont affectés à une gestion dite à «horizon», qui réduit le risque à l'approche de la retraite. Mais il est possible de choisir un profil «prudent» pour être encore moins exposé aux actions, ou «dynamique» si l'on veut l'inverse. On peut aussi préférer une gestion libre, et réaliser soi-même le dosage entre des fonds plus ou moins sécurisés. Tout est possible : la gamme de supports des PER en ligne permet de miser sur les actions du monde entier ou de placer son argent à l'abri. A signaler : comme en assurance vie, un nombre croissant de PER interdisent désormais de miser plus de 50 à 75% sur le fonds en euros, obligeant les souscripteurs à investir le solde en Bourse ou, ce qui est nettement moins risqué, en immobilier (via des SCPI, SCI ou OPCI).

DÉBLOCAGE VOTRE ÉPARGNE EST RÉCUPÉRABLE EN CAS DE GROS PÉPIN OU D'ACHAT DE VOTRE LOGEMENT

Le PER est un produit tunnel : l'argent est bloqué jusqu'à sa retraite. Il existe toutefois six cas de déblocage possible avant

l'heure : décès du conjoint (ou du pacsé), invalidité du souscripteur (ou des enfants, du conjoint ou du pacsé), surendettement, fin de droit au chômage, faillite de son entreprise, achat de sa résidence principale. Pour les cinq premiers cas de déblocage, hormis les prélevements sociaux à 17,2% sur les gains réalisés, il n'y a pas de taxes à payer. Il en va autrement pour les montants retirés pour acquérir son toit, qui sont assujettis à l'impôt.

FISCALITÉ UN AVANTAGE À L'ENTRÉE, MAIS NI LE CAPITAL NI LES GAINS N'ÉCHAPPENT À L'IMPÔT À LA SORTIE

Les versements effectués sur le plan sont déductibles de vos revenus taxables, dans la limite annuelle de 10% de ces revenus, et d'un plafond égal à 32 909 euros pour 2021 (une déduction supplémentaire de 15% du bénéfice est accordée aux travailleurs non salariés). Le problème est que cet avantage est repris à la sortie : ni le capital ni la rente versée n'échappent à l'impôt. Sauf à être soumis aux tranches de 30 ou 41%, le bilan sera donc neutre. La fiscalité successorale ? Le PER a aussi des atouts. Si le décès a lieu avant 70 ans, le capital suit les règles de l'assurance vie : il est versé aux bénéficiaires, sans impôts, jusqu'à 152 500 euros. Mais en cas de décès après 70 ans, l'abattement est plafonné à 30 500 euros, et le solde soumis aux droits de succession. •

NOTRE SÉLECTION DE PLANS D'ÉPARGNE RETRAITE INTERNET POUR ARRONDIR VOTRE FUTURE PENSION

ÉTABLISSEMENT (CONTRAT)	PERFORMANCE 2020 ⁽¹⁾	FRAIS D'ENTRÉE (DE GESTION PAR AN) ⁽²⁾	FRAIS DE GESTION DES FONDS À RISQUE (NBRE DE FONDS)	FRAIS D'ARBITRAGE ⁽³⁾ (SUR RENTE) ⁽⁴⁾	VERSEMENT INITIAL (VERSEMENTS SUIVANTS)
Altaprofits.com (Titres@PER)	1,05%	0% (0,65%)	0,84% (540)	0% (3%)	100 euros (100 euros)
Meilleurplacement.com (M Génération PER)	0,85%	0% (0,85%)	0,60% (700)	0% (1,50%)	1000 euros (150 euros)
Mes-placements.fr (Liberté PER)	1,65%	0% (2%)	0,50% (575)	0% (0,50%)	500 euros (100 euros)

(1) Performance du fonds en euros sans risque, nette de frais de gestion. (2) Frais de gestion du fonds en euros sans risque. (3) Frais prélevés lors du transfert d'argent d'un fonds à un autre. (4) Frais prélevés sur chaque versement de rente.

ASSURANCE VIE MULTISUPPORT

Souvent plus souple et plus avantageuse qu'un plan d'épargne retraite

Pour préparer ses vieux jours, l'assurance vie dispose de deux gros avantages par rapport au plan d'épargne retraite (PER): l'argent est récupérable à tout instant et les héritiers ne paieront, le plus souvent, aucun droit de succession, quel que soit l'âge de l'assuré. Côté fiscalité? Certes, il n'y a pas de bonus à l'entrée, mais après huit ans, les gains échappent largement - voire totalement - à l'impôt, ce qui est souvent plus bénéfique. Il faut toutefois garder en tête qu'il s'agit d'un investissement devant à la fois ouvrir des perspectives de gains (avec les fonds immobiliers ou boursiers) et garantir la sécurité du capital à l'approche de la retraite (avec le fonds en euros), ce que permettent seulement les contrats multisupport. Ceux de notre tableau ont un atout en plus: de la souscription aux retraits d'argent, toutes les opérations de gestion s'effectuent sur Internet.

ACCESIBILITÉ À L'INVERSE D'UNE BANQUE EN LIGNE, PAS DE COMPTE COURANT À OUVRIR CHEZ UN COURTIER

Absence de frais d'entrée, frais de gestion modérés (0,70% par an en moyenne), arbitrages gratuits entre les fonds... Même s'il existe de très bons contrats classiques (MIF, Asac-Fapès, Gaipare...), l'assurance vie en ligne cumule les bons points. Comparés aux contrats des banques en ligne (lire page 40), ceux des courtiers étu-

diés ici ont un autre atout: ils n'exigent pas l'ouverture d'un compte courant, et sont donc encore plus faciles d'accès.

STRATÉGIE LA PART INVESTIE SUR LE FONDS EN EUROS DU CONTRAT DOIT ÊTRE AUGMENTÉE À PARTIR DE 55 ANS

Un contrat multisupport permet à un assuré de faire évoluer son épargne en fonction de la durée le séparant de la retraite. Quand cet horizon est lointain (plus de quinze ans), il doit privilégier les placements à long terme, notamment les fonds d'actions. Certes, avec la Bourse, on n'est jamais à l'abri d'un effondrement des cours, comme au début 2020, mais les statistiques prouvent que sur dix ans, les performances des actions sont toujours positives. A mesure qu'approche la retraite (vers 55 ans), plutôt qu'augmenter son capital, mieux vaut le sécuriser. D'où la nécessité d'augmenter la part du fonds en euros. Beaucoup d'assureurs en ligne proposent de s'en charger au moyen d'arbitrages automatiques (lire page 42). Dans ce cas, le souscripteur n'aura pas à intervenir, sauf, bien sûr, s'il le souhaite.

AVANTAGES FISCAUX JUSQU'À 40 000 EUROS DE RETRAITE EN TOTALE FRANCHISE D'IMPÔTS APRÈS HUIT ANS

Le PER étant fiscalisé à la sortie, la réduction d'impôt octroyée à l'entrée n'est rentable qu'à condition d'être très imposé

(au moins à 30%). L'assurance vie, elle, est fiscalement attractive dans tous les cas, et après seulement huit ans, durée de détention à partir de laquelle un abattement de 4 600 euros (9 200 euros pour un couple marié ou pacifié) est automatiquement appliqué sur les gains taxables. De quoi parvenir à retirer une somme allant jusqu'à 20 000 euros par an - 40 000 euros pour un couple -, sans aucun impôt à régler (les prélevements sociaux, au taux de 17,2%, restent dus).

AVANTAGES SUCCESSORIAUX IMBATTABLES SI LE CONTRAT A ÉTÉ ALIMENTÉ AVANT L'ÂGE DE 70 ANS

Au décès du souscripteur, les capitaux transmis aux héritiers bénéficient d'avantages fiscaux plus attrayants que ceux du PER, puisqu'ils ne dépendent pas de l'âge du décès, mais de celui de l'assuré lors des versements. Ainsi, pour ceux effectués avant 70 ans, chacun des bénéficiaires ne paiera aucun droit jusqu'à 152 500 euros de capitaux reçus. Au-delà, il sera taxé à 20% jusqu'à 700 000 euros, puis à 31,25%. Pour les versements postérieurs à 70 ans, le fisc est moins généreux: l'abattement est de 30 500 euros (les gains ne sont toutefois pas taxés), et il s'applique à l'ensemble des bénéficiaires, qui devront donc se le partager. Au-delà de cet abattement, les montants reçus seront soumis aux droits de succession habituels. •

NOTRE SÉLECTION DE CONTRATS D'ASSURANCE VIE PROPOSÉS PAR DES COURTIERS INTERNET

COURTIER (CONTRAT)	RENDEMENT 2020 ⁽¹⁾ (SUR TROIS ANS)	FRAIS SUR VERSEMENT (DE GESTION PAR AN) ⁽²⁾	NOMBRE DE FONDS ⁽³⁾ (FRAIS D'ARBITRAGE) ⁽⁴⁾	TYPE DE FONDS DISPONIBLES	MISE INITIALE (VERSEMENTS SUIVANTS)
Assurancevie.com (Evolution Vie)	1,41% (5,48%)	0% (0,60%/0,60%)	115 (0%)	Fonds boursiers, SCI, OPCI	500 euros (500 euros)
Linxea.com (Linxea Avenir)	1,30% (4,98%)	0% (0,60%/0,60%)	720 (0%)	Fonds boursiers, SCPI, SCI, OPCI, trackers	100 euros (100 euros)
Placement-direct.fr (Darjeeling)	1,10% (4,16%)	0% (0,60%/0,60%)	1000 (0%)	Fonds boursiers, SCPI, SCI, OPCI, trackers	100 euros (50 euros)

(1) Rendement du fonds en euros, net de frais de gestion. (2) Sur le fonds en euros/sur les fonds à risque.

(3) En plus du fonds en euros. (4) Frais prélevés lors du transfert d'argent d'un fonds à l'autre.



2 Français sur 3* considèrent
que le développement
durable est synonyme de
création d'emplois

2^{ème} Édition du baromètre de l'économie positive et durable de

BUSINESS INSIDER FRANCE

Business Insider France a mesuré les critères de consommation des Français et leurs attentes vis à vis des entreprises françaises sur leurs engagements sociaux et environnementaux.

Découvrez les résultats sur www.businessinsider.fr/innovation-responsable

*Selon une étude **BUSINESS INSIDER FRANCE** et **YouGov**. L'étude a été réalisée sur 1013 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Etude effectuée en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France.

TOUT CE QUE VOUS AIMEZ DANS
UN SEUL MAGAZINE !

Télé+ DE JEUX LISIBLE

Programmes du 13 au 26 février

14
JOURS DE
PROGRAMMES
NOUVEAU

- ✓ d'actu télé
- ✓ de cinéma
- ✓ de séries
- ✓ de SVOD

ET de nouvelles
grilles de
programmes !

CAHIER JEUX
détachable
20 pages

Mots fléchés,
croisés, Sudoku...

Recommandé par
**Femme
Actuelle**

0,85€
par semaine

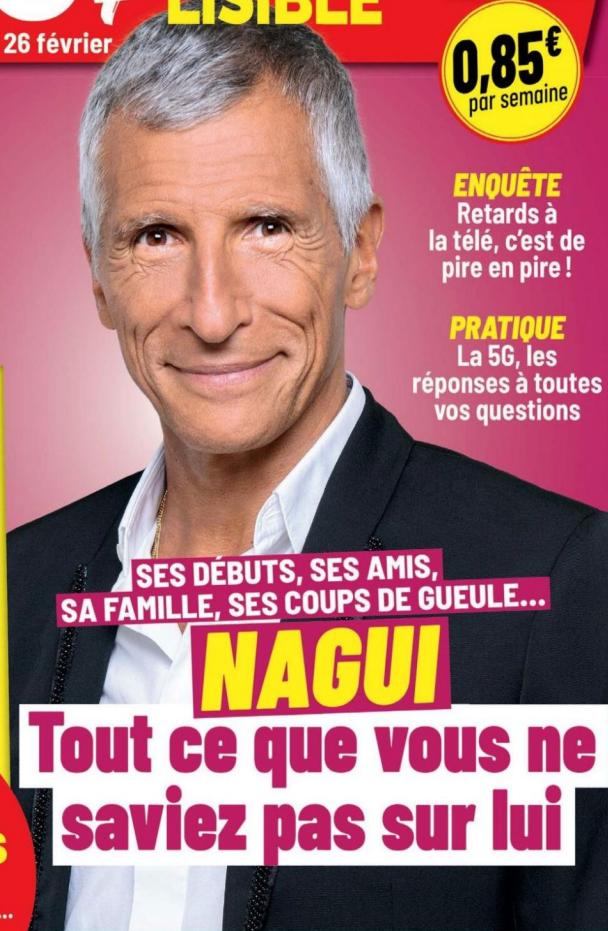
ENQUÊTE
Retards à
la télé, c'est de
pire en pire !

PRATIQUE
La 5G, les
réponses à toutes
vos questions

SES DÉBUTS, SES AMIS,
SA FAMILLE, SES COUPS DE GUEULE...

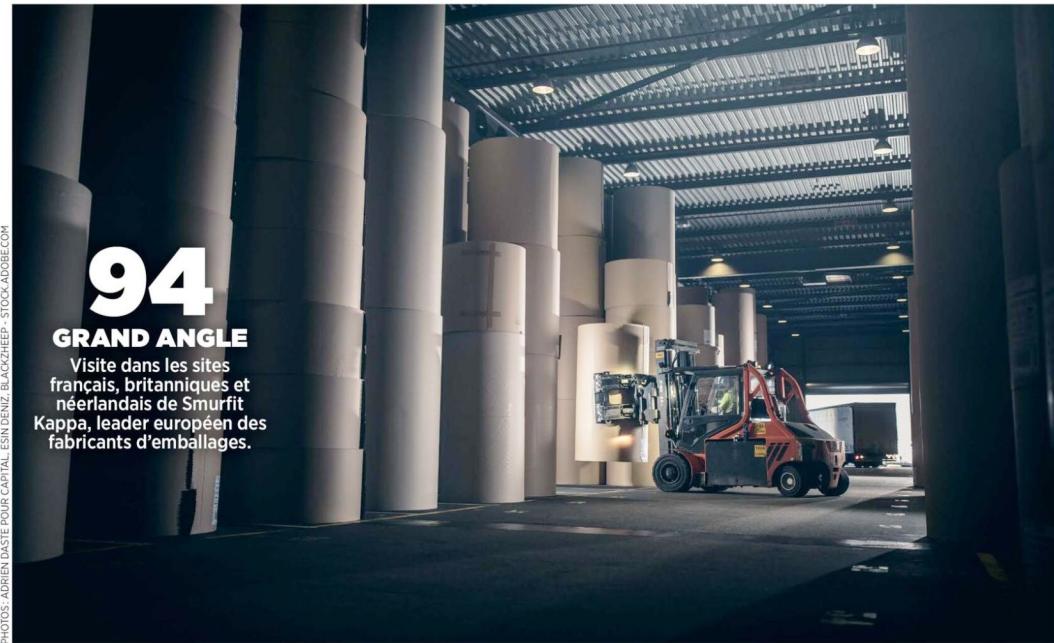
NAGUI

Tout ce que vous ne
saviez pas sur lui



À RETROUVER DÈS À PRÉSENT EN KIOSQUE !

LES ACTUS



90 **VOS DROITS**

Vos questions juridiques sur la consommation : remboursement d'un produit d'occasion, annulation d'un voyage, garanties pour les dégâts causés à autrui...



98 **CAPITAL.FR**

Grâce aux services sélectionnés par Capital.fr, vous pouvez mieux négocier les tarifs de vos assurances, de votre box, le coût de vos crédits, préparer votre retraite...

VOS DROITS

CE QUI CHANGE
POUR LA CONSOMMATION

Quel droit à remboursement pour un produit d'occasion très usagé ? L'appareil photo d'occasion, datant des années 1980, que monsieur D. vient d'acheter a très vite cessé de fonctionner. Cet acheteur pourra-t-il invoquer la garantie des vices cachés ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Probablement pas, car cette protection, prévue lorsqu'un défaut passé inaperçu rend le produit inutilisable, ou en diminue tellement l'usage que l'acquéreur ne l'aurait pas acheté, ou à un moindre prix, s'il l'avait connu, est d'une portée limitée dans le cas des objets très usagés. La Cour de cassation l'a rappelé à l'acheteur d'une voiture d'occasion qui cherchait à se faire rembourser alors que le véhicule, âgé de 11 ans pour 337 000 kilomètres au compteur, était tombé en panne après seulement trois jours (1^{re} chambre civile, arrêt no 19-14.297 du 20 mai 2020). Tandis que cet automobiliste soulignait qu'un expert avait détecté de nombreux défauts présents dès avant la vente, défauts que le document de contrôle technique remis le jour de la transaction aurait dû mentionner et qui rendaient dangereux un tel véhicule, les juges ont répondu que rien ne prouvait que ces dysfonctionnements relevaient d'une usure anormale de la voiture. Et que, «compte tenu du kilométrage et de l'ancienneté du véhicule à laquelle l'acheteur devait normalement s'attendre, la garantie des vices cachés n'était pas due». Sauf à démontrer un vieillissement anormal de l'appareil photo, monsieur D. ne pourra donc pas non plus se faire rembourser.

Une expertise réalisée par une seule des parties est-elle valide ? Madame L. pense que sa nouvelle piscine est 50 centimètres plus courte que la longueur prévue au contrat. Devra-t-elle exiger du professionnel en cause qu'il participe à l'expertise qu'elle entend organiser ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Pas forcément, car un rapport d'expertise, même réalisé de façon unilatérale, peut être retenu en justice, du moment qu'il a été normalement versé au dossier, et contribue au débat entre parties. C'est ainsi que la Cour de cassation a récemment donné raison à un



Barthélémy Lemiale
Avocat à la Cour,
associé du cabinet Valmy
Avocats.

acheteur exigeant une réduction de prix sur un studio qui mesurait, selon un rapport de diagnostiqueur commandé par ses soins, 10% de moins que les 20,74 mètres carrés indiqués dans l'acte de vente (3^e chambre civile, arrêt no 19-13.509 du 5 mars 2020). Au vendeur qui contestait la validité de l'expertise, réalisée hors de sa présence, les juges ont répondu qu'on ne peut refuser «d'examiner un rapport établi unilatéralement à la demande d'une partie, dès lors qu'il est régulièrement versé aux débats, soumis à la discussion contradictoire et corroboré par d'autres éléments de preuve». En l'occurrence, un rapport de géomètre, effectué peu après, soulignait une différence de superficie du même ordre, alors même qu'aucune autre expertise n'était envisageable, le studio ayant depuis subi des travaux de rénovation. Même si la présence du professionnel renforcera la valeur de l'expertise, rien n'empêche donc madame L. de réaliser son propre constat.

Une maladie révélée par un accident est-elle indemnisable ? La mémoire de monsieur P., 70 ans, flanche depuis qu'il a été renversé par une trottinette et a perdu connaissance. Pourra-t-il se faire indemniser de ce qui ressemble à la maladie d'Alzheimer ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Oui, à condition qu'il n'ait eu aucun symptôme de cette maladie avant l'accident, et qu'il soit dès lors possible d'imputer le déclenchement de l'affection au choc subi. La méconnaissance d'une prédisposition à une maladie ne peut en effet réduire le droit à indemnisation, comme l'a rappelé la Cour de cassation dans le cas d'un quinquagénaire victime d'un accident de la circulation qui, après avoir ressenti un flash et des décharges dans les membres inférieur et supérieur droits, avait ensuite présenté des tremblements de la main, diagnostiqués comme maladie de Parkinson (2^e chambre civile, arrêt no 18-24.095 du 20 mai 2020). Alors que l'assureur impliqué dans l'accident et cherchant à réduire sa prise en charge des dommages estimait que ce syndrome existait forcément à l'état latent, et se serait un jour ou l'autre déclaré, les juges ont considéré que, comme «il n'avait été relevé avant l'accident ni tremblement ni maladie de Parkinson (...) et

qu'il n'était pas possible de dire dans quel délai cette maladie serait survenue», le choc vécu était bien l'élément déclencheur de l'affection. Et qu'à ce titre «le droit à réparation était intégral». De la même manière, monsieur P. devra, par des expertises médicales, prouver que rien ne laissait jusqu'ici supposer chez lui une maladie d'Alzheimer.

Un professionnel est-il responsable des biens qu'il vend en dépôt ? Le couple G. s'aperçoit que son nouveau cheval boite, du fait d'une tendinite. Peut-il se retourner contre le haras à l'origine de la vente, qui avait pris la monture en dépôt de la part d'un éleveur ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Non, du moins dans le cadre des garanties de la vente, car ce haras n'est que l'intermédiaire de la transaction avec l'éleveur. Si bien que la garantie des vices cachés ne peut s'appliquer à ce simple mandataire, comme l'a rappelé la Cour de cassation dans le cas d'une voiture d'occasion défectueuse, achetée 3 500 euros via un garagiste en dépôt-vente (1^{re} chambre civile, arrêt n° 19-16.459 du 11 mars 2020). Alors même que le concessionnaire était intervenu sur le véhicule pour en changer le kit de distribution, les juges l'ont exonéré de toute responsabilité, le certificat d'immatriculation, resté au nom du vendeur, prouvant qu'il n'en était nullement propriétaire. Si bien que ce professionnel «ne devait pas la garantie des vices cachés». De son côté, le couple G. devra donc se retourner contre l'éleveur, sauf si la blessure a pour origine directe une faute du haras.

Qui est responsable en cas de sinistre dans un local prêté ? Un box, prêté par madame C. à ses voisins pour y stocker des meubles, a subi un important incendie. A qui incombe la responsabilité des dégâts ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Tout va dépendre de l'usage, exclusif ou non, fait de ce box. Si son utilisation est partagée, la présomption de faute reposant d'ordinaire sur l'emprunteur en cas de perte ou de dégradation du bien prêté ne tiendra alors plus. Et ce sera au propriétaire de prouver la responsabilité de l'emprunteur, comme l'a rappelé la Cour de cassation dans un cas similaire d'incendie d'un local prêté par une commune à un club d'aviron, ayant provoqué pour 3,6 millions d'euros de dégâts (1^{re} chambre civile, arrêt n° 19-10.559 du 20 mai 2020). La ville s'étant contractuellement réservé l'usage en commun des lieux, les juges ont dès lors estimé que l'association «ne pouvait être présumée responsable du sinistre survenu et n'était donc pas tenue de prouver qu'elle n'avait pas commis de faute ou la survenue d'un cas fortuit». Les voisins de madame C. ne seront donc présumés responsables que s'ils sont les seuls, par exemple, à détenir la clé du box.

Les dégâts causés à autrui sont-ils toujours garantis par une assurance ?

Pour débroussailler son terrain, monsieur K. a utilisé des bidons d'essence, ce qui a incendié la grange du voisin. Peut-il demander à son assurance de l'indemniser ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Probablement pas car la loi interdit de rembourser les pertes qui ne seraient pas dues au hasard. Plus précisément, il ne faut pas que les dégâts soient provoqués par une faute intentionnelle, et donc commise volontairement, ni par une faute dolosive, qui aurait pour effet de rendre inéluctable la réalisation d'un dommage. Des types de fautes qui peuvent être reconnus même dans des cas dramatiques, comme l'a rappelé la Cour de cassation suite à deux suicides, ayant chacun entraîné des dégâts (2^{re} chambre civile, arrêts n° 19-14.306 et n° 19-11.538, du 20 mai 2020). Dans le premier arrêt, les juges ont reconnu la possibilité de rembourser les dommages causés par un individu s'étant jeté sous un train, puisque «rien ne permettait de conclure qu'il avait conscience des conséquences dommageables de son acte pour la SNCF». Dans le second arrêt, en revanche, ils ont dédouané l'assureur d'un individu qui, pour mettre fin à ses jours, avait utilisé une cuisinière à gaz et deux bouteilles de gaz, ce qui avait en partie détruit l'immeuble. Selon eux, rien n'était dû, car les moyens utilisés «dépassaient très largement ce qui était nécessaire pour uniquement se suicider», et laissaient transparaître la volonté de provoquer une forte explosion. De la même manière, monsieur K., aux méthodes de débroussaillage expéditives, pourrait se voir reprocher une faute, intentionnelle comme dolosive.

Est-il possible d'imposer de strictes conditions d'annulation de voyage ? Malade, madame A. souhaite annuler une location de vacances prévue la semaine prochaine. L'agence indique que le contrat interdit tout remboursement à moins de deux mois du départ. Une telle clause est-elle valable ?

> LA RÉPONSE DE L'AVOCAT

Oui, à condition que ce contrat, dans un souci d'équilibre, ait prévu la possibilité pour la cliente de se faire indemniser en cas d'annulation par l'agence. La Cour de cassation a ainsi sanctionné un hôtelier ayant refusé de dédommager des voyageurs s'étant désistés, à une semaine du départ, de la location d'une suite facturée 27 500 euros, au motif que le contrat excluait tout remboursement en cas d'annulation moins de deux mois à l'avance (1^{re} chambre civile, arrêt n° 19-11.336 du 25 mars 2020). Pour les juges, le document ne prévoyant pas expressément, en cas d'annulation du séjour par le professionnel, une indemnité d'un montant «équivalent au moins au double du prix de la location», le contrat était déséquilibré, et la clause abusive.

VIE AU BUREAU

PEUT-ON S'AUTORISER À MENTIR
(UN PEU) À SON CHEF?

oui

Peut-être l'avez-vous constaté si vous étiez en télétravail ces dernières semaines ? Il est d'un coup devenu plus facile de se permettre quelques dissimulations vis-à-vis de son manager. Rien de grave, évidemment : aider le petit dernier à faire ses devoirs ou aller faire des courses peut justifier un léger retard dans un dossier. C'est typiquement le genre de situation où le mensonge permet d'éviter une tension inutile avec son N+1. Et la vie au bureau en regorge. Inutile de contredire un boss aux avis tranchés sur tout et n'importe quoi. Mieux vaut aller dans son sens et n'en penser pas moins. Cela lui fera plaisir et ne vous coûtera rien. Sans vraiment mentir, on peut aussi ne pas tout dire. Un problème est en cours avec un client ou un fournisseur mais vous savez qu'il peut être résolu. Inutile d'en parler à votre chef en vous excusant. Le simple fait de gagner du temps suffit souvent à régler sereinement la situation.

29%
des salariés sont
prêts à mentir à leur
supérieur pour
réussir.

32%
estiment que les
menteurs sont
les plus à même
de progresser.

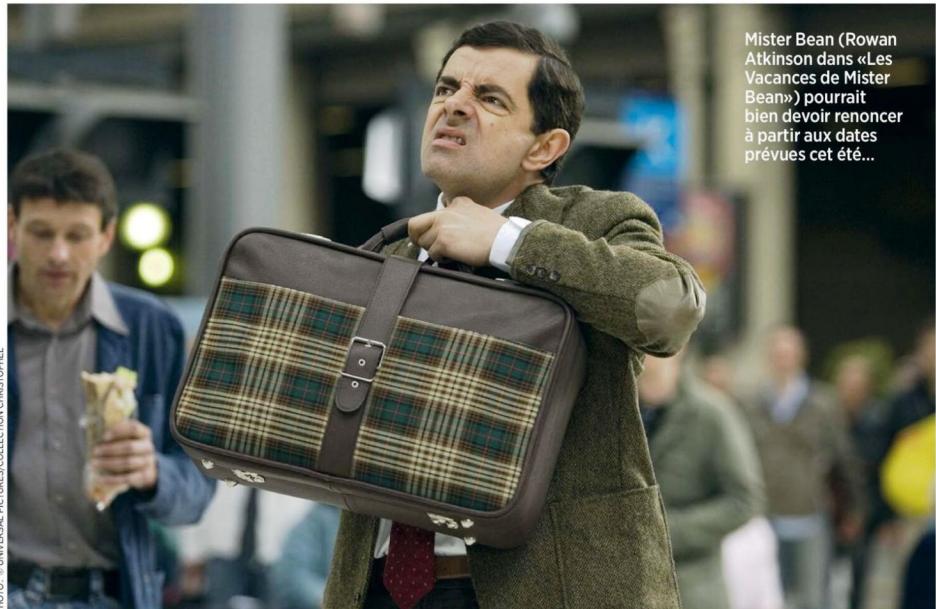
*SOURCE: TISSOT-OPIIONWAY.
2016.

non

Les psychologues distinguent les mensonges altruistes des mensonges égoïstes. Les premiers ont pour objectif de ne pas faire de peine à son interlocuteur ou de lui faire plaisir. Les seconds visent à obtenir un avantage personnel et sont nettement moins acceptables. Dans une relation professionnelle, le plus important c'est la loyauté. Un manager doit avoir confiance en son équipe. S'il a connaissance d'une duperie, même véniale, le lien sera fragilisé. Toutes les tromperies ne se valent pas. Celui qui enjolive un CV sur ses centres d'intérêt ou qui est un peu trop flatteur risque moins que celui qui gonfle ses résultats commerciaux ou ment sur un projet en cours. Mais mieux vaut rester honnête et transparent en toutes circonstances. Assumer ses erreurs ou s'opposer ne constitue pas forcément un handicap. Cela pourrait même au final être apprécié de son supérieur. A condition que lui-même ne mente pas...



Dans la série «Le Bureau des légendes», l'espion Malotru (Mathieu Kassovitz, au centre) est un expert dans l'art de mentir à ses supérieurs.



Mister Bean (Rowan Atkinson dans «Les Vacances de Mister Bean») pourrait bien devoir renoncer à partir aux dates prévues cet été...

FAUT-IL FORCER LA MAIN DE SES COLLABORATEURS POUR LES CONGÉS ?

oui

Cette année, même les managers d'ordinaire coulants sur les congés pris par leurs collaborateurs vont devoir se montrer plus stricts : il sera urgent, dès l'été, de rattraper une partie du chiffre d'affaires perdu durant le confinement. Le droit est de leur côté : on l'oublie souvent, l'employeur a le pouvoir de refuser les dates demandées et a la main sur l'ordre des départs s'il n'y a pas d'accord collectif. Par ailleurs, la période légale pour les grandes vacances est large : du 1^{er} mai au 31 octobre, avec au minimum deux semaines à prendre d'un coup. Crise oblige, la loi a récemment renforcé le pouvoir de l'employeur qui peut imposer jusqu'à six jours à prendre à une date fixée par lui, sous réserve d'un accord d'entreprise ou de branche. Mieux vaut bien sûr convaincre que passer en force, en expliquant les raisons. Et la pilule passera mieux si le boss lui-même est exemplaire et ne s'octroie pas une longue pause...



*SOURCE: SONDEAGE QAPA, MAI 2020.

non

Même s'ils n'étaient pas en première ligne à l'hôpital, dans la grande distribution ou les transports, bien des salariés en télétravail ont vécu ces derniers mois des moments fatigants, voire stressants. Ils ont besoin de repos et il serait inopportun de le leur refuser. D'abord, cette requête n'est pas le fruit du hasard et tient à des contraintes familiales qu'il serait malvenu de ne pas prendre en compte. Il faudra, à minima, faire du cas par cas. Ensuite, imposer des dates, c'est prendre le risque de faire naître un ressentiment qui éclatera tôt ou tard. Des personnes qui se sont beaucoup investies pendant le confinement, qui ont dû faire la classe à leurs enfants, auront besoin de souffler. Or un refus risquerait surtout de les démotiver. Une voie intermédiaire pourrait consister à inviter les membres de son équipe à se concerter pour qu'en ensemble ils trouvent une solution qui convienne au plus grand nombre.

GRAND ANGLE

CARTON PLEIN POUR LES FABRICANTS D'EMBALLAGES

Concevoir un produit apparemment banal comme le carton ondulé demande un savoir-faire des plus sophistiqués. Visite dans les sites français, britanniques et néerlandais de Smurfit Kappa, le leader européen de la spécialité.





Cette montagne de copeaux de pin des Landes attend d'être transformée dans l'usine Smurfit Kappa Cellulose du Pin de Biganos (Gironde), l'un des trois plus gros sites de production de papier kraft en Europe.

Même si le carton plat reste plus utilisé pour les produits de consommation courante, le carton ondulé à microcanneleur permet déjà d'emballer des œufs, comme ici, des pizzas ou des bouteilles.



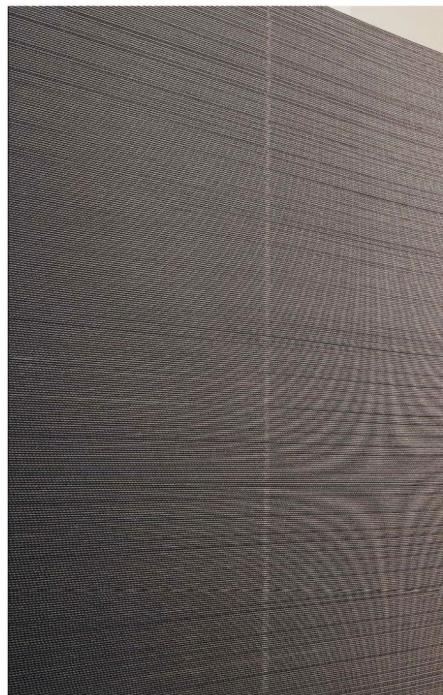
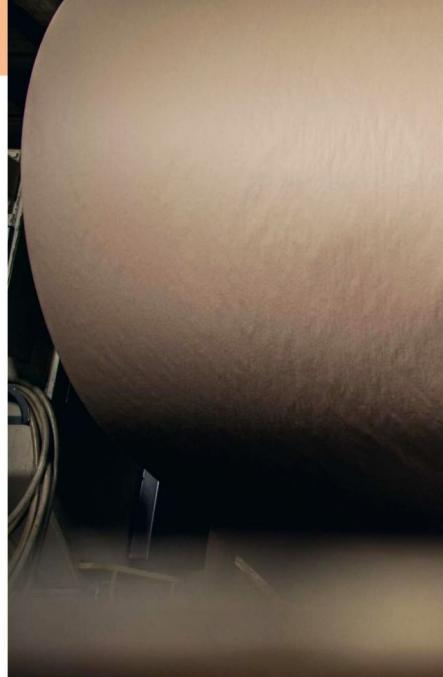
LE CARTON ONDULÉ POURRAIT REMPLACER 20% DU PLASTIQUE

C'était le 19 mars 2020, au début du confinement. Edouard Philippe précisait aux députés que l'emballage comptait parmi les secteurs «stratégiques». La précision s'imposait, car, la veille, des policiers avaient empêché des ouvriers de Smurfit Kappa, le plus gros producteur de carton ondulé en France, de rejoindre leur travail. «Sans notre industrie, on ne peut acheminer aucune marchandise», commente Jean-Christophe Bugeon, le P-DG de la filiale hexagonale du groupe irlandais, numéro 1 européen avec 9 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 900 millions en France, soit un quart du marché tricolore. Au final, la production de ce matériau léger et rigide en forme de sandwich, alternant les couches de papier plat et cannelé, n'a pas trop souffert de la crise sanitaire. Ses ventes se sont certes tassées de 15% suite à la mise à l'arrêt de l'aéronautique et de l'automobile. Mais elles sont restées soutenues grâce à l'agroalimentaire, de loin son premier débouché (pour près des deux tiers), et à son utilisation croissante dans l'e-commerce (7% de l'activité). Pas besoin de relocaliser les usines de

carton, car on ne les déménage pas. «C'est un produit encombrant et pas cher, dans les 60 centimes le mètre carré, rappelle Jean-Christophe Bugeon. Il est donc fabriqué près du client pour limiter les coûts de transport.» Bien implantée chez nous depuis 1994 et le rachat de la Cellulose du Pin (ex-Saint-Gobain), Smurfit Kappa compte une cinquantaine de sites en France, où il emploie 5 500 salariés.

Chez l'irlandais, comme chez ses principaux confrères, le britannique DS Smith et l'espagnol Saica, on veut reprendre des parts de marché au principal concurrent: le plastique. Tandis que ce dernier laisse des quantités de déchets, l'industrie du carton ondulé recycle 95% de sa production. Elle a aussi réussi à diminuer d'un quart sa consommation de cellulose depuis le début des années 2000. Mieux, des technologies innovantes vont permettre de donner au carton de nouvelles propriétés: un couchage à l'aide d'huile végétale peut le rendre résistant à l'eau et l'utilisation de microfibres de cellulose permettrait d'en faire une matière barrière à l'oxygène et au CO₂. De quoi remplacer le plastique dans 20% des cas! Reste encore à le rendre souple et extensible...*

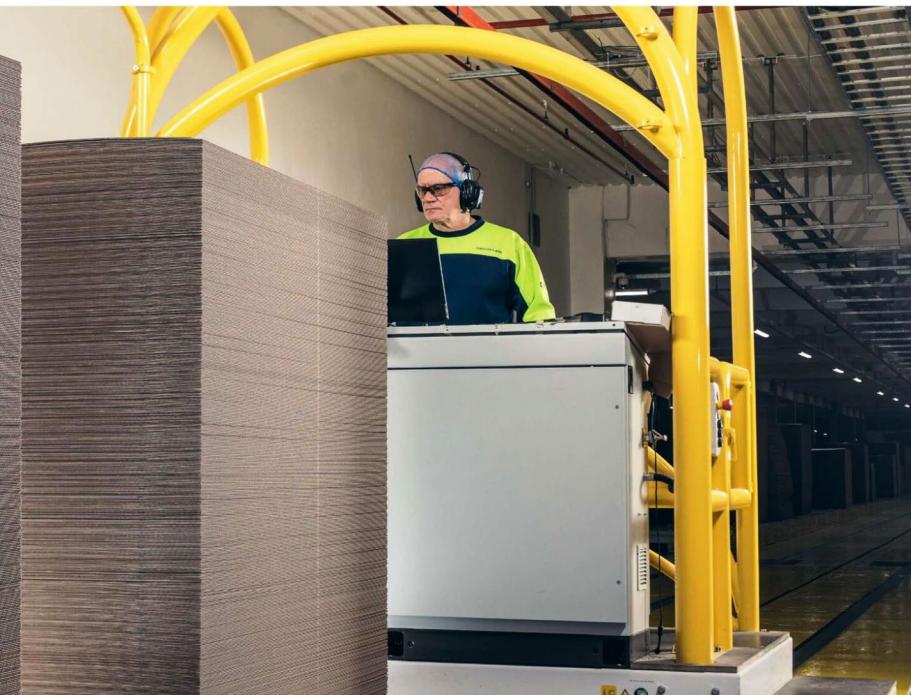
Eric Wattez





LE CARTON EST FABRIQUÉ À PARTIR DE ROULEAUX DE PAPIER MONUMENTAUX

La papeterie de Ruremonde, dans le sud des Pays-Bas, produit quotidiennement 43 bobines mères de 18 tonnes comme celle-ci. Ce papier kraft constituera la face supérieure de plaques de carton.



UNE ONDULEUSE PEUT SORTIR JUSQU'À 350 MÈTRES DE CARTON À LA MINUTE

Dans l'usine de Stalybridge, en Angleterre, près de Manchester, les plaques sortent de l'onduleuse, imposante machine qui assemble le carton ondulé à partir de papier en bobine. Elles sont ensuite imprimées, découpées et pliées sur mesure.

CAPITAL.FR

DES SERVICES EN LIGNE POUR GÉRER VOTRE ARGENT

Changer d'assurance, réduire ses frais bancaires, investir dans l'immobilier... En vous connectant sur Capital.fr, vous avez la possibilité d'accéder à différents services indépendants qui vous aident à gérer votre argent. Ils ont été sélectionnés par notre rédaction et sont accessibles via l'onglet Services (en haut à gauche de notre site, en bas sur la version mobile).

Nous vous permettons d'abord de faire des économies. Vous souhaitez mettre de l'ordre dans vos forfaits Internet, mobile, ou dans vos factures d'énergie ? Nos comparateurs vont vous aider à repérer les contrats adaptés à votre profil. Votre assurance auto ou d'habitation vous

coûte trop cher ? Là encore, nos simulateurs vous guident pour changer de contrat. Grâce à notre comparateur de frais bancaires, vous avez même la possibilité de mettre en concurrence tous les établissements du marché et ainsi d'économiser, en quelques clics, jusqu'à 300 euros par an.

Nous mettons à votre disposition les outils pour faire fructifier votre argent. Notre comparateur d'assurances vie vous oriente, par exemple, vers les meilleurs contrats du marché adaptés à vos besoins. Mais si vous êtes davantage tenté par un placement immobilier, vous pourrez également étudier notre comparateur de SCPI : les sociétés

civiles de placement immobilier permettent d'acquérir, pour quelques centaines ou milliers d'euros, des parts de parcs immobiliers de bureaux ou de commerces, et de percevoir des loyers en retour.

Nous vous accompagnons dans vos opérations immobilières. Si vous préférez investir dans l'immobilier en direct, nos services d'annonces et de programmes neufs dédiés à l'investissement vous permettent d'accéder à des centaines de milliers d'offres réparties sur tout le territoire. Largement de quoi faire votre choix ! Notre comparateur de crédits immobiliers vous offre en parallèle la possibilité d'obtenir les meilleurs taux du marché. Et si vous avez un logement à vendre, avant d'investir dans un nouveau bien, nous vous proposons un service capable d'estimer le prix de n'importe quel appartement ou maison en quelques minutes.

Nous vous aidons également à gérer votre carrière et votre retraite. Nous avons aussi pensé à votre vie professionnelle. Sur notre plateforme de formations, vous pourrez dénicher les cursus qui vous conviennent le mieux pour évoluer ou vous reconvertis. Notre service «offres d'emploi» vous permettra ensuite de concrétiser votre projet. Enfin, nous vous proposons aussi de commencer à appréhender votre future retraite en analysant la cohérence entre votre historique de carrière et vos droits acquis au titre des régimes de base et complémentaires. A partir de l'ensemble de ces informations, notre service estimera vos droits à la retraite et vous conseillera sur le meilleur moment pour cesser votre activité professionnelle. •



Nous ne sommes pas numéro 1 pour rien



LINXEA Avenir, le contrat d'assurance-vie primé par la presse en 2020

LINXEA Avenir

SURAVENIR
UNE FILIALE DU Crédit Mutuel ARKEA

2,00 %

Nets* en 2020 sur le fonds Euro
Suravenir Opportunités

Les rendements passés ne préjettent pas des rendements futurs.

Chaque versement doit comporter un minimum de 50 % en unités de compte. Les montants investis en unités de compte ne sont pas garantis et sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse.

0 % *** sur les frais d'entrée
sur les frais de versements
sur les frais d'arbitrage

(Hors supports spécifiques applicables aux parts de SCPI, SCI et ETF)



Votre épargne mérite plus de conseil et moins de frais



Une équipe d'experts

Nos spécialistes disponibles pour vous accompagner



Frais réduits

Les frais parmi les plus bas du marché



100 % digital

Souscription électronique et gestion en ligne

Notre équipe à votre écoute

01.45.67.34.22 | contact@linxea.com | www.LINXEA.com

* Taux de revalorisation 2020 en gestion libre du fonds en euros Suravenir Opportunités de LINXEA Avenir, net de frais annuels de gestion, hors prélèvements fiscaux et sociaux et hors frais éventuels au titre de la garantie décès souscrite, au mandat d'arbitrage et aux options de gestion du contrat.

** Ces distinctions ont été attribuées par les journalistes des publications citées en fonction de leurs propres critères d'analyse. La durée de validité de ces récompenses est de un an à compter de la date de leur attribution. Durée de validité et modalités d'octroi sur <https://www.linxea.com/decouvrir-linxea/nos-recompenses>.

*** Hors fiscalité et prélèvements sociaux et hors option pour la remise de titres. Pour les autres frais, consultez les conditions contractuelles de LINXEA Avenir, disponibles sur www.linxea.com. LINXEA, SAS au capital de 106.200 euros, est immatriculé au RCS de PARIS sous le n° 478958762. Son siège social est situé au 58 avenue Hoche, 75008 Paris. LINXEA IMMO, SAS au capital de 10.000 euros, est immatriculée au RCS de PARIS sous le n° B29 444 934. Son siège social est situé au 58 avenue Hoche, 75008 Paris. Le site www.linxea.com est enregistré à la CNIL sous le n°1261064. Tél : 01 45 67 34 22. Email : contact@linxea.com

⁽¹⁾ LINXEA Avenir est un contrat individuel d'assurance-vie de type multisupport souscrit par LINXEA et assuré par SURAVENIR - Siège social : 232 rue Général Paulet - BP 103 - 29802 Brest cedex 9. Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital entièrement libéré de 1 111 000 000 €. Société mixte régie par le Code des Assurances. SIREN 330 033 127 RCS BREST. Suravenir est une société soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) (4 place de Budapest - 75436 Paris cedex 9).

Document publicitaire dépourvu de valeur contractuelle.

C'est possible
de recommander
sa banque.
Surtout quand
elle est classée
banque la moins
chère pour la
13^e année
consécutive.⁽¹⁾

Chez Boursorama Banque,
près de la moitié de nos nouveaux clients
viennent sur les conseils d'un proche.⁽²⁾



**Boursorama
Banque**

La banque qu'on a envie de recommander.

(1) De nouveau classée banque la moins chère en 2021, selon Le Monde/MeilleureBanque.com - étude publiée le 16 décembre 2020. Détails des profils sur lesquels Boursorama Banque est classée banque la moins chère sur boursorama-banque.com. Détail des études tarifaires et de leur source depuis 2009 disponible sur boursorama-banque.com. (2) Étude réalisée par Boursorama Banque sur la base des clients Boursorama Banque ayant ouvert un 1^{er} compte bancaire en 2020.

BUZZMAN® BOURSORAMA - Société Anonyme au capital de 41 308 483,20 € - RCS Nanterre 351 058 151 -
TVA 69 351 058 151 - 44 rue Traversière 92100 Boulogne-Billancourt.